ÉCHANGES

N° 146 — Hiver 2013-2014 — 3 euros

bulletin du réseau

« Echanges et mouvement »

UKRAINE. Maïdan et ses contradictions p. 3 ◆ Quelques faits sur l'Ukraine, p. 6

◆ France. **BONNETS ROUGES,** p. 28 ◆ Ecotaxe : un mouvement réactionnaire, p. 28 ◆ Lettre d'un camarade de Bretagne, p. 29 ◆ Intervention d'Echanges, p. 31 ◆ Dans les publications, p. 36

En marge du contrat « **ZÉRO HEURE** » p. 37 ◆ Dans les publications : Europe, p. 40

◆ Contestations sociales au **BRÉSIL**, p. 44 ◆ Dans les publications : monde, p. 55

THÉORIE. La classe productrice de plus-value à l'échelle mondiale, p. ◆ Dans les publications : théorie, histoire, p. 64

NOTES DE LECTURE. « Repenser la révolution », de Claude Bitot, p. 70 ◆ « Et que crève le vieux monde », d'Albert Libertad, p. 74

ÉCHANGES

Bulletin du réseau « Echanges et mouvement »

echanges.mouvement@laposte.net

BP 241, 75866 Paris Cedex 18, France

Sur Internet : http:// www.mondialisme.org

Abonnement : 15 euros pour quatre numéros comprenant les brochures publiées dans l'année.

Les publications d'Echanges et mouvement sont régulièrement déposées dans les librairies suivantes :

à Angers

L'Etincelle, 26 rue Maillé – etincelle1999@hotmail.com – http://letincelle.over-blog.org/

Les Nuits bleues, 21 rue Maillé – http://chezle21.blogspot.com

à Bagnolet

Le Rémouleur, 106 rue Victor-Hugo leremouleur@riseup.net

à Brest

Roignant, 21 rue Navarin ☎ 02 98 44 41 01 – danielroignant2@wanadoo.fr – www.livre-rare-book.com/c/b/Daniel-...

à Lyon

La Gryffe, 5 rue Sébastien-Gryphe, 7e ☎ 04 78 61 02 25 – lagryffe@lagryffe.net – http://lagryffe.net

à Marseille

L'Odeur du temps, 35 rue Pavillon, 1er ☎ 04 91 54 81 56

Transit Librairie, 45 boulevard de la Libération, 1er ☎ 04 13 04 02 60

Le Seul Problème, 46 rue Consolat, 1er ☎ 04 91 50 86 27

à Paris

La Brèche, 27 rue Taine, 12e ☎ 01 49 28 52 44.

Galerie de la Sorbonne, 52, rue des Ecoles, 5e ☎ 01 43 25 52 10

Magpresse, 16 rue Linné, 5e ☎ 01 09 64 48 79 94. – ephemerides@la-poste.net

Parallèles , 47 rue Saint-Honoré, 1er ☎ 01 42 33 62 70.

Le Point du jour, 58 rue Gay-Lussac, 5e ☎ 01 43 26 20 17.

Publico, 145 rue Amelot, 11e ☎ 01 48 05 34 08

Quilombo, 23 rue Voltaire, 11e ☎ 01 43 71 21 07

à Rennes

Alphagraph, 5 rue de l'Echange ☎ 02 99 79 74 20

Correspondance

Dans *Echanges* n° 145, nous avions annoncé la publication d'une réponse à la lettre « A propos des conseils ouvriers ». Cette réponse a été envoyée au camarade L. K., mais nous sommes contraints de la différer, faute de place.

MAÏDAN ET SES CONTRADICTIONS

ENTRETIEN AVEC UN SYNDICALISTE RÉVOLUTIONNAIRE UKRAINIEN

Ce texte, traduction d'un entretien entre un camarade ukrainien et un camarade tchèque, apporte, même si nous pouvons avoir parfois des désaccords avec certaines analyses ou formulations, une lumière nécessaire sur ce qui se déroule actuellement dans ce pays. Il est bien évident qu'il ne tient pas compte des derniers événements, qui évoluent rapidement. Mais, tel qu'il est, il reste valable pour l'essentiel et nous permet de mieux comprendre l'imbroglio ukrainien. (Toutes les notes sont d'*Echanges*)

Préambule des camarades tchèques

Depuis des semaines et des semaines, nous avons observé les événements d'Ukraine, essayant de trouver un sens à ce qui se passait à Kiev et dans d'autres villes. Nous avons lu bien des textes, commentaires et entretiens, et nous avons beaucoup discuté de Maïdan (1), mais nous nous n'avons jamais abouti qu'à de nouvelles questions. Aussi, quand nous avons eu l'occasion d'établir des contacts avec des camarades ukrainiens, nous avons tenté d'en tirer le maximum d'éléments de réponses. Par cet effort, dû aussi à la bonne volonté et à la patience de Denis de la branche de Kiev du Syndicat ouvrier autonome (Autonomous Workers Union) (2), nous sommes parvenus à ce qui suit. Nous espérons qu'il apportera une vision utile du mouvement Maïdan et de son contexte.

Vratislav : Depuis presque trois mois un mouvement a commencé à se développer en Ukraine et est devenu réellement massif,

(1) La place Maïdan, place de l'Indépendance de l'Ukraine depuis la chute de l'URSS en 1990, est la place centrale de Kiev, et a toujours été le lieu de rassemblement des opposants politiques, notamment au moment de la « Révolution orange » de 2004. La ville de Kiev (2 845 000 habitants en 2013, dont 82 % d'Ukrainiens et 13 % de Russes) est aussi un centre industriel (métallurgie, chimie, textile), un marché agricole et un centre religieux. A aucun moment durant les événements il n'y eut de grève dans le secteur industriel de la ville. Le camp établi par les occupants sera béni par les chefs des Eglises orthodoxe et catholique.

(2) Autonomous Workers Union : organisation ouvrière ukrainienne anarcho-syndicaliste, qui prend position vis-à-vis des organisations politiques et autres clans impliqués dans Maïdan, affirme « Ce n'est pas notre

se répandant de Kiev vers les autres régions de l'Ukraine. Il a impliqué à Kiev l'occupation permanente de la place de l'Indépendance (Maïdan) et de la zone urbaine environnante, et, dans une bonne partie du pays, des émeutes, des occupations ou blocages de bâtiments administratifs ou officiels. Il est notoire qu'on y trouve une forte implication d'organisations d'extrême droite et la prévalence parmi les protestataires d'une certaine idéologie nationaliste traditionaliste. Ce mouvement dénommé « Maïdan » ou « Euromaïdan », d'après le nom de la place, est celui de la revendication initiale : la ratification par le gouvernement ukrainien du traité conduisant à l'admission de l'Ukraine dans l'Union européenne.

Pourtant, rapidement cette revendication a été remplacée par une autre, une revendication destinée à permettre de mobiliser un plus grand nombre, celle de renverser le président Ianoukovitch (3), son gouvernement et un appareil d'Etat corrompu. Est-ce que cette description correspond à la réalité ou y manque-t-il quelque chose ? Je veux dire, si le présent clan au pouvoir est contesté, est-il réellement contesté par une majorité de gens qui voudraient définitivement voir l'Ukraine prendre « la voie occidentale » ? Est-ce que le mouvement Maïdan à Kiev et dans tout le pays est absolument unifié sur cette question d'un « ultra-optimisme européen » ?

Denis : Oui, ton aperçu est plus ou moins correct. Mais tu dois comprendre que, depuis le début du mouvement, les gens ont une vision très particulière de l'Europe. Ils y voient une société très utopique – une société sans corruption, avec des salaires élevés, une sécurité sociale, le règne de la loi, des politiciens honnêtes, des visages souriants, des rues propres, etc. – et appellent cela l'UE. Et quand on essaie de leur dire que l'UE n'a actuellement rien à voir avec cette vision idyllique, que présentement des gens en Europe brûlent des drapeaux européens et protestent contre l'austérité, etc., ils répliquent : « Préféreriez-vous vivre en Russie ? » Depuis le début les protestations sont bien orientées par la fausse

guerre ». Mais après la loi répressive du 16 janvier, ce syndicat s'est associé aux luttes contre la tendance dictatoriale du gouvernement au nom d'une défense des libertés individuelles.

(3) Ianoukovitch : la biographie des politiciens qui s'affrontent dans les arènes du pouvoir est une sorte de copier-coller : ils ne sont que les hommes de paille des oligarques qui sont les véritables maîtres de l'économie de l'Ukraine et qui peuvent avoir des intérêts divergents, ce qui s'exprime dans les positions politiques de leurs marionnettes. Portés au pouvoir, ils finissent par l'utiliser à des fins personnelles, s'enrichissant, perdant toute mesure au point de se discréditer et d'être éliminés par leurs sponsors mêmes. Viktor Ianoukovitch est l'une de ces marionnettes. Parti de rien après une enfance difficile et délictueuse, ouvrier dans les mines du Donetsk, il finit par gravir les échelons hiérarchiques dans le secteur minier et dans la politique régionale puis nationale. Il devient ainsi l'homme lige des oligarques Rinat Akhmetov et Dimitri Firtasch qui le propulsent à la tête du Parti des Régions puis au poste de premier ministre en 2002, et enfin à la présidence en 2010. Partout il défend les intérêts des trusts miniers et un rapprochement avec la Russie, principal partenaire dans ce secteur industriel. Ce qui l'amène à s'opposer violemment à Ioulia Timochenko, politicienne du même tonneau, l'égérie de la Révolution Orange (2004), la « princesse du gaz », créature d'autres oligarques dont les intérêts vont vers l'UE (mais qui aurait, paraît-il, l'oreille de Poutine suite à un contrat gazier peu favorable à l'Ukraine), et qui tombera elle aussi pour s'être trop servie personnellement du pouvoir. Pour Ianoukovitch, il n'est pas nécessaire de s'étendre car sa chute politique a permis aux médias de dévoiler abondamment ses enrichissements dont ils parlaient peu auparavant. Il est bien évident qu'à partir du moment où l'une ou l'autre de ces marionnettes politiques devient embarrassante pour les sponsors

conscience d'un « choix de civilisation », par le modèle idéologique nationaliste qui ne laisse aucune place à des revendications de classe. C'est le résultat d'une hégémonie culturelle bourgeoise, au sens gramscien (4), et c'est le principal problème de la lutte que nous devons mener dans ce pays dans les prochaines années (ou décennies).

Mais « l'Europe » ne fut jamais, en fait, le but principal des protestataires. Les sentiments antigouvernementaux et antirusses étaient beaucoup plus forts et naturellement, après les assauts policiers du premier décembre, ils ont pris le dessus sur la rhétorique pro-UE. Maintenant, la plus grande partie des gens se souviennent à peine de ce qui fut la cause initiale des manifestations. La plupart admettent maintenant que le terme « Euromaïdan » est anachronique. Les groupes d'extrême droite, qui initialement devaient dissimuler leur attitude traditionnelle envers « le déclin libéral de l'UE » (5) dans le but d'infiltrer la protestation, ne se soucient guère maintenant de cette question de l'UE, et visent seulement à un changement de régime. Ce sentiment est accepté par de larges cercles parmi les protestataires.

D'autre part, malgré tout, c'est un fait que l'Ukraine a été historiquement divisée en deux entités culturelles, politiques, linguistiques (6). Le Nord et le Sud sont plus peuplés, possèdent le plus gros de l'industrie, parlent russe et sont largement favorables à un programme culturel et politique pro-russe avec une nostalgie de l'Etat soviétique. Le Centre et l'Ouest de l'Ukraine sont plus agricoles et moins peuplés, parlent plus l'ukrainien et inclinent plus vers l'Ouest, loin de

maîtres d'un secteur économiques à cause de leur corruption trop voyante et de leurs prétentions éventuelles à faire cavaliers seuls, ces mêmes sponsors n'ont qu'une seule idée, s'en débarrasser, ce qui explique bien des dessous du mouvement « Maïdan » et la chute de Ianoukovitch.

(4) De Gramsci, fondateur et leader du Parti communiste d'Italie en 1921. Arrêté par les fascistes en 1926, il mourut en 1937, peu de jours après sa sortie de prison. Politiquement, par opposition à un matérialisme purement économique, il insistait sur le point que la bourgeoisie dominait le monde du travail non seulement par la force mais aussi par le consentement idéologique des dominés, à travers une hégémonie culturelle. D'où son appel à une éducation adulte et populaire. Une pensée prémonitoire pour notre monde : « Le vieux monde se meurt, le nouveau monde tarde à apparaître et dans ce clair-obscur surgissent des monstres. » Les camarades insistent ici sur le rôle de l'idéologie.

(5) Libéral : le sens donné à cet adjectif lors de son utilisation, en Ukraine comme ailleurs, est particulièrement difficile à définir car il peut varier selon les périodes historiques et les pays concernés. Par exemple, en Grande-Bretagne ou en Allemagne, le libéral se situe dans une position intermédiaire entre le conservatisme partisan d'un capitalisme libéré de toutes contraintes et la social-démocratie d'un capitalisme contrôlé. Alors que le néolibéralisme venu des Etats-Unis demande le moins de contraintes possibles pour le capital avec les « dérégulations ». L'utilisation du qualificatif par certains partis ukrainiens ne semble pas prendre un sens particulier, sauf peut-être qu'elle refléterait l'opposition à une Russie autoritaire politiquement mais libérale économiquement. Alors que l'UE, considérée comme « libérale », peut l'être politiquement, mais moins économiquement.

(6) Voir page 6 l'encadré sur les généralités notamment économiques sur l'Ukraine.

QUELQUES FAITS SUR L'UKRAINE

Ceux qui s'intéressent aux événements d'Ukraine connaissent plus ou moins les éléments de base sur ce pays : un peu plus grand que la France (600 000 km²), moins peuplé (45,5 millions d'habitants en 2012, à 70 % urbanisés), ayant une excroissance de circonstance, la Crimée sous contrôle russe, divisée économiquement et en allégeances politiques entre un ouest-nord-ouest et un est-sud-est, l'un riche de son agriculture, l'autres de ses mines et de ses industries.

◆ Ce que l'on sait moins c'est que **la population a décliné de 52 millions** lors de la scission de l'*ex*-URSS, et connaît une décroissance moyenne de 0,6 % par an du fait de l'émigration mais surtout de la dégradation des conditions de vie : le taux de mortalité est passé de 8,8 en 1970 à 16,7 en 2012 et l'espérance de vie dans la même période a baissé de 70,8 à 68,4 ans.

◆ **L'activité économique,** depuis l'indépendance en 1990, a été très fluctuante, désorganisée au départ, finissant par se relever pour chuter brutalement de 15 % en 2009, contrecoup de la crise mondiale, pour se situer aujourd'hui à un niveau de PIB de 175 % de celui de 1990. Dans l'activité économique, la part de l'agriculture est de 10 % du PIB (employant 16 % de la population active) , celle de l'industrie de 30 % du PIB (employant 24 % de la population active) et celle des services de 59 % du PIB (employant 60 % de la population active).

◆ **L'agriculture** a hérité des structures soviétiques (immenses domaines des ex-kolkhozes de terres très fertiles et facilement irrigables), avec des rendements de moitié de la moyenne européenne, ce qui fait malgré tout de l'Ukraine un des premiers exportateurs mondiaux de céréales. Mais en fait également une proie des grands groupes céréaliers mondiaux qui miseraient sur l'emploi des intrants et sur la modernisation des techniques d'exploitation, de stockage et de transport. Cette situation conditionne l'orientation politique de l'Ouest de l'Ukraine non seulement vers l'UE mais aussi vers le commerce mondial.

◆ **L'industrie** a gardé son potentiel minier (charbon et minerai de fer) et a développé non seulement des industries de base (l'Ukraine possède une des premières aciéries du monde, tombée dans l'escarcelle d'Arcelor Mittal) mais aussi nombre d'industries de transformation (chimie) et d'entreprises high-tech. Toutes sont liées à la Russie, souvent en sous-traitance d'entreprises russes. Des accords avec la Russie permettraient une modernisation et un accroissement de la productivité. Il est difficile de se faire une idée exacte des conditions d'exploitation de la force de travail dans ce qui paraît être une situation intermédiaire entre ce qui subsiste des « avantages sociaux » de l'ex-URSS , le déclin de ces avantages par manque de financement et corruption, et les pressions pour des réformes du FMI, de la BCE ou autres...

◆ Ce qui fait que le **salaire moyen mensuel** de 290 euros (moins que la moyenne chinoise actuelle) ou le salaire minimum légal de 91 euros mensuels au 1er décembre 2013 (0'55 de l'heure) doivent être replacés dans le contexte de la **survie des avantages sociaux** hérités de l'URSS.

Il est certain que globalement tous ces services sociaux étendus ont été maintenus (souvent propriété des syndicats qui sont les seconds propriétaires immobiliers d'Ukraine après l'Etat), mais on ne peut connaître leur niveau de fonctionnement et d'efficacité ; nul doute qu'ils ne jouent pourtant un rôle dans l'acceptation de bas salaires. C'est aussi vrai

dans le domaine de l'éducation (95 % de fréquentation scolaire) et dans ceux de la santé, des vacances d'entreprise, ou des maisons de retraite... Une des preuves de ce rôle serait par exemple l'obstination du FMI à demander leur élimination, privatisation, réforme... et l'obstination des dirigeants à ne pas suivre ces « recommandations » par crainte des ravages sociaux possibles. Une autre preuve se verrait dans le fait que les services de santé ukrainiens bénéficient d'un « tourisme sanitaire » de malades qui viennent de partout se faire soigner à bas prix dans ce pays.

◆ Le point faible de l'économie ukrainienne est son **manque de pétrole et de gaz qui la rend dépendante de la Russie.** Un autre point faible est la **structure du capitalisme** ukrainien qui se rapproche de celle de la Russie post-soviétique. Le démantèlement de l'Etat soviétique (capitalisme d'Etat) a fait place à un capitalisme de « capitaines d'industrie » – les oligarques. C'est une structure qui pourrait s'apparenter à ce qu'était par exemple la France avant la guerre de 1914 où le capitalisme pouvait s'identifier en entreprises « personnelles » aux mains de « familles » . Dans un monde moderne dominé anonymement par le capital financier, une telle situation est totalement anachronique et l'intégration de l'Ukraine dans le concert économique mondial signifierait sa disparition.

◆ Un ouvrage complet traite de cette question : *The Oligarchic Democracy. The influence of business groups on Ukrainian politic*, de Sławomir Matuszak (OSW Studies, n° 42, septembre 2012). Malheureusement l'ouvrage fait 112 pages et est en anglais. En libre accès sur Internet. On peut en faire des copies papier contre remboursement des frais.

la Russie. Dans la dernière décennie, l'Ukraine s'est déplacée politiquement de la première vers la seconde partie.

Cette division est souvent exagérée au point de voir dénier l'existence d'une nation ukrainienne unifiée. Je pense que l'Ukraine est encore un Etat-nation plus unifié que la Belgique par exemple. Pourtant, cette division existe et a été la principale raison pour laquelle la classe dominante n'a pu établir dans ce pays un régime autoritaire comme en Russie ou en Biélorussie ; cette situation a fait qu'aucun politicien n'eut jamais le soutien de la majorité de la population. Par suite, on devait parvenir à un équilibre et faire des concessions à une faible classe ouvrière, la démocratie bourgeoise devait être maintenue de même que les éléments du Welfare (« Etat providence ») beaucoup plus généreux qu'en Russie.

Considérant tout cela, on peut conclure que l'intégration dans l'UE n'est pas du tout le problème central des protestataires, qui devant éventuellement être franchie par tout « bon » gouvernement après la chute de Ianoukovitch.

Vratislav : Maïdan n'avance que des revendications politiques. Pourtant la politique n'existe pas comme phénomène isolé dans le vide, ce n'est qu'un moment dans une totalité sociale, tout comme les questions économiques. Il s'en suit que les revendications de Maïdan ne sont pas contingentes et j'aimerais savoir quelle sorte de réalité socio-économique se cache derrière ces revendications. Quelle est la situation générale de l'Ukraine qui conduit à cette revendication de chasser Ianoukovitch et contre la corruption systématique à tous les échelons de l'Etat ?

Denis : Tout d'abord on doit garder présent à l'esprit l'hétérogénéité de l'Ukraine, ce

que je viens de décrire. Ces divisions ont été mises sur le tapis au cours des dernières années à des fins politiques par les politiciens. Par exemple, en 2009, juste avant l'élection présidentielle, le Parti des Régions (7) qui était alors dans l'opposition a impulsé de grandes protestations contres des manœuvres militaires de l'OTAN en Crimée. Il promit aussi de faire du russe une langue nationale. En 2010, quand il arriva au pouvoir, il accepta ces manœuvres de l'OTAN et ne fit rien sur cette question de langue. Ceci jusqu'en 2012 quand il eut besoin de gagner de nouveau les élections parlementaires. Il passa alors une loi qui défendait les langues minoritaires, ce qui mobilisa les deux fractions de la population. D'un côté, la partie russophone soutenait le Parti des Régions, se souvenant qu'elle avait été discriminée et croyant que la loi la sauverait. D'un autre côté, l'opposition des ukrainophones provoqua des protestations massives contre le « génocide linguistique ». Les deux camps ont manipulé ces oppositions, entraînant une radicalisation de la population à un moment où celle-ci ne se souciait guère de ce problème. Un an plus tard, plus personne ne se souvenait de cette « hideuse » loi linguistique.

Il y a toujours une bonne part de la population qui hait le président Ianoukovitch *[destitué le 22 février 2013, NDE]*, une situation qui n'a besoin que d'une étincelle pour provoquer un mouvement de protestation contre lui (particulièrement depuis que Kiev est dans le fief de l'opposition). Cette fois, l'étincelle fut l'hystérie pro-UE provoquée par le gouvernement lui-même. Pendant toute l'année 2013 il ne parlait que de savoir comment l'Ukraine allait signer des accords avec l'UE. Il avait ainsi soulevé les espoirs de la partie pro-européenne de la population et puis soudainement il fit volte-face, laissant les gens très frustrés et très en colère. Ce fut le départ de tout.

Mais de toute évidence il y avait des raisons très réelles pour que les gens haïssent ce gouvernement. Quand Ianoukovitch est devenu président en 2010, il a commencé à prendre des mesures « néolibérales » *[voir note 5]* très impopulaires. Les tarifs du gaz naturel furent augmentés ; le gouvernement projeta une réforme médicale qui aurait conduit à la fermeture de beaucoup d'établissements médicaux pour introduire une assurance médicale sélective obligatoire au lieu d'une couverture inconditionnelle. Il envisagea une réforme particulièrement impopulaire du système de pension (reculant l'âge de la retraite pour les femmes) contre la volonté de 90 % de la population. Il y eut une tentative d'introduire un nouveau Code du travail qui réduisait sérieusement les droits des travailleurs. Les chemins de fer furent privatisés et un nouveau Code des impôts visa les petites entreprises.

Mais plusieurs de ces mesures ne réussirent pas à passer et le gouvernement dut reculer. Les tarifs du gaz naturel, de l'électricité, du chauffage et de l'eau furent gelés à un niveau qui restait un des plus bas d'Europe et de l'ex-URSS. La réforme du Code du travail fut enterrée au Parlement, la nouvelle étape de la réforme du système de retraite (introduction d'un système d'épargne individuelle au lieu d'un système de solidarité par répartition) fut bloquée. Le gouvernement se rendit compte qu'il ne pouvait aller de l'avant avec un aussi faible

(7) Le Parti des Régions, de centre droit, créé en 1997 par la fusion de plusieurs partis régionaux, représente la majorité russophone des provinces industrielles de l'Est. Après la destitution de Ianoukovitch, ce parti est passé dans l'opposition mais se trouve interdit, comme son allié le Parti communiste d'Ukraine, dans certaines régions de l'Ouest.

soutien. Mais pourtant, le «bien-être»de la classe ouvrière et l'état général de l'économie laissait tant à désirer que les gens avaient maintes raisons légitimes pour demander une élévation du niveau de vie. Malheureusement, ces multiples complaintes se sont trouvées enrobées dans la fausse conscience du nationalisme.

FINALEMENT, un détail plus important. Depuis 2010, Viktor Ianoukovitch, qui ne fut d'abord qu'une marionnette aux mains des puissants oligarques, est devenu lui-même un puissant homme d'affaires. Son fils aîné a accumulé de vastes pouvoirs : la « Famille » occupe d'importantes positions dans le gouvernement, monopolisant le contrôle sur les flux financiers et ayant commencé une partie de bras de fer avec Rinat Akhmetov, Dimitri Firtash et autres oligarques (8) qui étaient antérieurement ses sponsors. Naturellement, les clans traditionnels de l'oligarchie n'aiment pas ça et les protestations actuelles ont aussi la dimension d'un conflit entre élites.

Vratislav : Actuellement, est-il possible de résumer les revendications de Maïdan ? Je veux dire les revendications venant de l'intérieur du mouvement, les unifiant et les généralisant. Y a-t-il de telles revendications clairement et universellement formulées ? Ou bien ces revendications politiques que l'on peut voir et entendre sont-elles fournies par les partis d'opposition, parce que Maïdan comme tel apparaît plutôt comme une collection chaotique de complaintes individuelles qui néanmoins identifient un Ianoukovitch de plus en plus corrompu et autoritaire comme un ennemi commun, ce qui ferait que l'opposition parlementaire serait contrainte de parler d'une seule voix ?

Denis : Pour autant que je comprenne ce qui se passe, il y a effectivement une seule revendication qui est partagée virtuellement par toute personne active à Maïdan : se débarrasser de Ianoukovitch. C'est, à dire vrai, le seul point qui peut unifier tous les camps politiques et strates sociales présents à Maïdan. Naturellement, la plupart vous diront qu'ils ne veulent pas s'en tenir à ça, qu'ils veulent purger toutes les instances gouvernementales de sorte que de « nouvelles têtes » apparaissent, etc. Quand on y regarde de plus près, on trouve un vaste spectre de points de vue différents, souvent contradictoires. Je pense que tu as raison de dire que l'opposition ne fait que capitaliser le fait que toute la haine est focalisée spécifiquement sur Ianoukovitch

Vratislav : Je pense que je peux imaginer ce que signifieraient pour l'Ukraine un accord de libre-échange et les ajustements imposés par le FMI. Mais cela reste un mystère pour moi de savoir ce que signifierait une intégration dans la Russie ? En

(8) Dimitri Firtash : après des études supérieures et une récompense pour des « recherches pour le développement de l'Union soviétique » en 1986, il se lance dans les affaires, prospérant surtout lors de l'indépendance de l'Ukraine, axées sur le gaz naturel, l'industrie chimique, les engrais et la métallurgie du titane, tant en Russie qu'en Europe. I résident de la Fédération patronale d'Ukraine, il passe pour l'homme le plus riche du pays et figure parmi les trente premières fortunes mondiales. Comme il se doit, il fait aussi dans l'humanitaire.
Rinat Akhmetov s'est enrichi dans le commerce du charbon, notamment après 1990, et étend son empire dans la sidérurgie, l'énergie, la banque et l'assurance. Avec deux autres oligarques il réussit à mettre la main sur Kryvorijtal, la principale aciérie d'Ukraine, mais cette vente est annulée par Ioulia Timochenko qui cède l'entreprise à Arcelor Mittal, laquelle empoche au passage de substantiels pots-de-vin : cette affaire est l'image même des rivalités politiques en Ukraine. Député du Parti des régions. Akhmetov agit aussi dans l'humanitaire.

quoi consiste cet accord douanier (9) avec la Russie, la Biélorussie et le Kazakhstan? J'ai lu un article écrit par un journaliste gauchiste ukrainien qui prétend que la politique économique et sociale de la Russie est fortement néolibérale ? Est-ce correct ? Si c'est le cas ces politiques peuvent-elle viser à une unification « eurasienne » ? Peut-être une forme d'Etat plus autoritaire, étant donné le caractère des régimes en Russie, Biélorussie et Kazakhstan ?

Denis : Sans aucun doute, vu que la situation de la classe ouvrière en Ukraine est bien meilleure que dans les contrées que tu as mentionnées, pour les raisons que j'ai déjà exposées. L'intégration dans cette union douanière serait seulement une mauvaise option pour les travailleurs. L'étau se resserrerait à la fois quant à la sphère des libertés politiques que dans celle de niveau de vie. Présentement les statuts de cette union douanière exigent l'unification des lois du travail (ce n'est qu'un exemple). Le gouvernement aurait carte blanche pour établir un régime plus autoritaire et abaisser le niveau de vie.

A la dimension macroéconomique, une telle intégration offrirait une opportunité pour renouer une coopération avec les industries high-tech russes, liens qui furent brisés en 1990. Eventuellement cela pourrait amener un renforcement de l'économie mais avec un coût terrible non seulement pour les travailleurs mais aussi pour la bourgeoisie ukrainienne. Notre bourgeoisie nationale est beaucoup plus faible que sa contrepartie russe et l'intégration dans l'union douanière signifierait son extinction. Ce qui fait que cette idée est totalement impopulaire chez la classe dominante ukrainienne.

Objectivement, le scénario optimum d'une économie ukrainienne serait de continuer la vieille politique de « neutralité» géopolitique sans une intégration décisive dans les structures de l'Ouest et de l'Est. Tout « choix » serait un coup sévère porté aux exportations ukrainiennes et au bien-être de la population. La seule question est : pendant combien de temps une telle neutralité pourrait-elle être maintenue ? Il semble que la Russie autant que l'UE voudraient que l'Ukraine cesse de tergiverser et prenne finalement position.

Vratislav : Je dirais qu'il n'y guère de temps laissé pour cela. Il semble que la crise globale ait supprimé toute possibilité pour la société capitaliste en Ukraine de continuer à exister quelque part entre l'Ouest et l'Est. Le fait que l'économie ukrainienne soit entré en récession et que l'Etat ait été sur le point de faire faillite pendant plus d'une année montre que tout gouvernement devra faire un choix « géopolitique » dans le but d'obtenir plus de crédit. Même si la classe capitaliste ukrainienne et ses représentants politiques peuvent trouver une « voie moyenne » (acceptant des prêts à la fois de la Russie et du FMI), il semble évident que, considérant ce

---

(9) Accord douanier: c'est la dernière machine économique de guerre de la Russie pour tenter de reconstituer une entité politico-économique telle le Comecon *[Conseil d'assistance économique mutuelle, créé par Staline en 1949 et dissous en 1991]* ou la CEI *[Communauté des Etats indépendants, créée en 1991]*. Constituée en 2010, cette union ne regroupe pour le moment que la Russie, la Biélorussie et le Kazakhstan. Elle prévoit la libre circulation des marchandises dans les Etats membres,mais des droits de douane pour le commerce avec l'extérieur et l'UE. Ce processus d'intégration des pays de l'ex-URSS, qui veut contrecarrer l'UE, prévoit une évolution vers une union euroasiatique visant aussi à contrer l'influence de la Chine en Asie. Tout cela reste embryonnaire et les tentatives d'y faire entrer l'Ukraine paraissent bien compromises. D'autant plus que la Russie resterait maîtresse du jeu et que se profile aussi une intégration militaire (Organisation du traité de sécurité collective) supposée contrebalancer l'OTAN.

que tu viens de dire, dans n'importe quel cas, toute « voie moyenne » devra être basée sur une restructuration néolibérale. Il n'y a plus guère de temps pour imposer de prudentes et progressives réformes structurelles sans aliéner le corps électoral. Qu'en penses-tu ? Peux-tu nous en dire plus sur les effets de la crise sur l'Ukraine ?

Denis : Je ne voudrais pas présentement entrer dans des prédictions de mauvais augure. De mon point de vue, la classe dominante ne sera capable de rester dans cette politique « bonapartiste » que si l'économie globale le lui permet. Même en 2009, quand l'économie sombrait sérieusement, les revenus de la population en prirent un bon coup, mais le gouvernement fit de son mieux pour en atténuer les effets (à cause des élections proches). Le salaire minimum et les retraites ont été augmentés durant cette période.

Après ça, il y a eu une certaine amélioration de l'économie, mais au milieu de 2012, l'Ukraine est entrée dans une situation de crise à cause de la chute des prix sur les marchés mondiaux. Cela a duré près d'un an et demi. Au cours de cette période, le gouvernement réussit, bon an mal an, à garder les tarifs aux niveaux antérieurs et à augmenter le salaire minimum. La monnaie nationale n'a été dévaluée que la semaine dernière. Cette politique nécessitait de peser sur les profits légaux des capitalistes et finalement le gouvernement a dû, en 2013, prendre quelques mesures pour stopper l'expatriation des profits par le grand capital.

Il a dû aussi commencer à emprunter, de plus en plus. Il a obtenu quelque argent du FMI en 2008, mais a refusé de mettre en œuvre les mesures impopulaires que le FMI requérait. Il put encore utiliser les tendances du marché monétaire et emprunter aux conditions commerciales en 2010-2013. Maintenant, cette opportunité a disparu à cause des restrictions de crédit aux Etats-Unis.

Ianoukovitch réussit à obtenir de l'argent des Russes sans trop de conditions. Si ces accords avec les Russes ne sont pas rompus avant les élections de 2015, il ne fait pas de doute que la politique actuelle pourra être maintenue jusqu'alors. Mais tout dépend de la situation du marché global, àcondition qu'elle reste favorable à l'économie ukrainienne, laquelle dépend beaucoup des exportations et importations. Si l'amélioration vient en 2014, la classe dominante sera en mesure de continuer dans cette voie et de poursuivre son activité comme avant. Autrement, elle devra prendre de rigoureuses mesures pour abaisser le niveau de vie de la classe ouvrière et mettre en œuvre des ajustements de l'économie en vue de redresser l'industrie et de payer la dette de tous ces crédits accumulés. Dans un scénario pessimiste, le « welfare state » de l'Ukraine aura vécu seulement dix ans, de 2004 à 2014. La bourgeoisie ukrainienne sera-t-elle assez forte pour maintenir le cap dans cette crise et ne pas se soumettre aux « collègues » russe ou européens ? C'est de toute façon une question sans réponse pour l'heure.

Vratislav : Quand je regarde le mouvement Maïdan et essaie de le comprendre, je suis toujours curieux de ses composantes de classe et politiques et de leur évolution au cours de ces deux derniers mois. Je crois que tu as dit quelque part que les protestataires pro-UE du début venaient de la classe moyenne. Parlais-tu d'étudiants ? « Classe moyenne » est une catégorie très à la mode et en même temps très vague. Peux-tu en dire un peu plus sur ce que cela signifie dans le contexte ukrainien ?

Denis : Cela dépend à quelle période on se réfère. Initialement oui, les protestataires étaient principalement des étudiants des « classes moyennes » urbaines : petite bourgeoisie, cercles bobos, employés de bureau. Maintenant, la composition de classe a complètement viré vers quelque chose de plus universel. Je ne sais pas vraiment dans quelles proportions mais il ne fait aucun doute que la protestation est devenue plus « prolétarienne », quoique la participation ouvrière reste encore faible et que, quand des travailleurs y participent, ils le font en tant qu'Ukrainiens ou « citoyens » mais pas comme « ouvriers ». Ainsi, à Kiev elle-même la vie continue comme d'habitude, personne n'est en grève etc. Généralement la protestation traverse toutes les classes et comprend tout aussi bien des chômeurs que des cadres de Microsoft Ukraine.

Vratislav : Les commentateurs décrivaient dans les médias les protestataires du début en novembre en libéraux, voulant le pluralisme démocratique, le multiculturalisme, etc. Est-ce que tu acceptes une telle description ?

Denis : A coup sûr pas le multiculturalisme. Je pense qu'aujourd'hui chacun est bien conscient du rôle de l'extrême droite dans la protestation. Ils n'ont pas le don d'ubiquité comme certains peuvent le penser mais le fait est que leur idéologie est devenue plus acceptable dans le principal courant politique (qui a initialement toujours penché vers la droite). Par exemple, récemment, Vitali Klitschko (10) (qui est le plus libéral des trois leaders de l'opposition) a lancé une campagne dénommée « N'ayez pas peur, vous êtes des Ukrainiens ». Bien sûr, la plupart des protestataires disent qu'ils veulent vraiment le pluralisme politique, la démocratie bourgeoise au lieu de la monopolisation rampante du pouvoir, pas un parti unique comme c'est le cas aujourd'hui. Mais en même temps la foule de Maïdan fait revivre certaines pratiques sociales prémodernes, profondément enfouies depuis le Moyen Age, comme le fouet, le lynchage, le rôle traditionnel des genres.

Cette promptitude effrayante à glisser dans la barbarie est née d'un désenchantement de la politique parlementaire et de la mythologie nationaliste d'un passé doré, omniprésente dans l'école et dans les médias. Mais les mêmes choses apparaissent aussi dans le camp opposé ; les réseaux sociaux de la police des émeutes sur Internet sont remplis de la même merde.

Le programme originaire de l'Euromaïdan en novembre était celui de la droite libérale, orienté vers l'UE, les « libertés économiques » et la démocratie bourgeoise. Mais même alors les solutions avancées autour du multiculturalisme, les

(10) Vitali Klitschko : boxeur professionnel, champion du monde poids lourds devenu homme politique. En 2004, lors de la révolution Orange, il est le soutien et conseiller de Viktor Iouchenko, banquier et politicien dont la carrière (pro-américaine avec des soupçons de liens avec la CIA) est un véritable roman policier, trop long pour être raconté dans ces lignes mais qui illustre l'ampleur des combines politiques liées à la mainmise sur l'économie et à la corruption générale. En 2012, il prend la tête de l'Alliance démocratique ukrainienne pour la réforme (UDAR), un des trois partis associés dans l'opposition à Ianoukovitch, qui se retrouveront à Maïdan dont il sera l'un des leaders. Il résidait habituellement en Allemagne, ce qui lui a valu récemment un entretien avec Angela Merkel le 17 février 2014. Il soigne sa réputation d'incorruptible, mais il est accusé d'avoir exercé comme « récupérateur » de dettes pour le compte de la mafia et d'avoir été mêlé au monde souterrain de la boxe lors d'une rencontre avec d'autres mafieux dont deux furent assassinés peu après. Il est candidat à la prochaine présidentielle.

droits des LGBT, les droits des travailleurs et libertés étaient sévèrement combattues par les militants d'extrême droite politiquement conscients qui avaient rejoint les protestations, bien que leur propre programme politique ait toujours inclus la critique du « fascisme libéral » de l'Union européenne. En fait, le véritable nom « Secteur de droite » (11) leur fut donné après de telles attaques violentes. Ces attaquants ne représentaient pas la majorité des protestataires, mais ces derniers étaient très sensible à leur programme politique qu'ils avaient ainsi introduit aussi agressivement.

Vratislav : Pouvons-nous dire qu'après le premier assaut policier, des membres de la classe ouvrière sont venus à Maïdan ? Je peux imaginer que toutes sortes de prolétaires fréquentent Maïdan après leur journée de travail ou d'études, des gens avec un boulot stable, des précaires, des jeunes et des vieux, des hommes et des femmes. Est-ce que ces catégories représentent la majorité des présents à Maïdan aujourd'hui ? Et qui sont ces gens qui occupent Maïdan en permanence ? Est-ce qu'ils sont chômeurs, travailleurs, occasionnels sans boulot pendant l'hiver, ou sans logis ?

Denis : Avant tout, personne ne peut dire « la classe ouvrière est à Maïdan » Oui, le nombre de participants appartenant à la classe ouvrière s'est accru, mais, comme je l'ai dit, ils ne se considèrent pas comme agissant en tant que classe, pour eux cela n'a rien à voir avec une telle catégorie. Il n'y a pas de « classe pour soi » (12) à Maïdan. Et la majorité de la population ouvrière Kiev est encore apathique. Je veux dire qu'on n'est jamais sûr que n'importe qui rencontré dans la rue soutienne Maïdan. Comme je l'ai dit la composition de classe est présentement universelle. La majorité, je pense est encore représentée par des étudiants et la petite bourgeoisie ou des prolétaires des régions de l'Ouest de l'Ukraine. C'est particulièrement vrai pour ceux qui restent là en permanence. Les SDF sont naturellement attirés à cause de la nourriture gratuite et du chauffage mais ils sont vus d'un sale œil par la plupart des militants.

Vratislav : Comment cet « influx » limité de prolétaires (si nous les identifions sur la base de leurs positions dans la relation capitaliste d'exploitation et non par leur conscience) transforme le paysage politique de Maïdan ? L'ont-ils changé en une lutte antigouvernementale ? Ou en quoi d'autre ? Sont-ils aussi parmi les plus nombreux soutiens du nationalisme et des idéologies d'extrême droite ayant ainsi donné un poids supplémentaire à l'influence de

(11) Pravyi Sektor (Secteur de droite) : groupe d'extrême droite issu des milieux hooligans du foot, spécialisé dans l'attaque organisée des policiers, jusqu'alors sans aucune allégeance politique mais nationaliste. Pas plus de 300 membres mais plus de 100 000 sympathisants dans un réseau social. Vkoutakte, qui veut « mettre un terme à un régime d'occupation ». Il est l'un des groupes les plus violents dans Maïdan.

(12) Dans l'analyse marxiste de la lutte des classes et du système capitaliste, les classes se définissent par leur place au sein des rapports de production donc par rapport aux autres classes. Classe en soi : lorsqu'un groupe de travailleur est dans la même position au sein des rapports de production, qu'ils sont dans une situation commune, mais n'ont pas encore conscience de leurs intérêts communs. Classe pour soi : lorsque cette « masse » se réunit, prend conscience de ses intérêts communs, les intérêts qu'elle défend sont des intérêts de classe. Apparaît alors la conscience de leur position et l'organisation de la classe. La réflexion du camarade souligne ce qu'il indique aussi par ailleurs, c'est que s'il y a eu dans le mouvement Maïdan des soutiens individuels de travailleurs, jamais il n'est apparu de mouvement collectif, grève ou autre.

Svoboda (13) et autres organisations fascistes dans le mouvement ?

Denis : Oui, la protestation est devenue plus anti-gouvernement et pro-démocratie. spécialement après les lois du 16 janvier dernier. La plupart des gens étaient horrifiés par la menace autoritaire qui était leur principale préoccupation. Non, car je dirai qu'encore maintenant les plus nombreux soutiens du nationalisme et des forces d'extrême droite ne sont pas prolétariens. C'est l'intelligentsia et les étudiants qui restent la base de ce soutien. Il s'en suit néanmoins que la « démocratisation » de la composition de classe des protestataires amène un affaiblissement des nazis et non leur renforcement. Bien qu'à long terme l'hégémonie politique de la droite puisse être renforcée même en proportion numérique par un noyau dur de nazis qui ne sont pas très forts maintenant.

Vratislav : C'est réellement intéressant ce que tu viens de dire sur les étudiants et les gens instruits qui seraient en général les principaux partisans des fascistes ukrainiens et des ultranationalistes. Peux-tu expliquer un peu les raisons de ce phénomène ?

Denis : Je pense que cela colle tout à fait avec l'analyse marxiste du fascisme, ne crois-tu pas ? A vrai dire, à Kiev, l'intelligentsia et la petite-bourgeoisie sont les principales forces soutenant le nationalisme ukrainien. Dans les régions de l'Ouest de l'Ukraine, Svoboda a une base électorale prolétarienne, mais à Kiev ce parti a gagné un chiffre record de votes en 2012 grâce au désenchantement de l'intelligentsia envers l'opposition parlementaire « systémique » et le désir de tenter quelque chose de plus « radical ». Et depuis que le « sens commun » de base s'est depuis longtemps établi sur des affirmations nationalistes fondamentales, la radicalisation va plus loin dans cette direction. Pendant ce temps, la classe ouvrière est en partie apathique, ou en partie fait confiance aux principaux partis bourgeois populistes.

Vratislav : Récemment, j'ai lu une analyse des protestations de Maïdan écrite par un tchèque ukrainien de l'aile gauche. Pour lui ce sont « avant tout et surtout des protestations de la classe moyenne » c'est-à-dire des protestations de « gens relativement bien éduqués et ayant réussi » tandis

(13) Svoboda (Liberté): ex-Parti national-social d'Ukraine, fondé en 1995. Son sigle est similaire à la croix gammée et il ne recrute que des Ukrainiens de souche ; il a ressuscité comme hymne un chant nationaliste des années 1930, *Gloire à l'Ukraine*. Son leader Oleg Tiagnibok fut un des chefs de la Révolution Orange (2004) ; il avait alors appelé à la lutte armée contre les « Moskali (moscovites) et les youpins ». Il se livre à des attaques antisémites violentes. Svoboda a un bras armé, Patriotes d'Ukraine, qui lui est lié informellement. En 2009, il a passé un protocole d'accord avec le FN français et le parti hongrois Jobbik et est membre de l'Alliance européenne des mouvements nationaux. Son programme politique se rapproche de celui des républicains américains et il a participé avec les deux autres partis d'opposition à des entretiens avec Mac Cain venu apporter son soutien à Maïdan.

Manifestation du parti néo-nazi ukrainien Svoboda. *http://canempechepasnicolas.over-blog.com/article-la-verite-sur-svoboda-l-organisation-qui-se-revendique-du-nazisme-et-dont-les-responsables-sont-a-122815988.html*

que la « droite radicale représente la voix des strates parmi les plus pauvres de la population ukrainienne ». Il dit aussi qu'une fraction étroite d'intellectuels, d'écrivains et d'artistes, qui autrement représentent la voix la plus forte de la protestation, n'a aucune influence dans « l'ultra-droite ». Néanmoins, ce que tu dis s'oppose à cette vision – au moins pour autant que les fascistes soient concernés. Qu'est-ce qui permet de caractériser explicitement le mouvement Maïdan comme « d'abord et avant tout classe moyenne » ? Selon toi, est-ce une description correcte ?

Denis : Je serais d'accord pour dire que la « classe moyenne » joue un rôle essentiel dans les protestations – se présentant comme la « voix » des protestataires, même si elle n'est pas numériquement dominante (je ne suis pas sûr aujourd'hui des chiffres. Il n'y a pas eu de sérieuses recherches sociologiques depuis début décembre). De toute façon, la bourgeoisie de Kiev et l'intelligentsia disent qu'ils parlent non seulement pour eux-mêmes mais aussi pour tout un chacun et il n'y a personne autour d'eux pour le contester.

Ont-ils une influence sur l'extrême droite ? Cette influence est réciproque, en fait. Comme j'ai essayé de l'expliquer, l'extrême droite ne vient pas du ciel, elle est le produit logique pris au sens large de facteurs historiques objectifs et de la classe dominante. Aujourd'hui, ils ont évolué au point qu'ils sont devenus un sujet politique qui se soutient de lui-même, capable de dicter son propre programme et d'élargir son hégémonie culturelle.

Dans les régions de l'Ouest de l'Ukraine, Svoboda est considéré comme « le » parti prolétarien, la voix politique de la classe ouvrière. Je pense que c'est ce que voulait dire l'auteur cité. C'est confirmé par les dernières élections parlementaires. Dans les régions de l'Est, un tel « parti prolétaire » est le Parti « communiste » d'Ukraine. Naturellement, ni l'un ni l'autre ne représentent la classe ouvrière, c'est juste l'image de la sympathie politique subjective des travailleurs.

En même temps, Kiev est la « zone transitionnelle » entre les deux macrorégions. Ici, dans la capitale, personne n'espérait le succès éclatant de Svoboda aux élections de 2012. Et le principal électorat de Svoboda apparut être le « public propre » ; la classe moyenne éduquée et relativement aisée qui hait le présent état des affaires qu'il associe avec les résidus du « communisme » Et qui pense que l'UE est une terre où les vertus personnelles sont récompensées d'un succès matériel. Et qui parlent « d'occupation intérieure » par des éléments antinationaux. Qui souvent parle russe mais est toujours adepte du nationalisme ukrainien. Ces gens sont nouveaux en politique, ils savent « seulement » qu'ils sont de droite et nationalistes. De plus ils font confiance à des leaders plus expérimentés politiquement pour exprimer leur vision et formuler des programmes pour eux. Il se trouve justement que ces leaders sont des nationalistes ou même des nazis. Et ils se situent depuis le centre du discours politique jusqu'à la droite la plus extrême. C'est le portrait politique de la majorité classe moyenne de Maïdan. C'est ce qui arrive quand un mouvement de gauche ne s'est pas développé et que les libéraux sont trop corrompus et pourris.

Vratislav : Tu as déjà mentionné qu'il y a aussi un pourcentage important de petits-bourgeois et même de bourgeois impliqués dans le mouvement. Tous ces leaders de l'opposition parlementaire et leurs copains oligarques. On se trouverait ainsi en pré-

sence d'un véritable mouvement interclasse avec une composante minoritaire numériquement de la classe ouvrière. Est-ce vrai ? Maintenant, comment les positions politiques sont-elles diffusées parmi ces masses ? J'ai lu que les extrémistes de droite sont une minorité dans le mouvement, mais une minorité importante. Peux-tu donner une estimation de l'importance de cette minorité et expliquer ce qui lui donne une telle importance ? Je veux dire en termes concrets.

Denis : L'Ukraine a un gros problème avec les libéraux. Ils ne forment pas une tendance suffisamment forte pour vivre par elle-même. Les deux camps sont dominés par des idéologies populistes de droite – un mélange de conservatisme et de nationalisme. C'est le principal problème parce que le nombre réel des militants d'extrême droite n'est pas si grand, il est même minuscule comparé à la foule qui parfois a rassemblé plus de 100 000 manifestants. Alors que le potentiel de mobilisation des fascistes est approximativement de 1 000 à 2 000.

Mais avant tout, leurs idées sont bienvenues dans une foule apolitique. Ensuite, ils sont très bien organisés et une bonne partie des gens aiment leur « radicalisme ». Un travailleur ukrainien moyen hait la police et le gouvernement mais il ne risquera jamais son confort en les combattant ouvertement. Alors lui ou elle accueillent « l'avant-garde » qui est prête à combattre à leur place, spécialement si cette avant-garde partage de « bonnes » valeurs patriotiques. Néanmoins, il y a une certaine distance entre les combattants nazis et les protestataires « normaux » même sur le plan physique. Les premiers sont maintenant concentrés dans la rue Grushevskogo et aux barricades alors que les « citoyens » réguliers restent à Maïdan.

Il y a un certain nombre (très réduit) de libéraux qui ne soutiennent pas l'extrême droite. Quelques-uns d'entre d'eux ont mené une protestation contre la marche aux chandelles Bandera (14). D'autres libéraux restent derrière les leaders du parti d'opposition mais l'opposition est très impopulaire parmi les protestataires. Je dirais que l'atmosphère générale est patriotique, même nationaliste, mais bien des gens ne soutiennent pas les nazis et les considèrent comme des provocateurs.

Vratislav : De tout ce que tu as dit, il ressort que le noyau des protestataires se situe quelque part entre les populistes de droite (déguisés en libéraux) et les fascistes ; ils ne s'identifient eux-mêmes avec aucun de ces deux pôles de la – ainsi dénommée – opposition démocratique nationale, mais en même temps ils se sentent à la fois prona-

---

(14) Bandera : pour la nouvelle année 2013, une marche aux flambeaux fut organisée à Kiev en mémoire à l'Ukrainien nationaliste Stepan Bandera (1909-1959), fondateur très controversé de l'Armée insurrectionnelle ukrainienne (UPA) et dirigeant de l'Organisation des nationalistes ukrainiens (VUN). En 1931, VUN est financée par le Reich nazi et pratique alors des assassinats politiques. Après une lutte pour l'indépendance de l'Ukraine contre la Pologne, l'Allemagne nazie et l'URSS, il participe en 1939 à la création de la Légion ukrainienne intégrée dans la Wehrmacht. En 1941, il lance une « déclaration d'indépendance » de l'Ukraine. Mais cela ne convient pas à Hitler qui veut des collaborateurs et pas des associés, et envoie Bandera et toute sa famille en camp de concentration. En 1944, il est libéré par l'Armée rouge mais ne s'engage pas. Après le retour de l'URSS en Ukraine et le remodelage frontalier, l'UPA reprend du service sous forme d'une guérilla contre les troupes russes qui va durer jusqu'en 1959. A cette date il est trouvé empoisonné à Munich, assassiné par le KGB. En 2010, il est proclamé « héros d'Ukraine » par le gouvernement, ce qui soulève une vague de protestations tant en Russie que dans les milieux juifs. Voir « La controverse autour de Stepan Bandera et l'avenir de l'Ukraine », par Mykola Riabtcouk, http://www.europemaxima.com/?p=1244

tionalistes et prodémocratiques, et ces trois courants sont unis sur la base d'être anti-Ianoukovitch . Est-ce que c'est vrai ou pas?

Denis : C'est vrai. Sauf pour les libéraux parlementaires : ils tentent plutôt de se déguiser en populistes de gauche. Toute autre position ne pourrait leur assurer un soutien dans la classe ouvrière. De plus chaque force politique parlementaire a une aile libérale de droite qui parle toujours d'austérité et de réforme et une aile gauche populiste qui demande plus d'intervention du gouvernement en faveur de la population appauvrie. Les premiers tiennent le haut du pavé quand leur parti est au pouvoir et les seconds prennent le pas quand leur parti est dans l'opposition ou en période électorale. Ce qui entraîne ces partis de la bourgeoisie à de ridicules manœuvres ; par exemple, lors d'un meeting à Maïdan, Arseni Iatseniouk, du parti Batkivschyna (15), a déclaré que l'Ukraine devait accepter de toute urgence les requêtes du FMI. Une semaine plus tard, il pouvait dire que maintenant que la Russie avait cassé le prix du gaz vendu à l'Ukraine, Ianoukovitch devait diminuer d'un pourcentage identique le prix déjà largement subventionné du gaz domestique.

Vratislav : Il est évident que les visions conservatrices jouent un rôle important dans la conscience d'une large part de la population ukrainienne. Où peut-on trouver les sources historiques et sociales d'un tel conservatisme ?

Denis : J'ai déjà écrit sur les schémas archaïques rampants qui reprennent vie à Maïdan, et aussi sur leurs causes : au cours des vingt dernières années les politiques sociétales de l'Etat étaient aux mains des nationalistes. Et ils ont fait qu'une génération a été élevée qui n'a vu aucun problème à proclamer « L'Ukraine aux Ukrainiens » avec la notion d'un « réservoir génétique de la nation ». Aussi les traditions et le passé « héroïque » sont-ils considérés a priori comme « bons ». Niant l'état présent des affaires et l'expérience soviétique, effrayés de tous les éléments progressistes de l'idéologie européenne (comme la tolérance à l'égard des LGBT, la popularité de l'idéologie gauchiste), ils embrassent satisfaits toutes les traditions reliées à ce qui leur a été enseigné à l'école.

Vratislav : Serait-il plausible d'identifier comme une autre raison de ce conservatisme le fait qu'après la « thérapie de choc » initiale dans les années 1990, la restructuration capitaliste a perdu son élan et que, depuis, l'Ukraine soit devenu un « monde en lui-même » préservant un certain statu quo socio-économique, peut-être pour éviter l'explosion de tant de contradictions (de classes, nationales, géopolitiques, économiques, etc.) qui s'affrontent dans la société ukrainienne. Dans un tel contexte d'un retrait défensif du processus de libéralisation globale, un nationalisme conservateur fort et largement répandu avec une célébration inconditionnelle du passé « glorieux » paraît prendre tout son sens.

Denis : Je n'en sais pas trop sur la manière dont cette restructuration fut exemplaire dans des pays comme la République

---

(15) Arseni Iatseniouk : président du Parlement ukrainien (Rada). Après des études de chimie et juridiques il fit carrière dans la banque devenant à l'âge de 30 ans dirigeant de la Banque nationale d'Ukraine. Parallèlement, il entama une carrière politique sur des positions pro-européennes dans la foulée de Ioulia Timochenko En 2008 il crée le Front du changement qui fusionne en 2013 avec le parti de Timochenko Batkivschyna (La Patrie). Lui aussi fait l'objet, lors de campagnes électorales d'accusations de corruption bien qu'il propose des réformes de l'Etat pour l'endiguer. Il est aussi opposé à toute privatisation, position assez contradictoire avec les impératifs du FMI.

tchèque. N'avez-vous pas vu une certaine résurgence des valeurs conservatrices et des traditions présumées nationalistes ? Pour autant que je sache cela n'a pas été seulement le cas en Ukraine et en Russie mais aussi dans des pays comme la Pologne, la Hongrie, la Roumanie et les républiques de l'ancienne Yougoslavie.

J'expliquerais cela plutôt d'une autre manière : la faillite du « socialisme réel » a aussi amené la faillite des valeurs qui avaient été officiellement promues dans cette société (athéisme, féminisme, internationalisme). Le fossé a été rapidement comblé par un mélange étrange de nationalisme et de conservatisme (et une philosophie de charlatan autour du New Age [16] pour le soutenir). Ce transfert fut appuyé vigoureusement par l'appareil idéologique de l'Etat. En fait, dans beaucoup d'universités au début des années 1990 les départements du « communisme scientifique » ont été reconvertis en « nationalisme scientifique ». Même si plus tard ils sont devenus des départements de « science politique ».

Cette situation , par bien des aspects, est similaire à la vague de conservatisme et d'islamisme qui s'est développée dans les pays du Moyen-Orient après la chute des dictatures bourgeoises progressistes et des idéologies d'opposition socialiste. Mon hypothèse est que la sévérité de ce processus peut être reliée au niveau d'urbanisation dans un pays donné : plus la part de citadins est grande, moins on trouve de probabilité d'un tel retour en arrière vers le conservatisme et la profondeur de ce retour.

C'est vrai qu'il y eut une période d'une certaine domination des idées libérales de l'Ouest dans les années 1990. Mais cela prit fin quand l'Etat rétablit ses positions et que la société se stabilisa après le choc initial.

Vratislav : Je voudrais revenir aux éléments d'extrême droite. A quel degré Svoboda est pro- ou anti-européen. A ce sujet je trouve des informations totalement contradictoires. Tiagnibok et ses parlementaires (17) sont-ils réellement prêts à participer aux programmes d'austérité du FMI si le mouvement parvenait à renverser Ianoukovitch et que l'opposition parlementaire puisse former un nouveau gouvernement pro-occidental ? Une telle politique ne lui aliénerait-elle pas les membres de sa base ?

Denis : Comme je l'ai déjà dit, ils traitent la question de l'intégration dans l'UE d'une manière purement pragmatique et populiste. Cela contredit leur programme mais Svoboda la soutiendra aussi longtemps que cela importera pour les masses. Si l'opposition, la droite libérale, gagnait, elle imposerait des mesures d'austérité et Svoboda certainement critiquerait ses partenaires. Normalement ils sont très soucieux des questions socioéconomiques, « défendant » les travailleurs. Mais finalement c'est le vieux dilemme des hitlériens contre les strassériens (18). Et il ne fait aucun doute que les

(16) New Age : nouvelle mystique répandue aux Etats-Unis mais qui semble aussi toucher l'Ukraine très religieuse. C'est un patchwork de croyances diverses développées dans les années 1960 dans la foulée du mouvement hippie. Il fait l'apologie de l'individualisme dans une sorte de complément idéologique sous forme sectaire à l'évolution du capitalisme dans ses formes présentes de domination de la force de travail.

(17) Oleg Tiagnibok politicien d'extrême droite, leader de Svoboda, néonazi, antisémite, antipolonais et antirusse. Concurrent malheureux de Ianoukovitch dans la course à la présidence mais revient au premier plan après la déchéance de celui-ci. Rejoint aussi le Secteur de droite *[voir note 13]*.

(18) Strassérien : dans l'Allemagne de l'après-première mondiale, des deux frères Strasser, Otto et Gregor, l'un Otto adhéra à la social-démocratie et se rapprocha de la Russie bolchevique tout en fréquentant

premiers vaincront les seconds. Il y avait déjà une génération d'activistes strassériens dans les rangs de Svoboda qui ont été expulsés ; maintenant ils luttent aux côtés de Svoboda à Lvov. De toute évidence, si à un moment, Svoboda conquière le pouvoir, ils suivront les exemples de leurs prédécesseurs historiques.

Vratislav : En regardant le mouvement ukrainien je ne peux me départir de l'impression qu'il associe d'importantes caractéristiques de deux moments différents dans le processus global de la lutte de classe. D'un côté, je ne puis m'empêcher de me souvenir des insurrections hongroises de 2005 et 2006. C'était avant le début de la crise globale mais la Hongrie connaissait alors une faillite financière et de jeunes fascistes fondèrent un mouvement qui finalement amena l'installation du gouvernement néo-libéral d'Orban, soutenu par le parti Jobbik (19). D'un autre côté il y a aussi des similitudes entre le mouvement Maïdan et le mouvement des Indignés, Occupy ou le printemps arabe, à la fois quant à leur forme et quant à leurs revendications. Les prolétaires peuvent avoir à ce moment des griefs sociaux et économiques mais ils ne luttent pas directement sur cette base. Ils semblent passer outre la réalité sociale de leur vie et viennent seulement ensemble sur un terrain politique, en tant que citoyens aigris ou membre de la communauté nationale en colère ou quelque chose entre les deux. Que penses-tu de ce tableau en regard de l'expérience directe de Maïdan ?

Denis : En fait, c'est une description très juste. Le parallèle avec la Hongrie de 2006 est bon. Mais je ne comparerais pas les protestations ukrainiennes avec les indignés espagnols parce que, contrairement à l'Ukraine, dans la société espagnole il y a une hégémonie culturelle centre gauche. C'est la même chose avec Occupy : ce mouvement était tout à fait idéologiquement confus mais restait pourtant dans le courant principal de la gauche libérale.

On peut faire par contre un bon parallèle avec l'Egypte : nous avons vu comment une impulsion révolutionnaire progressiste amena la chute de Moubarak mais les islamistes prirent le pas sur les protestataires, monopolisèrent la révolution et divisèrent les masses. Ils ont ramené la population sous la férule du vieux régime. Svoboda l'Ukrainien et autres fascistes peuvent être assimilés aux Frères musulmans et autres islamistes. Ils sont « l'opposition » à un ré-

les cercles nationalistes. Il rejoignit son frère dans l'élaboration d'une idéologie nationale-socialiste mais en s'opposant à Hitler dans leur vision sociale, notamment celle d'un capitalisme d'Etat avec nationalisations. Ils furent marginalisés dans un parti nazi subventionné par les capitalistes allemands. Gregor fut assassiné lors de la Nuit des longs couteaux (1934). Otto émigra, toujours traqué par la Gestapo, échappant de peu à plusieurs tentatives d'assassinat. Il réintégra l'Allemagne après la seconde guerre mondiale ayant perdu toute influence politique. L'allusion des camarades ukrainiens aux théories des Strasser veut souligner la distance, dans les groupes d'extrême droite, entre les idéologues et les réalistes, ces derniers, à cause de leurs liens avec les forces économiques du capital, ayant toujours le dernier mot.

(19) Viktor Orban : homme politique hongrois. Etudiant, il obtient une bourse de la fondation Soros pour étudier le droit à Oxford. Fondateur de l'Alliance des Jeunes Démocrates (Fidesz) associée à l'Union Civique hongroise, il prend des positions de plus en plus conservatrices. Son retour au pouvoir en 2012 s'accompagne du vote d'une nouvelle constitution particulièrement réactionnaire ; il bénéficie du soutien de l'Alliance des jeunes de droite-Mouvement pour une meilleure Hongrie (Jobbik), parti d'extrême droite qui fait partie de l'Alliance européenne des mouvements nationaux. Jobbik s'est doté d'une organisation paramilitaire, La Garde hongroise, qui organise notamment des marches provocatrices dans des villages roms.

gime haï mais ils ne peuvent (heureusement) réunir sous leur bannière tous les protestataires. Ces protestataires d'un autre côté sont très remontés mais il leur manque leur propre langage pour s'exprimer et ils empruntent le langage des groupes dominants. Ils ne sont pas prêts à s'organiser suivant des critères de classe ; ils se présentent seulement comme une « nation »(ou oumma [20] comme en Egypte). Sauf que l'Egypte est plus homogène et qu'en Ukraine, il n'y a pas d'autre moitié du pays loyale à l'égard de Moubarak.

Si, pour l'Ukraine, nous oublions l'existence du Sud et de l'Est, alors, en termes de politique bourgeoise, la situation ressemble encore plus à celle de la Hongrie. L'Ukraine centrale et de l'Ouest sont principalement favorables à la droite libérale populiste (Batkivschnyna) *[voir note 15]* qui a des alliés plus petits et plus radicaux(Svoboda) – un parallèle avec Fidesz et Jobbik *[voir note 19]*.

Vratislav : Il semble que la lutte contre la corruption des gouvernants et/ou des hommes d'affaires est quelque chose qui lierait Maïdan aux autres mouvements du même genre dans le monde. Je pense que lutter contre la « famille » Ianoukovitch qui se sert de l'Etat, contre la police la protégeant, tous symbolisant le régime corrompu, et pour un idéal de démocratie « à l'occidentale », est la voie ukrainienne d'un combat pour une « réelle démocratie ». Est-ce vrai ?

Denis : En gros, oui. Je ne vois rien à ajouter.

Vratislav : Maïdan comme corps social doit faire face à sa propre reproduction, organiser sa propre infrastructure, sa défense, etc. tout comme la Commune d'Oakland ou Tahrir eurent à le faire. Ce serait bien si tu pouvais dire quelque chose sur cet aspect important et décrire comment la vie interne de Maïdan est soutenue et organisée.

Denis : Pour autant que je comprenne, tout le potentiel d'une auto-organisation s'est trouvé éliminé par les structures organisationnelles des forces politiques de droite. Svoboda, Secteur de droite et Spilna Sprava (21) occupent les bâtiments et organisent la vie quotidienne. L'opposition parlementaire fait aussi entendre sa voix sur cette question : de toute façon, tout est fortement dépendant des leaders qui représentent les structures déjà établies. Par exemple, il y a les sotnias (22) – « les centuries », des uni-

(20) Oumma : communauté des musulmans, nation arabe. Un petit parti égyptien, de tendance social-démocrate mais partisan de la charia et de la paix avec Israël, en a pris le nom.

(21) Spilna Sprava (Cause commune, en Ukrainien cela donne les initiales SS) : groupe d'opposition ukrainien qui en 2014 commanda l'occupation des ministères de la justice, de l'agriculture et de l'énergie pour démontrer qu'il pouvait agir séparément des partis de l'opposition qui discutaient alors avec Ianoukovitch .Accusés alors de provocation pour faire capoter un accord éventuel, il évacua les ministères occupés sauf celui qui fut évacué manu militari par les commandos de Svoboda. Son leader, Olexandr Danyliouk, a dû fuir à Londres après la reprise par Svoboda du ministère de l'Agriculture. Auparavant, sa femme et ses enfants en fuite avaient été stoppés plusieurs heures à l'aéroport, ce qui avait déchaîné des accusations contre les autorités de s'en prendre aux familles pour un chantage contre les leaders de Maïdan. Cela n'a pas tenu et quelques jours plus tard, Danyliouk les a rejoints à Londres prétendant qu'il était menacé d'arrestation. Vu ses actions jusqu'au-boutistes, il est vraisemblable qu'il était devenu un trouble-fête dans les magouilles autour de la succession de Ianoukovitch et qu'il n'était plus protégé par personne. On ne sait si cette fuite à Londres signifiait des intérêts dans le Royaume-Uni ou des liens politiques (nombre d'oligarques ukrainiens sont basés à Londres).

(22) Sotnias : terme militaire qui signifie approximativement une compagnie, utilisé autrefois chez les Cosaques mais aussi aujourd'hui dans les armées ukrainiennes et croates. A Maïdan, l'organisation militaire de défense était organisée en 32 sotnias de 80 à

Il n'est apparu nulle part d'assemblées ou autres instruments impliquant une prise collective de décisions

tés de défense. Formellement, elles sont sous le commandement d'Andrei Parubiy – qui fut le fondateur du Parti national-social d'Ukraine (23) qui s'appelle maintenant Svoboda et qui est membre de Batkivschyna. En réalité ce sont des unités qui n'obéissent ni à Parubiy, ni même à Svoboda (comme le Secteur de droite) mais de toute façon on peut douter de l'existence d'unités « indépendantes » (non liées à l'obédience d'un groupe). C'est la même chose pour toutes les autres questions : la nourriture, le bois, le pétrole, l'armement de fortune. On peut marcher ici ou là pour collecter de l'argent pour soutenir le mouvement mais on doit en donner 70 % aux « patrons » qui eux « savent » comment le dépenser. Il y a bien quelques possibilités pour une auto-organisation mais elles sont très limitées. Les choses nécessaires à la vie sont là comme des évidences pour une personne ordinaire et les activistes de base n'ont eu aucune part dans la prise des décisions. Quoique certaines sotnias peuvent être tout à fait autonomes dans la gestion de leurs fonds et de leurs ressources. Tout dépend alors de la structure et des relations dans chaque unité particulière.

Vratislav : Alors que, par exemple, les Indignés tendaient à exclure les partis politiques des occupations, dans le cas de Maïdan, les partis d'opposition sont présents au cœur même de la perpétuation de Maïdan qui est dépendante de Batkivshchina, d'Alliance démocratique ukrainienne pour la réforme (Udar), de Svoboda et de leurs propres structures et ressources. En outre, tu dis qu'il n'y a pas d'assemblées de n'importe quelle sorte à Maïdan. Au cours des deux mois d'existence et de lutte les participants de Maïdan n'ont pas créé leur propre organisation distincte de prise de décision. Pourquoi ? Dans d'autres entretiens, tu as souligné qu'il y avait une sorte de dichotomie entre « la foule » et les politiciens. Comment cette dichotomie a-t-elle pris forme et comment s'exprime-t-elle ?

Denis : Je pense que j'ai déjà répondu en partie à cette question. Les partis d'opposition ne sont pas vraiment populaires parmi les gens de Maïdan ; ils sont considérés comme des opportunistes poursuivant leurs propres intérêts et prêts à trahir le mouvement de protestation. Mais ils continuent néanmoins à gérer toutes les infrastructures de Maïdan et sont les seuls à

100 hommes dans un assemblage parfois hétéroclite mais témoignant quand même de la vision d'un affrontement violent. Quelques jours avant l'éviction de Ianoukovitch des émissaires avaient été envoyés dans les provinces pour porter les effectifs de 10 000 ou 15 000 hommes à 30 000-40 000.

(23) Andrei Parubiy : militant de l'indépendance ukrainienne, fondateur du Parti national social d'Ukraine avec Oleg Tiagnibok, propulsé commandant du mouvement Euromaïdan où il se comporte comme un chef militaire. « Mes troupes sont bien préparées et seulement une partie d'entre elles sont des paramilitaires » (sous-entendu appartiennent à des formations miliciennes d'extrême droite). Il est difficile de définir ses liens avec l'extrême droite tout comme avec les oligarques sauf qu'il était aussi député membre du parti de Timochenko et pro-européen. Actuellement, tout en essayant de ménager les occupants de Maïdan notamment quant au démantèlement des barricades et l'évacuation de la place, il insiste sur la prééminence du pouvoir du Parlement, ce qui laisse penser à la difficulté qu'il y aurait à « rétablir l'ordre » contre le mouvement de base. Notamment, il a lancé un appel pour que les sotnias constituent des équipes conjointes avec les flics pour œuvrer dans une « normalité ».

prendre des décisions. C'est vrai qu'il n'est apparu nulle part d'assemblées ou autres instruments impliquant une prise collective de décisions. Peut-être, d'une certaine manière, cette situation paradoxale est-elle le reflet de la société comme un tout avec ses attitudes paternalistes et sa passivité sociale : c'est très pratique de haïr le patron et de lui laisser tout faire.

Vratislav : Pourtant, d'après une brève analyse publiée par des anarchistes biélorusses sur le site de Revolutionary Action, il semble que hors de Kiev, spécialement à Lvov et à Soumy, la dichotomie entre les protestataires et les politiciens était plus profonde et plus claire. En bref, ils parlaient d'une conception élaborée d'une « protestation apolitique » (sans la primauté des politiques sur les citoyens activistes). Ils disaient qu'il y avait à Soumy une assemblée qui avait élu un « Conseil national » et établi des « Conseils nationaux de district » pour contrôler les politiciens locaux, enquêter sur la corruption et organiser des « milices citoyennes ». Ils décrivaient un processus similaire qui s'était mis en place à Lvov et citaient un « commandant Sokolov » (24) local déclarant que les « Conseils nationaux » avaient pris le pouvoir et étaient sur le point d'élire des comités exécutifs dont seraient exclus les politiciens parce que le peuple n'avait plus du tout confiance en eux. Peux-tu expliquer cette tendance et l'analyser ?

Denis : Pour autant que je sache, ces « Conseils nationaux » sont habituellement formés avec des activistes des partis autoproclamés représentants des conseils locaux et régionaux. Ils ont promis de tenir des élections mais en fait aucune élection « transparente » n'a été organisée.

L'optimisme des camarades biélorusses est basé sur des affirmations largement exagérées. Ces Conseils nationaux n'osent pas prendre un pouvoir réel, ils ne font rien qui puisse être considéré comme une « usurpation de pouvoir » et enfreignent à peine la loi. Le leader du Conseil national de Lvov qui, en passant, est aussi le leader du conseil régional de Lvov et membre éminent de Svoboda, a requis que les protestataires quittent le bâtiment de l'administration de la région qu'ils occupaient. Andrei Sokolov, le « commandant » de la milice que tu as mentionné obéit immédiatement et fit évacuer le bâtiment. Le Conseil national « révolutionnaire » est effectivement mort n'ayant réalisé absolument rien.

Vratislav : Je vois. Ainsi, même dans les régions, on se trouve devant le même schéma qu'à Kiev : la méfiance envers les partis politiques ne s'est pas traduite en tentatives de formation d'organismes d'auto-organisation, qui auraient été capables de développer un contenu clair pour le mouvement. Récemment, j'ai lu qu'il y avait eu des tentatives de différentes associations et initiatives de citoyens de formation de corps indépendants qui auraient pu donner un contenu clair au mouvement, corps qui auraient pu s'impliquer dans Maïdan pour organiser des Conseils civiques comme expression directe du mouvement.

(24) Andrei Sokolov : cheminot, syndicaliste, « commandant » de la protestation à Lvov (ville de 725 000 habitants). Le 23 janvier, à la tête de l'occupation du siège du gouvernement local avec un nombre indéterminé de « volontaires » (de 500 à plusieurs milliers). cet assaut aurait fait deux victimes. Sokolov aurait mis en place un parlement populaire et un comité exécutif. Il est difficile de se faire une idée de la dimension réelle de ce mouvement qui rencontrerait l'adhésion de la population et d'une partie des autorités. Il est tout autant difficile de savoir quelle est la portée réelle des décisions annoncées à grand renfort de médiatisation et qui tournent en boucle sur internet sous le vocable « autogestion ».

Pourtant les politiciens oppositionnels sont parvenus à discréditer cette tentative et à la faire échouer. Peux-tu en dire plus sur cette tentative ? Qui étaient les animateurs des Conseils civiques? Pourquoi ont-ils échoué aussi facilement ?

Denis : le Conseil civique de Maïdan a été formé par quelques militants humanitaires connus, juristes, célébrités et des membres d'ONG, tous ceux qui n'aimaient pas spécialement l'opposition parlementaire et n'étaient pas spécialement versés dans le nationalisme. Pour autant que je sache, la Confédération des syndicats libres d'Ukraine (25) les avait aussi rejoints. Ils ont tenté de créer une alternative libérale (en partie même de gauche libérale) dans le mouvement, précisant l'importance des droits humains, des libertés civiques, de prises de décision à la base, etc. Mais de toute façon ils n'ont pas réussi à constituer une force de quelque importance. Cette initiative fut presque virtuelle, avec bien peu de militants de base. Pourquoi ? La raison n'en est, je pense, pas tant dans une politique habile de l'opposition que dans les conditions objectives, c'est-à-dire au niveau du discours public. Si une personne est intéressée par une activité oppositionnelle, elle rejoindra vraisemblablement le courant « le plus fort » avec des politiciens puissants et braves nationalistes machos. Le nombre de gens qui pouvaient être sérieusement intéressés par de tels mouvements alternatifs « citoyens » était très réduit.

Dans ce champ d'action possible, tout a été absorbé par l'opposition en décembre après que le Maïdan « civique » (initialement Maïdan tout court) eut fusionné avec le Maïdan « politique » (initialement basé sur Yevropeys'ka Ploshcha, place de l'Europe). Après cela, les politiciens ont soutenu de toutes les manières que rien ne pouvait être fait sans leur aide. Et dans une certaine mesure, ils avaient raison : aujourd'hui Maïdan utilise une grande partie du matériel et des ressources humaines fournis par les partis.

Vratislav : Dans un entretien avec Libcom tu expliques que les partis d'opposition ont tenté d'étendre Maïdan hors de ses limites territoriales en proclamant une grève générale et que cela a échoué lamentablement. La raison que tu en donnes est qu'ils n'avaient, pour ce faire, aucune structure sur les lieux de travail. Pourtant Maïdan a pu se répandre de Kiev vers d'autres régions mais il semble que là aussi cela s'est limité à un mouvement d'occupation et d'émeutes. Tu as aussi parlé d'une protestation des travailleurs des transports publics de Kiev qui ne put rejoindre Maïdan et vice et versa. Tu mentionnes que les Ukrainiens ne sont pas habitués à faire grève. Pour résumer, est-ce que cela signifie que l'Ukraine (comme la plupart des pays de l'Europe centrale et de l'Est et d'autres régions du monde) puisse être caractérisée par un manque frappant de luttes sur les lieux de travail. Selon toi, quelles en seraient les raisons ?

Denis : C'est vrai. Il y a bien des théories pour expliquer la faiblesse des luttes ou-

---

(25) Confédération de syndicats libres d'Ukraine (KVPU) : confédération syndicale officielle qui se partage la « représentation ouvrière » avec l'Union ukrainienne de solidarité des travailleurs (VUST) et la Fédération des syndicats d'Ukraine (FPU). Tous ont hérité d'importantes propriétés des syndicats sous le régime soviétique et la plupart des dirigeants préfèrent travailler avec le gouvernement et chercher un profit personnel plutôt que défendre les intérêts des travailleurs.
Bien que datant, on peut trouver plus d'informations (en français) sur :
Le Mouvement syndical en Ukraine - Attac France
france.attac.org/archives/spip.php?article1264

vrières dans l'Est de l'Europe. L'une des plus convaincantes est le legs de la culture politique soviétique qui voyait des patrons faisant tout à votre place. L'Ukraine a hérité d'une énorme institution de l'URSS, la Fédération des syndicats d'Ukraine. Officiellement elle compte des millions de membres, mais ce n'est pas du tout une organisation militante qui défendrait les droits des travailleurs. Cette organisation a de bons juristes et des bureaucrates qui participent à toutes les instances de gestion sociale, tentant honnêtement de gagner autant de concessions qu'ils le peuvent, mais ils se voient plus comme des cogestionnaires d'une économie corporatiste que comme des représentants des travailleurs. Quant à des syndicats militants réellement indépendants, ils n'y en a pratiquement pas.

Pourquoi un militantisme de base ne s'est-il pas développé dans la période post-soviétique ? En partie à cause de la longue et pénible crise économique. On ne peut se syndiquer et faire grève quand on est menacé d'être jeté à la rue et que l'usine est sur le point de fermer. Il y a eu des grèves massives dans les années 1990, mais elles furent organisées principalement par les directions des entreprises non privatisées comme instrument de pression sur les dirigeants politiques. De sorte que les nouvelles structures et institutions qui auraient pu devenir la base d'un mouvement syndical indépendant ne sont pas apparues. Le vieux schéma consistant à déléguer la lutte aux patrons fut ainsi confirmé. Et le boom économique des années 2000 fut trop bref pour amener un changement dans cette attitude.

Vratislav : Maintenant, peux-tu expliquer quelles autres luttes ont pu se développer autour de Maïdan et s'il y a eu quelques tentatives de les relier à Maïdan ? Nous avons juste mentionné une protestation de travailleurs des transports publics de Kiev qui n'ont pas trouvé le chemin de Maïdan. Et tu as dit que les Ukrainiens ne sont pas habitués à faire grève. J'ai lu aussi quelque chose sur une grève d'étudiants à l'Académie Mohyla de Kiev (26).

Peux-tu expliquer quelle fut la relation de l'ultra-gauche ukrainienne avec Maïdan et les autres luttes ? Quel rôle et quelle activité dans ces lieux ? Je pense qu'il doit être très difficile d'être impliqué dans Maïdan étant donné l'influence des fascistes et ethno-nationalistes. Pourtant j'ai lu que des militants anarchistes et féministes y étaient présents et actifs.

Denis : L'extrême gauche a été divisée dans une certaine mesure quant à ses relations avec Maïdan. Une petite partie a déclaré que la protestation était résolument réactionnaire et refusa de lui apporter un soutien quelconque. Le problème avec de telles positions est qu'elles poussent les intéressés dans les rangs des supporters du gouvernement. L'issue logique de cette situation fut de voir un membre d'une telle organisation, Borotba (27), défendre le bâtiment de l'administration régionale d'Odessa alors assiégée par des activistes de l'opposition. A vrai dire, le siège était

---

(26) Académie Mohyla : Université nationale de Kiev, une des principales universités d'Ukraine qui pratique le bilinguisme ukrainien-anglais mais pas le russe. 35 000 étudiants principalement en sciences.

(27) Borotba (Lutte) :parti gauchiste représentant cinq groupes anticapitalistes et antiracistes ayant des relations dans toute l'Europe y compris en Russie avec des noyaux identiques. Le 5 février dernier, pour se différencier du mouvement Maïdan, ils organisent une manifestation devant les ambassades américaine et britannique autour des slogans : « L'Ukraine n'est pas une colonie », « Contre les oligarques et les fascistes », « Pas de guerre civile en Ukraine ».

mené par des néo-nazis mais il y avait aussi des néo-nazis parmi les défenseurs du bâtiment, les « Cosaques » locaux, des unités paramilitaires pro-russes

Une autre partie de la gauche a tenté constamment de rejoindre le mouvement même après qu'ils en eurent été rejetés tout aussi constamment. Quelques gauchistes « euro-enthousiastes » sont allés à Maïdan en novembre avec un drapeau rouge (au lieu du drapeau bleu de l'UE) et des banderoles pour la gratuité des soins, de l'éducation et avec des slogans féministes. Ils ont été brutalement attaqués par les nazis.

Puis il y eut un épisode où l'extrême droite attaqua la tente de la Confédération des syndicats libres d'Ukraine près de Maïdan. Un homme présent sur le site déclara que ces « hommes savaient ce qu'ils avaient à faire » ; le résultat fut des côtes brisées chez les militants syndicaux, les tentes déchirées au couteau, les effets volés. Les victimes n'étaient en aucune façon des « gauchistes » mais des membres de mouvements de gauche, connus de leurs adversaires politiques, et cela suffisait.

De toute façon, la plupart des militants de gauche ont compris que ce n'était pas leur guerre. Mais après que le gouvernement eut fait passer les « lois dictatoriales » ils ont décidé de rejoindre le mouvement ; pas tant comme militants politiques que comme simples citoyens dont les libertés politiques étaient menacées. La plupart des militants ont fait cause commune pour instituer une « veille hospitalière », gardant les blessés dans les hôpitaux de sorte qu'ils ne soient pas emmenés par la police. Naturellement c'était une infrastructure humaniste, pas un projet politique. D'autres ont tenté d'organiser une grève des étudiants dans toute l'Ukraine ; elle commença par l'Académie Mohyla de Kiev, mais elle échoua et tout se termina lorsque l'université fut fermée pour les vacances d'hiver.

Il y a aussi maintenant un autre groupe souvent très confus dans la gauche radicale. Je pense à des organisations comme Narodniy Nahat (30) et autres initiatives similaires qui s'intitulent anarchistes mais qui ont en fait un programme politique très conservateur politiquement rempli de machisme et de xénophobie. Quand les protestations ont commencé, ils ont viré considérablement à droite et se sont retrouvés aux côtés des groupes nazis lançant des cocktails Molotov de concert avec eux contre la police. Leur route s'est finalement séparée de la gauche du mouvement.

[Début 2014] quelques groupes gauchistes existants, voulant « agir », décidèrent de former un « sotnia anarchiste » dans les groupes d'auto-défense de Maïdan. Dans ce but ils étaient prêts à prêter serment à Andrei Parubiy ! Mais quand ils se rassemblèrent, ils se trouvèrent devant 150 combattants de Svoboda armés de battes de baseball et de haches. Les fascistes les accusèrent d'être impurs racialement et hors de la lutte politique et les contraignirent à sortir de Maïdan. Le plus drôle, c'est que le lendemain ces « anarchistes » macho-nationalistes ont prétendu que leurs mauvaises relations avec les paramilitaires de Svoboda était dues à quelques-uns de nos camarades qui avaient graffité autour de Maïdan des slogans anti-

---

(28) Andrei Levus : le 7 février commandant en second du groupe paramilitaire de Maïdan (Groupe d'autodéfense panukrainien). Le 22 février rappelle les Ukrainiens à l'ordre dénonçant le pillage, le vandalisme et le hooliganisme : « les protestataires doivent s'abstenir de détruire toute propriété notamment celle de l'Etat ». Le 27 février, il est désigné par le nouveau gouvernement chef de la Sécurité d'Ukraine.

nationalistes. Et ils menacèrent les auteurs de les attaquer pour avoir perturbé leurs relations avec les nazis.

La stratégie la plus raisonnable pour la gauche, comme pour moi, aurait été de tenter de construire un « second front » à la fois contre le gouvernement et contre l'extrême droite. Cela aurait dû être fait hors de Maïdan, pas dans Maïdan. Nous ne devrions pas avoir peur de dire qui nous sommes et ce que sont nos buts politiques ; c'est seulement de cette manière que nous pourrions construire une forte coalition politique avec d'autres forces qui se trouvent actuellement dans la même situation (par exemple avec les libéraux de gauche qui sont aussi exclus du mouvement). Dès maintenant, nous projetons de faire une campagne contre la dictature politique en insistant sur le fait que l'affaiblissement du pouvoir présidentiel ne correspond nullement aux intérêts de tous les partis politiques.

Cela pourrait être le point de ralliement d'une large coalition et alors nous pourrions entamer une critique de la démocratie bourgeoise en elle-même. Une autre direction importante serait de préparer une campagne anti-austérité si le gouvernement devait faire face à une crise budgétaire plus tard dans l'année. Mais de toute façon nous devons comprendre que nous ne pouvons renverser les tendances fondamentales et éliminer l'hégémonie culturelle en une nuit. Nous avons beaucoup de travail difficile devant nous ; il s'écoulera des années avant que nous puissions penser à notre propre révolution.

Vratislav : Quels sont les derniers développements ? J'ai entendu parler de la possibilité d'un coup d'Etat militaire et d'une amnistie pour les protestataires arrêtés qui serait promulguée par Ianoukovitch. Pourtant le gouvernement continue d'insister sur le fait que l'admission dans l'UE serait un désastre économique pour l'Ukraine alors que Klishko *[voir note 10]* continue d'affirmer qu'il n'y a pas d'autre chemin que la route pro-européenne.

Denis : La probabilité d'un coup d'Etat militaire est proche de zéro. Contrairement à l'Egypte, l'Ukraine finance peu son appareil militaire, de façon chronique, et celui-ci, inefficicace, n'est pas considéré du tout comme un acteur politique.

Quant à l'amnistie, le Parlement a voté la semaine dernière *[mi-février]* une loi très étrange stipulant que tous les activistes politiques seraient pardonnés et ne seraient pas pourchassés par la police pendant les quinze jours suivants. Le procureur général a publié sur son site la nouvelle de l'évacuation de toutes les structures du pouvoir occupées par les protestataires ; ceux-ci se seraient repliés sur Maïdan, évacuant même les rues avoisinantes qu'ils avaient occupées. Tout cela fait l'objet de discussions – si toutes ces conditions seront respectées ou modifiées – parce que personne n'est satisfait de ces projets et n'est prêt à abandonner.

De toute façon, maintenant, la principale discussion tourne autour de la constitution d'un nouveau ministère (combien de politiciens de l'opposition en feront partie) et la possibilité d'un retour à la version précédente de la constitution avec un parlement plus fort et un président plus faible.

Quant au traité d'adhésion à l'UE, je ne pense pas qu'il ait une grande importance présentement. Naturellement, l'UE et la Russie essaieront chacun de leur côté de préserver leurs intérêts en Ukraine lors de la résolution du conflit, mais, à présent, tout cela est ignoré par le public en géné-

ral. Il est évident qu'un traité ne sera pas signé avec l'UE dans les mois qui viennent.

Vratislav : Le 7 février, Andrei Parubiy *[voir note 23]* a annoncé un plan pour transformer le groupe d'auto-défense de Maïdan en « armée révolutionnaire unifiée », dénommée Ligue d'auto-défense ukrainienne et étendue à tout le pays. Il a expliqué que l'on se trouvait dans la nécessité d'augmenter le nombre des combattants des 12 000 actuels à 30 000 à 40 000 volontaires « qui pourraient gagner Kiev et s'opposer efficacement au régime ». Son adjoint Andrei Levus (28) a ajouté qu'« à partir d'aujourd'hui, chaque combattant des groupes d'auto-défense n'est plus seulement un garde mais aussi un soldat politique révolutionnaire.

Comment interprètes-tu ces déclarations et ces intentions ? Il semble que les chefs de l'opposition regroupés dans « le QG de la Résistance nationale » aient décidé de se préparer pour un assaut final en se dotant d'une force combattante importante qui puisse les aider à conquérir le pouvoir par tous moyens.

Denis : Au moins ils développent leur rhétorique. Théoriquement cela peut avoir du sens. Les forces militaires peuvent être comptées : la police des émeutes représente approximativement 5 000 hommes ; récemment le gouvernement a pris la décision de légaliser les « unités d'auto-défense » – des hommes de main loyalistes opérant comme auxiliaires sous le commandement d'officiers de police. Si le conflit devenait trop violent, on peut penser objectivement que 30 000 à 40 000 combattants antigouvernementaux pourraient être rassemblés et qu'une résistance effective pourrait être menée. Mais comme il apparaît dès maintenant, le gouvernement n'est pas prêt à organiser un assaut direct physique, pour un certain nombre de raisons. De plus, je pense que ces évaluations se situent à un niveau purement théorique.

Vratislav : Y a-t-il quelque chose que tu voudrais ajouter sur le mouvement Maïdan ou sur la présente situation ; ou peut-être sur les perspectives possibles de ce mouvement dans tout le pays ? Y a-t-il quelque chose que les anarchistes et communistes de l'étranger peuvent faire pour vous aider ?

Denis : Je pense que la meilleure forme de soutien de l'extérieur serait de faire campagne contre l'aile « gauchiste » de la coalition gouvernementale ukrainienne – le dénommé Parti communiste d'Ukraine – et les institutions qui lui sont rattachées. De cette façon, les travailleurs opprimés, sympathisants communistes et anarchistes et militants de gauche, ne chercheront pas à soutenir les éléments d'extrême droite, libéraux et patriotiques qui dominent les protestations. La nature ultra-gauche de l'action de solidarité doit être énoncée clairement.

Traduit de l'anglais par H. S.

Texte anglais et tchèque sur http://pratelekomunizace.wordpress.com/

BONNETS ROUGES ET TUTTI QUANTI

Un texte d'Initiative communiste ouvrière (contact@communisme-ouvrier.info)

Ecotaxe : un mouvement réactionnaire

Ce qu'on appelle aujourd'hui écotaxe est plus précisément une « taxe nationale sur les véhicules de transport de marchandise ». Préparée par l'ancien gouvernement de droite, en application de la législation européenne sur les transports et l'environnement, elle est censée rapporter 1,2 milliard d'euros qui doivent être affectés à l'amélioration du transport fluvial et ferroviaire.

Autrement dit, on fait payer les moyens de transport les plus polluants pour permettre le développement de ceux qui le sont moins – sans qu'on sache si cela améliorera les conditions de travail des cheminots, pas plus que celles des chauffeurs routiers. Au cours de la négociation qui l'a précédée, de nombreuses exemptions ont été accordées sur certains axes routiers, telles que la Bretagne qui paye moitié prix. C'est donc une taxe à la carte, selon une logique d'ancien régime.

Il est vrai que, à chaque problème, la gauche classique répond : « taxe ». C'est son rôle historique, la défense de la fiscalité et de la bureaucratie de l'Etat. Il est vrai que le mode de perception de la taxe pose question. Il est vrai également que les questions cruciales d'aménagement du territoire, de préservation de l'environnement et du climat, ne peuvent être réglées à une échelle nationale. Cela ne rend pas le mouvement contre l'écotaxe plus sympathique. La fronde actuelle animée par les patrons de transports routiers, par la FNSEA – qui représente les intérêts de la fraction la plus riche de la paysannerie, même lorsqu'elle réussit à mobiliser les paysans pauvres – et attisée par les anciens ministres de droite qui avaient préparé la loi, est globalement réactionnaire.

A l'instar de la droite américaine qui fait du déni du réchauffement climatique l'un de ces piliers, la droite française mobilise les petits patrons et les gros paysans pour leur droit à polluer. Forte de l'exemple du mouvement contre le mariage pour tous, la droite a compris l'intérêt de remobiliser ses réseaux, à la veille des élections municipales, et à saper un gouvernement de gauche qui n'est déjà guère brillant dans l'opinion, ayant déçu même ceux qui plaçaient une once d'espoir en lui.

Il est regrettable que les syndicalistes de l'entreprise Gad, qui ont mené une lutte très dure pour obtenir un plan social décent, se soient fourvoyés dans cette lutte, de même que la direction du NPA. L'intersyndicale CGT-FSU-Solidaires a réagi d'une manière plus positive, en appelant à une manifestation contre les fermetures d'usines et la casse des services publics à Carhaix, le même jour que la manif patronale de Quimper, en rappelant qu'en aucun cas ils n'iraient manifester avec les licencieurs. C'est dans ce sens de l'indépendance du combat de la classe ouvrière qu'il faut aller.

N. D. (5 novembre 2013)

D'un camarade de Bretagne

Je suis d'accord avec ce que N. écrit sur l'écotaxe, à une réserve près. Le produit de l'écotaxe devait tomber à 50 % directement dans les poches du lobby du BTP pour construire des GPII (grands projets inutiles imposés) comme aéroports, autoroutes, rocades, grands stades, tunnels LGV (lignes à grande vitesse), etc. Toutes infrastructures que même l'OCDE trouvait superflues dans un rapport sur les équipements du territoire hexagonal ! Pas grand-chose qui freine le réchauffement climatique...

N. se plante dans le cas breton sur le mieux-disant de transports alternatifs à la route, c'est en amont que le problème se situe, par une déconcentration et une relocalisation de la production pour une meilleure maîtrise par les populations de quoi produire ? comment ? pour qui ? Se prononcer pour l'écotaxe, c'est changer de bénéficiaires de l'impôt en quelque sorte, ce ne sont plus des subventions à l'agro-alimentaire mais au BTP... Et il ne faut pas oublier que les « gros », grande distribution, transporteurs routiers, agro-industrie, ont les moyens de répercuter l'écotaxe sur les prix à la consommation, faisant payer la population en bout de chaîne. Ce qui n'est pas le cas des petites entreprises ou sous-traitants, artisans ou petits producteurs, qui de toute façon sont un marché captif pour les trusts, grossistes et donneurs d'ordres. La périphéricité, l'insularité de la Bretagne expliquent facilement la dynamique territoriale et la conscience (illusoire ou réelle) d'une convergence objective d'un avenir économique collectif qui n'a pas eu besoin de beaucoup d'encouragement pour se réveiller. Un siècle d'exode rural vers Paris (1850-1950) a laissé des traces.

Quant au passage sur le rassemblement intersyndical qui a appelé à Carhaix, N. ignore (ou sous-estime) la mobilisation des centaines de salariées de Marine Harvest, en grève, qui participaient du collectif « Vivre, travailler et décider au pays » qui ont pesé sur le lancement de l'initiative de Quimper. Ne faut-il retenir que la manif violente de Pont-de-Buis et ces p... de bonnets rouges sortis à ce moment?

La meilleure preuve de ce que j'avance : les grévistes de Marine Harvest ont repris le travail jeudi en obtenant des primes de départ très conséquentes et un report de la fermeture de la boîte jusqu'en mai. Du coup le collectif « Vivre, travailler... » emmené par Troadec se retrouve un peu seul et n'appelle le 30 novembre qu'à un rassemblement à Carhaix sur le site du festival des Vieilles Charrues. Un bel enterrement pour une dynamique qu'il ne peut pas contrôler politiquement en dehors du Poher. Initialement la mobilisation pour l'emploi devait se tenir à Pontivy ou à Morlaix..! Mais la participation à ce rassemblement du 30 novembre sera tout de même riche d'enseignements...

N. sous-estime (encore!) dans l'appel lancé le 30 octobre à manifester à Carhaix

plutôt qu'à Quimper, le jeu des permanents syndicaux régional et départementaux qui luttent âprement entre eux. Une preuve: le rejet de FO par l'intersyndicale régionale pour le projet de la prochaine manif du 23 novembre ... Intersyndicale intégrant la CGC !

Par peur de faire moins qu'à Quimper le 2 novembre, les bureaucrates appellent finalement le 23 novembre à des manifs-enterrement dans les différents départements bretons au lieu d'une initiative centrale à Rennnes, initialement prévue ; (...) le texte d'appel intersyndical – qui n'exige même pas l'interdiction des licenciements alors que les boîtes qui licencient se comptent par dizaines – peut se résumer à un texte de soutien à l'action du gouvernement de gauche qui « doit » surveiller l'utilisation des subventions (!) et l'application des mesures du « plan d'avenir »... On comprend comment la CGC a pu signer un tel appel !!! Notamment avec la condamnation de la violence, assimilée à un discours et une posture réactionnaire !!!!!

Inutile de dire que le PS et les Verts ne laisseront pas passer une si bonne occasion de défiler auprès des malheureux travailleurs, victimes du capitalisme... Idéal pour décourager les salarié-e-s prêts éventuellement à entrer en lutte après la « victoire » des Marine Harvest ! Il me paraît probable qu'à cinq mois des municipales et européennes, les calculs politiques ne sont pas étrangers à de telles décisions, un vrai mouvement de la base fait peur à tout le monde, syndicats, patrons (voir *Le Canard Enchaîné* du 6 novembre, p. 2, la réaction du chef du patronat breton contre Gattaz, jugé trop agressif envers Hollande), partis politiques majoritaires.

La contagion hors de la Bretagne des actions anti-radars ou anti-écotaxe indique à quel point tout cela peut déraper hors du contrôle de quiconque, bonnets rouges compris. Mais y voir une hégémonie de l'extrême droite, surfant sur l'effet manif pour tous, me paraît erroné. Les quelques excités qui ont fait le buzz le 11 novembre aux Champs-Elysées ne reflètent pas ce qui se passe en profondeur. Mais le « danger fasciste » est aussi le dernier argument pour le PS pour ne pas dégringoler électoralement au fond du trou.

Par rapport à la décision de Solidaires (à priori moins critiquable que la CGT) de signer à Carhaix plutôt qu'à Quimper le 2 novembre, c'est un cas typique d'inertie bureaucratique où seul le délégué régional a décidé, signé et envoyé aux UD la consigne de Carhaix, consigne répercutée aux UL sans aucun débat ! Un camarade rennais de Solidaires, bossant à la réparation du matériel SNCF à Rennes, nous a appris comment ça s'est passé. Idem pour un journaliste de FR3 Rennes de Solidaires. Aucun débat interne, rien ! Si ce n'est pas une belle opération de déminage d'une situation sociale potentiellement explosive, à cinq mois des municipales, je bouffe mon bonnet, noir !

N. devrait réfléchir à ce qu'il soutient (« C'est dans ce sens de l'indépendance du combat de la classe ouvrière qu'il faut aller ») avant de lancer de tels constats définitifs aux « cocus » bretons, désosseurs et autres galériens descendus dans la rue (!) et sur ce qui s'est passé dans le Finistère cet automne.

La foule de Quimper (très nombreuse pour une ville de 60 000 habitants) était essentiellement constituée de petites gens, venus en famille, paumés et angoissés. Les sept prises de paroles étaient notamment celles de la CGT marins, FO GAD (intervention lutte de classe cadrée par l'UD 29

de FO, qui s'est fait péter sa sono dans la manif...), Troadec (pour le collectif Vivre, travailler...), Guillemot (NPA Carhaix, pour le Collectif de défense de l'emploi du centre BZH) avec un contenu de classe, suivi aussi d'un représentant des artisans locaux (Medéf local) et de la FDSEA, c'est sûr !

Ceux qui au 20 heures se jetaient sur les grilles de la préfecture étaient pour une bonne partie non des suppôts *[du parti nationaliste breton]* ADSAV (invisibles dans la manif, mais bien présents sûrement) mais des jeunes des cités périphériques de Quimper en sweat à capuche, qui étaient descendus pour la baston. Ce n'était pas les légumiers léonards ou les cochonniers du Penthièvre qui sont rodés et dévastent à intervalles réguliers les centres-villes, comme à Morlaix, pour faire cracher Bruxelles au bassinet. Le seul drapeau français déroulé à Quimper dans un coin de la place et rangé vite fait était celui d'un groupe du FN qui n'a pas pu se maintenir. Idem pour le site "Hollande", site ouvert par un faf (photographié et mis en ligne pour les prochaines manifs) qui a du précipitamment ranger sa banderolle une fois qu'elle a été identifiée. Mais il est vrai que cela a suffi pour que les télés la prennent et la passent au 20 heures. En quoi les prolos présents ce jour-là en sont-ils responsables ?

Les médias se sont bien gardés de filmer le cortège anticapitaliste, flanqué de nombreux drapeaux rouges très identifiables, qui n'a jamais été agressé et était très visible. N. aurait pu s'y joindre. mais non, c'est vrai que le "millier" de manifestants syndicalistes de Carhaix, garanti pure lutte des classes, était plus intéressant. Si la mobilisation en Bretagne a souvent été un signe avant coureur des mobilisations hexagonales, si cela se vérifie dans les prochains mois, la capacité des anticapitalistes à porter un discours de classe au bon « endroit » se pose ici et maintenant, au vu de l'avalanche de licenciements en cours en Bretagne.

G. - Nantes

Intervention d'Echanges

Ce texte répond – en partie – aux réflexions quelque peu accusatrices du camarade G. qui, à propos des récentes manifestations en Bretagne nous reproche :

– d'une part, de n'être pas bien documentés. Ce que nous reconnaissons aisément, notre connaissance des faits ne pouvant passer que par les médias dont ce camarade souligne non seulement l'indigence mais surtout la manipulation ;

– d'autre part de « rester à peser le pour et le contre » face à des événements « insurrectionnels » qui se déroulent à quelque 500 km de Paris, le port d'attache pour maints d'entre nous. Nous reviendrons sur ce point à la fin de ce texte.

La polémique est née de la discussion dans le réseau personnel d'un camarade participant à Echanges, d'un texte repris du site d'Initiative Communiste Ouvrière (ICO, rien à voir avec le groupe des années 1960 disparu Informations Correspondance Ouvrières) qui fustige les manifestations bretonnes au nom de « l'indépendance du combat de la classe ouvrière ». Précisons tout de suite que chacun des participants à Echanges est totalement libre de ses opinions et de ses actions. Même si nous avons une large base commune, nous pouvons avoir des divergences et sommes libres de les exprimer par n'importe quel canal que ce soit. Si le débat semble intéressant au-delà de notre cercle étroit et que nous pensons qu'il

puisse servir à ceux qui lisent la revue, nous publions l'ensemble du débat. Ce qui suit n'est que l'opinion de l'un d'entre nous que les autres pourront approuver ou critiquer.

Il faut toujours se garder de classer les événements et de les juger en fonction des critères traditionnels politiques (droite, gauche, etc.) ou de critères de classe figés. C'est encore plus vrai depuis bientôt six années d'une crise dont on ne voit pas la fin et qui provoque tant par son incidence directe (krach financier, licenciements, chômage,...) que par les tentatives mondiales de faire porter le poids d'un hypothétique redressement à la grande masse de la population (restrictions de toutes sortes classées sous le chapitre global de mesures d'austérité mais dont le commun dénominateur est de faire baisser le coût unitaire de la force de travail).

Alors que les partis de gouvernement, quels qu'ils soient, n'ont d'autre recours que de se plier aux impératifs du capital, ceux qui subissent le poids de cette crise et des mesures supposées permettre la surmonter ne trouvent plus, dans les chemins habituels canalisant les frustrations et leur lutte et formulant leurs revendications, des opportunités d'action pour combattre la dégradation de leurs conditions de travail et de vie. Ceci est valable pour toutes les composantes sociales et les différentes couches distinctes de ces composantes, à l'exception d'une infime minorité. Il en résulte une désaffection à l'égard des tous les organismes censés intervenir sur le plan économique et social et de la « politique » en général au sens où la politique pouvait se voir assumer une tâche d'orientation des décisions économiques et/ou sociales dans l'intérêt de catégories ou de la totalité des citoyens. Au contraire se répand de plus en plus la conviction que la « politique » et tous ces organismes représentatifs sont totalement soumis à des forces économiques, en gros le capital mondial (non plus identifié par des individus mais comme une sorte d'hydre impersonnalisée). Tout l'éventail des organisations politiques, syndicales, et autres mouvement de toutes sortes est contraint à des reniements constants à l'encontre des couches ou classes dont ils étaient supposés défendre les intérêts.

Lorsqu'une catégorie sociale, une classe ou certains éléments différenciés se

sentent menacés sans pouvoir trouver, ou n'a plus confiance dans un recours à une médiation traditionnelle, d'autres formes de défense, de lutte peuvent apparaître. Comme il n'y a plus d'ennemi clairement identifié et connu, différentes classes ou couches de ces classes bien que touchées différemment par la crise et les mesures prises pour tenter de la résoudre, des mouvements ont surgi depuis 2008, mouvements qui sont inclassables selon les critères traditionnels de la lutte de classe. Ils sont inclassables parce qu'ils regroupent des éléments disparates en termes d'appartenance sociale et dont les intérêts sont et restent antagoniques du moins dans un fonctionnement « normal » du système capitaliste.

Ils sont aussi indéfinissables quant à leurs objectifs. Apparemment, il y a presque toujours un objectif immédiat politique sous la forme d'une sorte d'ultimatum : la démission d'un dirigeant, l'annulation d'une mesure gouvernementale récente. En fait, sauf peut-être en termes très vagues, l'accouchement d'une autre société n'est pas évoqué. En ce sens, le mouvement Occupy aux Etats-Unis s'est différencié de l'ensemble des autres mouvements nationaux du même genre car il n'est pas parti d'une revendication politique ponctuelle (de même pour le mouvement espagnol). Le mouvement breton n'échappe pas à ce caractère quasi général car l'écotaxe n'est qu'un prétexte à un déclenchement d'une sorte de ras-le-bol latent, pas propre à la Bretagne mais plus accusé par l'accumulation de particularités régionales.

Même quand ces mouvements restent pacifiques (ils peuvent devenir violents dans leur répression), ils sont une contestation directe des symboles de l'autorité de l'Etat. On peut voir dans ces symboles aussi bien l'occupation permanente sans autorisation d'un lieu public, la destruction d'un portique de l'écotaxe ou de radars ; on peut rapprocher ces symboles (dénoncés non en tant que tels mais comme des gestes absurdes contre des éléments utiles à tous) des destructions ou vandalisme de symboles de l'autorité dans les émeutes de banlieues. La lutte autour de ces symboles regroupe des éléments hétérogènes qui n'ont pas les mêmes raisons de s'opposer à l'autorité de l'Etat, un Etat dont, contradictoirement ils attendent souvent une autre intervention.

On peut s'étonner, en ce qui concerne le mouvement breton, de voir ainsi associés dans un large mouvement de protestation travailleurs et patrons pour des objectifs qui peuvent servir uniquement aux patrons et/ou parfois aux deux classes antagonistes. Cela n'a rien de nouveau : c'est assez souvent que l'on a vu dans le passé les deux éléments capital-travail se retrouver pour « sauver » l'entreprise et partant le travail des exploités (c'est la fonction de l'accord national interprofessionnel qui a déjà fait l'objet d'accords de sauvetage acceptés par les travailleurs). Que faire dans de tels cas? On peut bien sûr formuler des jugements, des condamnations. C'est aux travailleurs concernés de décider et il ne faut pas en tirer autre chose que pour eux, c'est la solution pratique qui leur évite le pire et nullement une position de principe dans laquelle ils abdiqueraient leurs droits et trahiraient leur condition de prolétaires. Au lieu de parler de « collaboration de classe » et d'abandon de la lutte on devrait plutôt considérer que dans de telles circonstances, le « rapport de forces » s'est, pour

un temps, modifié dans l'entreprise « sauvée » : il ne s'agit pas d'une « reconnaissance » mais du simple fait que celui qui contribue, d'une manière ou d'une autre, à ce sauvetage a pris une certaine forme de pouvoir de gestion et peut chercher à la faire valoir non en paroles mais en actes.

Un autre point doit être souligné eu égard à ce que certains jugent comme « collaboration de classe ». Cela se produit aussi fréquemment de faire route ensemble entre groupes sociaux ayant des intérêts opposés dans le système : même si les intéressés ne sont pas trop conscients des ambiguïtés de leur situation, celle-ci n'en est pas moins toute provisoire et à tout moment les divergences d'intérêts font de nouveau diverger le chemin commun. Il y a toujours une énorme distance entre la réalité sociale (souvent pleine de contradictions) et la théorie que l'on pense appliquer à de telles situations.

Il est bien possible que l'écotaxe soit une manipulation pour faire basculer des intérêts capitalistes dans un sens ou dans un autre, mais, une fois que l'on a expliqué cela avec force détails, quel rôle, en dehors des affrontements politiques, cela a-t-il joué dans ce mouvement breton ? Même si l'on peut considérer que pour certains des acteurs du mouvement, c'était plus qu'un symbole d'une lutte contre l'autorité de l'Etat, cela l'était pour nombre d'autres qui se fichaient éperdument de cette taxe qui ne les concernait pas directement : elle polarisait la frustration de la situation économique de la Bretagne avec ses spécificités (par exemple le marasme de l'agro-business). Le camarade breton souligne bien le rôle que les luttes existantes, pas seulement de Marine Harvest ont pu jouer pour donner une dimension toute autre à la fronde des patrons contre l'écotaxe. (illustré par le fait que cette fronde s'est quelque peu dégonflé par les concessions faites chez Marine Harvest, intentionnellement pour que le mouvement proprement ouvrier ne s'étende).

Cette dernière constatation rapproche le mouvement breton de ce qui s'est passé en Tunisie ou en Egypte lors du printemps arabe, où l'objectif de départ du dirigeant n'a été acquis qu'après l'entrée en lutte des prolétaires, d'un côté les mineurs de Gafsa, de l'autre les ouvriers du textile de Mahalla. Mais contrairement à ce que ce camarade cite pour la Bretagne, les travailleurs tunisiens ou égyptiens n'ont rien obtenu et se sont rapidement dissociés du mouvement tout en maintenant leurs revendications.

Il y a pourtant de grandes différences malgré ce que nous venons de souligner entre le mouvement breton et les autres mouvements mondiaux auxquels nous avons fait allusion :

– il s'agit de manifestations classiques limitées dans l'espace et le temps, en aucune façon une occupation permanente d'un lieu public ;

– dès le départ elles n'en sont pas moins « organisées » par des institutions professionnelles et/ou politiques et ne sont pas l'explosion spontanée d'un ras-le-bol dans un événement ponctuel relativement mineur qui s'autocontrôle en quelque sorte. Il s'agit d'une participation certes puissante passant en partie par les réseaux sociaux mais plus ou moins strictement organisée et encadrée hors du mouvement lui-même.

Ce sont ces caractères mêlés et quelque peu contradictoires qui expliquent les ambiguïtés de tout ce mouvement et paradoxalement en font la force temporaire. C'est ce qui explique aussi les prises de

positions contradictoires des différentes organisations politiques ou syndicale ou des individus, chacun s'attachant à un aspect spécifique du mouvement qu'il considère comme essentiel (on doit aussi tenir compte dans ces prises de positions de la tendance congénitale à se placer pour un recrutement ou une image éventuelle pour l'organisation).

Quel sera le futur d'un tel mouvement ? Le dilemme est le suivant : où il s'étend, se généralise, change de caractère, de forme d'action et de revendication, ou il finira par décliner (différentes raisons depuis la répression et/ des concessions pourront l'expliquer) et mourir, laissant le champ à des éléments plus radicaux dont l'action d'arrière-garde ne changera rien au processus de déclin.

J'ai laissé de côté la question que tu poses lorsque tu critiques la position d'Echanges vis-à-vis de toutes sortes de conflits de classe. Nous avons l'habitude depuis des décennies d'affronter ce type de critique. Même si, comme certains groupes, nous étions partisans de « l'intervention » dans ces conflits, notre dimension très restreinte, l'âge et la dispersion des participants en feraient une velléité dérisoire et, sauf à être paranoïaque, sans aucun effet sur le mouvement réel. Mis à part cette impossibilité matérielle, nous avons toujours pensé que tout mouvement se développe de lui-même en dehors de toute intervention extérieure et que si intervention il y a, elle ne dépend quant à son rôle que des acteurs eux-mêmes – si l'un ou l'autre d'entre nous s'y trouve impliqué, il agit dans le sens qu'il juge nécessaire et nous pouvons le soutenir dans son action mais sans mettre en avant une quelconque appartenance. Il en serait de même si, proches géographiquement d'un tel conflit mous irions proposer une aide quelconque, si minime soit-elle. Par contre, par exemple pour le mouvement breton qui se situe à quelque 500 km de notre base, que pourrions-nous faire sinon être la mouche du coche ou lancer des proclamations de soutien totalement inefficaces dont le but ne serait que de faire parler de nous ? Cela nous l'avons toujours refusé. Comme ce camarade le dit nous restons avec notre information et nos analyses totalement hors du coup, nous avons bien conscience de cette impuissance, mais est-ce si différent de ceux qui peuvent aligner des déclarations de solidarité ou de soutien purement verbaux à propos de toute lutte et qui, eux, gardent le faux sentiment « d'avoir fait quelque chose » ?

H S (fin novembre 2013)

Suite internationale

Le mouvement des « bonnets rouges » semble pour le moment n'avoir été qu'un feu de paille, une de ces explosions aussi fulgurantes que temporaires sur des faits très ponctuels qui peut avoir des origines fort diverses et une composition très hétérogène. Au moment où il s'estompait en France, un mouvement similaire éclatait en Italie avec le même caractère, celui des « forconi » (les fourches). Ce courant fondé il y a deux ans en Sicile pour défendre la petite entreprise et les petits paysans avec des tendances nettement conservatrices voire extrême droite, allant jusqu'à revendiquer l'autonomie de la Sicile est plus ou moins resté dans l'ombre jusqu'à récemment. La crise lui a donné un apport de soutien de tous ceux qui, par l'effet de la crise, voyaient leur situation devenir de plus en plus précaires et il finit par regrouper ré-

cemment des travailleurs agricoles, des routiers, des retraités, des chômeurs des précaires, des étudiants, des ouvriers. Cet essor lui fit franchir le détroit de Messine et se propager dans toute l'Italie (ce qui, en passant n'est pas arrivé au mouvement des « bonnets rouges » resté cantonné à la Bretagne). Il trouva, comme en Bretagne, le soutien discret des groupes politiques d'extrême droite, de politiciens corrompus comme Berlusconi tout comme du leader populiste Beppe Grillo tous, comme l'ensemble du corps politique et syndical plus ou moins désorientés par cette vague indéfinissable : le 9 décembre 2013 un appel des « forconi » à un blocage d'une journée dans tout le pays réussit à bloquer routes et chemins de fer, à occuper mairies et gares dans des villes importantes parfois au pris d'affrontements avec les flics. Là aussi on trouvait le même assemblage hétéroclite et la même confusion politique. Le slogan « Virez les tous » fait penser au slogan de la grande révolte argentine du début des années 2000 : « Que se vayan todos, que no quede ni uno solo ! » qui également présentait hétérogénéité et confusion. Mais la grande différence est que malgré cette extension à un niveau national, le mouvement des « forconi » a connu le même destin que son homologue breton. Fort de son succès le 9 décembre, les leaders du mouvement crurent qu'ils pouvaient organiser une nouvelle « marche sur Rome ». Ils ne purent rassembler qu'à peine 15 000 participants et depuis, ils ne font plus guère parler d'eux.

H. S.

LES «BONNETS ROUGES » DANS LES PUBLICATIONS

Abondante littérature sur le sujet :

◆ *A Contre courant* n° 250 (janvier 2014) : « Le fond de l'air est gris, sur la signification de la mobilisation bretonne. »

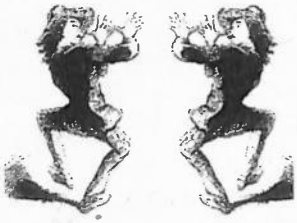
◆ *Courant alternatif* n° 235 (décembre 2013) : « Bonnets rouges, la crise taille dans le vif » et n° 236 (janvier 2014) : « Bonnets rouges et anti-aéroport, vers une convergence des luttes ? »

◆ *CQFD* n° 116 (novembre 2013), « Ça barde chez les Bretons » et n° 118 (janvier 2014) : « Bonnets rouges et bonnets blancs. »

◆ *La Forge* n° 545 (novembre 2013) : « Crise en Bretagne : le patronat et la droite à la manœuvre » et « Le "modèle breton", surexploitation des travailleurs et des paysans. »

◆ *Partisan* n° 270 (décembre 2013-janvier 2014) : « Bretagne ça bouge mais dans quelle direction ? »

◆ *Alternative libertaire* n° 234 (décembre 2013), « La colère noire que masquent les bonnets rouges. »



◆ «Se battre pour le revenu, pas pour retenir le travail !», tract de Mouvement communiste qui affirme : «Défendre l'outil et le lieu de travail démantelés, tenter de retenir le capital qui s'envole ailleurs, revient à défendre un système qui licencie et jette dans la misère. Les travailleurs expulsés de l'agro-alimentaire breton ont été les derniers en date à tomber dans le piège mortel de l'unité des salariés licenciés avec ceux qui les ont virés. » http://mouvement-communiste.com/documents /MC/Leaflets/TRBretagne131129FR_vF .pdf

EN MARGE DU CONTRAT « ZERO HEURE »

(Voir « Echanges » n° 145, p 3)

UNE INVENTION SUISSE : LE CDI TEMPS PLEIN VIRTUEL

UN RÉSEAU HELVARTIS REGROUPE DES « EN-treprises de pratique commerciale » (epco) destinées aux chômeurs qui doivent « garder la main » et ne pas dissiper les capacités de leur force de travail.

Pour garder ses indemnités, le chômeur doit travailler à temps plein dans une entreprise d'un type particulier en ceci qu'elle est totalement virtuelle et que l'activité toute virtuelle du chômeur ne sert strictement à rien d'autre que de lui assurer un niveau d'employabilité de sorte qu'il soit totalement et immédiatement disponible au cas où il trouverait un nouveau job, un vrai cette fois-ci.

Voici comment Helvartis décrit cette « activité » :

« L'entreprise de pratique commerciale recrée un environnement de travail identique à une PME, à la seule exception qu'elle n'est dotée d'aucune production véritable, donc qu'aucun argent ne circule réellement, ceci quand bien même des transactions en bonne et due forme ont effectivement lieu. Elle génère une activité commerciale parfaitement conforme à l'économie réelle et permet l'acquisition d'un éventail de compétences parfaitement adaptées à la pratique en entreprise réelle. L'entreprise de pratique commerciale reproduit la hiérarchie sociale d'une entreprise, comprenant, à sa tête, une direction. Le staff dirigeant se compose d'un directeur, secondé généralement d'un ou plusieurs assistants, eux-mêmes formateurs et spécialistes du domaine tertiaire. Le directeur délègue les tâches, assumées en majeure partie par les personnes en formation (qui constituent l'ensemble des salariés de ladite entreprise). La formation est par conséquent intégrée directement au déroulement des activités de l'entreprise de pratique commerciale.

Bien qu'ils visent un projet individuel, les participants au stage en entreprise de pratique commerciale travaillent en équipe, respectivement dans des services interdépendants (secrétariat, comptabilité, RH, achats, vente/marketing...) ; ceci à des niveaux de compétences et de responsabilités différents. Les participants réalisent des travaux concrets : commandes, facturation, accueil et réception des téléphones.

classement, opérations comptables, salaires, planification, création de supports publicitaires, etc. La coordination des travaux menés au sein de l'epco vise la bonne marche globale de la structure, et les tâches réalisées doivent répondre d'une qualité d'exécution professionnelle. »

Que faut-il ajouter à cette limite dans l'absurdité d'un capitalisme soucieux d'avoir une réserve de force de travail de toute qualification immédiatement exploitable ?

UNE INVENTION BRITANNIQUE : L'UNIVERSAL CREDIT

L'« Universal Credit » n'est pas réellement une nouvelle invention mais la concentration sous un seul chapeau de six « avantages sociaux » (depuis l'équivalent britannique du RSA jusqu'à l'allocation logement) qui jusqu'alors devaient être postulés séparément auprès d'organismes distincts avec chacun ses spécificités. En fait une rationalisation du système de Welfare auquel pourront s'adjoindre éventuellement d'autres allocations laissées pour le moment hors du champ de cette nouvelle organisation. Celle-ci vise en fait, non seulement à des économies de gestion mais aussi et surtout à éliminer les cumuls, à pousser les précaires à prendre un travail sous n'importe quelle condition et à un contrôle beaucoup plus strict de la précarité.

Prévu par le programme du parti conservateur en 2010, cette disposition a fait l'objet du Welfare Reform Act en 2012, lancé nationalement en octobre 2013 ; avec une mise en place progressive, il devrait être général en 2017. Même si le début de cette mise en œuvre dans certaines régions connaît quelques problèmes et quelques résistances, il est indéniable qu'elle sera poursuivie. Toute comparaison avec ce qui pourrait être fait en France en ce sens est impossible car tout le Welfare britannique dépend entièrement de l'Etat tant pour son financement que pour sa gestion, bien éloigné du paritarisme patronat-syndicats de financement et de gestions générant une grande diversité d'intérêts particuliers.

Toute personne entre 16 ans et l'âge de la retraite (1) peut demander à entrer dans cet « Universal Credit ». On lui demande alors de fournir non seulement son identité et ses coordonnées diverses dont bancaires, mais aussi de répondre à tout un ensemble de questions très détaillées révélant sa situation familiale, financière et sa situation quant au travail salarié. Le niveau de ses revenus est comparé à un seuil défini par le salaire minimum (actuellement 8,40 euros de l'heure) et son temps de travail ; s'il est en dessous de ce minimum appliqué sur 35 heures par semaine, il peut bénéficier de ce que certains appellent déjà un « crédit négatif », c'est-à-dire que selon le montant de ses revenus réels, de sa situation familiale et de ses droits éventuels à des allocations diverses dont celle d'invalidité, dont le montant global ne peut lui faire franchir la ligne rouge du seuil en question.

S'il a un droit quelconque à une in-

(1) Actuellement l'âge de la retraite minimum qui est toujours servie par l'Etat, indépendamment des retraites d'entreprise, est fixé à 65 ans pour toute personne âgée de 54 à 60 ans ; mais cet âge va être progressivement reculé pour atteindre 68-69 ans pour les personnes ayant actuellement entre 23 et 35 ans.

demnisation, il est demandé au postulant de signer un « Claimant Commitment » (engagement du quémandeur) dans lequel il s'engage à faire tous les efforts possible pas tant pour retrouver un emploi fixe que pour accroitre le nombre d'heures de travail rémunérées. Si les conditions de cet engagement ne sont pas remplies (notamment en cas de non-réponse ou de non-satisfaction aux requêtes du service ainsi unifié), la sanction sera la suspension de toute indemnisation pendant trois années.

Comme l'Etat est finalement le maître de tous les éléments déterminant l'accès à cet « Universal Credit », il est certain qu'il pourra les faire varier. Il pourra non seulement eafin de contribuer au financement de tous les avantages sociaux ; mais aussi en faire un instrument puissant de contrainte sur les travailleurs pour les amener à accepter les conditions d'exploitation du travail requises par le capitalisme.

H. S.

UNE INVENTION FRANÇAISE : PRODUCTIVITE ET SUICIDES A LA POSTE

MÊME SI LES SOUCIS DOMESTIQUES DE CHACUN peuvent générer des problèmes au travail, il serait malséant de ne pas reconnaître l'influence des pressions au travail sur la vie familiale ; or dans la plupart des cas comme le reconnaissent les généralistes et médecins du travail, c'est bien la dégradation des conditions de travail qui détruit le foyer familial et pousse au suicide. Mais les managers jamais à court d'idées ont trouvé une parade pour répondre à ce fléau : EVEA, qui est un cabinet privé (loué à quel prix ?) proposant via un numéro vert « pour tous les postiers un dispositif d'écoute et de soutien psychologique pour aider à gérer les situations difficiles, personnelles ou professionnelles ».

Après une première réaction de franche rigolade (de qui se moque-t-on ? pensez-vous sérieusement que les postiers ne sauraient pas mettre eux-mêmes « des mots sur leurs émotions » ?), on comprend vite le fin fond de ce dispositif comme cela a déjà été dénoncé dans d'autres entreprises : il s'agit ni plus ni moins d'individualiser les pathologies et de dénier le caractère collectif des réorganisations du travail. Ainsi après de multiples restructurations internes et des pressions constantes et accélérées, ce serait l'individu seul qui serait responsable de pensées suicidaires. Il est intéressant de constater que les économies produites par le surcroît de productivité engendrée par ces réorganisations ont permis de louer les services de ce type de cabinet.

Finissons en beauté et avec une amère dérision : si on pense à en finir et que l'on mène l'acte à son terme, c'est parce que l'on est « responsable » de ne pas avoir contacté EVEA.

P. M.

Casse sociale en France

◆ *Courant alternatif* n°237 (février 2014), http://oclibertaire.free.fr/upl/CA237.pdf : « ANI ou la casse sociale généralisée ». L'Ani, c'est l'accord national interprofessionnel de janvier 2013 qui a été retranscrit dans la «loi de sécurisation de l'emploi» du 14 juin 2013, et appliquée pour certaines mesures dès le 1er juillet : « Cet article, écrit *Courant alternatif*, ne vise pas à reprendre l'ensemble des critiques faites sur l'accord national interprofessionnel, mais tente d'en dégager les lignes principales et ses conséquences sur nos vies. Il s'agit de peindre un tableau de ce bulldozer de la casse sociale (...), treize grandes mesures qui visent à casser le prolétariat. »

Bonnets rouges

◆ «Se battre pour le revenu, pas pour retenir le travail ! », tract de Mouvement communiste qui affirme : «Défendre l'outil et le lieu de travail démantelés, tenter de retenir le capital qui s'envole ailleurs, revient à défendre un système qui licencie et jette dans la misère. Les travailleurs expulsés de l'agro-alimentaire breton ont été les derniers en date à tomber dans le piège mortel de l'unité des salariés licenciés avec ceux qui les ont virés. Les quatre cas les plus emblématiques le démontrent » (Doux, Tilly-Sabco, Gad, Marine-Harvest).
http://mouvement-communiste.com/documents/MC/Leaflets/TRBretagne131129FR_vF.pdf

◆ *Courant alternatif* n°235 (décembre 2013) : « Bonnets rouges, la crise taille dans le vif ! »

Retraites et productivité

◆ « Le cœur de l'argumentation de gauche, c'est toujours le pari d'une croissance durable et soutenue. (...) les économistes de gauche disent que, même avec moins de 2% de croissance par an, le produit intérieur brut aura doublé d'ici 2040. On pourra donc en consacrer une part plus importante au financement des retraites, sans effort financier supplémentaire de la part des salariés. Ce raisonnement fait reposer l'égalité et la solidarité humaine sur l'augmentation de la production de marchandises, et c'est déjà pour nous une raison de s'y opposer. »
Les éditions La Lenteur rééditent *Le Cauchemar de Don Quichotte, retraites, productivisme et impuissance populaire, contre la religion du progrès*, de M. Amiech et J. Mattern (1re édition 2004).
La Lenteur, 127 rue Amelot, 75011 Paris.
Voir http://www.hobo-diffusion.com/
On peut lire un entretien avec Julien Mattern sur http://1libertaire.free.fr/DroitdansleMur01.html

Résistances au projet d'aéroport de l'Ouest

◆ « Bref compte rendu d'une visite à Notre-Dame-des-Landes à l'occasion du Nouvel An » (*De Loin*, copie à Echanges) ;

◆ Dans *CQFD* n°117 (décembre 2013) : « Cultiver pour résister ».

◆ Dans *Alternative libertaire* n° 236 (février2014) : « Contre l'aéroport et son monde. »

◆ Dans *Courant alternatif* n°236 (juin 2014) : « Projet d'aéroport, ça passe ou ça casse », et n° 237 : « Notre-Dame des Landes, l'aéroport, c'est toujours non ».

Un marchand de sommeil

◆ Dans *Article 11* n°15 (février- mars-avril 2014), une enquête sur un marchand de sommeil du 93 : « A la poursuite d'Olivier Revol » qui exploite des taudis en Seine-Saint-Denis tout en travaillant dans la finance, habitant un quartier huppé de Bruxelles et ayant le bras long en France pour tourner tous règlements ; une enquête exemplaire.

Informatisation - déshumanisation

◆ Dans le numéro 15 d'*Article 11* (février- mars-avril 2014) : le combat d'assistantes sociales du 93, par le Comité des assistantes sociales engagées du 93, contre le langage administratif et l'informatisation - déshumanisation

Rythmes scolaires

◆ *La contre-réforme des rythmes scolaires. Les premiers pas d'une lutte à venir* par le Collectif Eurythmique (parents, enseignants, précaires..) – eurythmique@laposte.net

Crise : le cas britannique

◆ Dans *Aufheben* n° 22 (2013-2014) : « What happened to the economic recovery in the west ? The case of the UK » et une critique du livre de David Graeber *Debt :the first 5000 years* (en anglais.)

Luttes en prison

◆ *Jakilea –Le témoin* n° 109 (décembre 2013) : « Présentation de *Luttes en prison, témoignages*, de Gabi Monesca (éd. Zortziko, 2013).

Guyane

◆ *Alternative libertaire* n° 234 (décembre 2013) : »Grève étudiante en Guyane.»

Suède

◆ Guerre de classe - janvier 2013 « Emeutes dans les banlieues suédoises », (voir *Echanges* n°144 : « La face cachée du modèle social »,) texte émanant du Groupe communiste Guerre de classe qui sort également un tract en français : « Menaces de frappe américaine en Syrie, troisième guerre mondiale ? Une seule guerre, la guerre de classe » copie de ces deux textes à Echanges. antistici.org/tridnivalku

Espagne

◆ *Le Prolétaire* n° 509 (septembre-octobre-novembre 2013) : « Grève des travailleurs des services de nettoyage urbain de Madrid »

Allemagne : difficultés de l'autonomie ouvrière

◆ Une grève des employés de l'entreprise de fabrication d'emballages Neupack a eu lieu entre novembre 2012 et août 2013, dans les usines de Hambourg-Stellingen et Rotenburg/Wümme, avec pour revendication principale des augmentations de

Chine/Europe

◆ **« Travailleurs en Chine et dans des usines chinoises aux portes de l'Union européenne », dans *Courant alternatif* n° 234 (novembre 2013) : compte rendu d'une rencontre autour de la brochure d'Echanges *La Chine débarque dans l'UE, investissements chinois et conditions d'exploitation pour une production made in Europe* » disponible à Echanges ou sur http://oclibertaire.free.fr/spip.php?article1444**

salaire. « La grève chez Neupack et la question du soutien aux grévistes » dans le n° 95 (hiver 2013-2014) de la revue allemande *Wildcat* rend compte de la grève et des questions qu'elle a soulevées. Menée par les employés les moins bien payés de l'entreprise, elle ne fut suivie que par une minorité et est restée dominée par les appareils syndicaux ; ce qui explique que les dirigeants de l'entreprise aient pu s'opposer à la grève avec succès, en appelant des briseurs de grève. Une manœuvre habile qui a divisé encore plus les travailleurs, les briseurs de grève étant Polonais, alors que finalement ceux-ci ont pu remplacer les grévistes parce que les propres collègues allemands des grévistes continuaient majoritairement à travailler. Les groupes de solidarité n'ont pu compenser ces faiblesses dans l'organisation de la grève, en partie parce qu'ils n'ont pas su analyser correctement le mouvement ; se pose aussi dans tout geste de solidarité venant de l'extérieur la question de l'utilité de cette solidarité et de son impact lorsque la lutte reste encadrée par les syndicats et que les travailleurs ne parviennent pas à créer leur propre organisation autonome.

Trois autres textes viennent compléter ce constat : un extrait du quotidien *Stuttgarter Zeitung* à propos d'une grève contre la fermeture de l'usine Norgren à Großbettingen ; l'analyse par Mouvement communiste du mouvement des bonnets rouges en Bretagne et des extraits d'un tract que ses militants ont distribué le 29 novembre 2013 (en français sur www.mouvement-communiste.com) et « Dix thèses contre la revendication d'un revenu minimum ». *Wildcat* rapporte que la grève de l'usine Norgren s'est terminée sur une défaite, discute des interventions de Mouvement communiste qui cherche à politiser les luttes, enfin, s'oppose à la revendication d'un revenu minimum parce qu'il se fonde essentiellement sur une acceptation des conditions de vie fixées par le capitalisme.

Allemagne : problèmes du « capitalisme vert »

◆ Les capitalistes recherchent depuis l'expansion de l'industrialisation à réduire les coûts imposés par la na-

ture dans la production d'énergie, mais la conception d'un capitalisme écologique est véritablement née au début des années 1970 à la suite de la crise énergétique selon un article, « Visions vertes », paru dans le n° 95 (hiver 2013-2014) de la revue allemande *Wildcat*. Or, les termes capitalisme et écologie sont antinomiques parce que les technologies énergétiques vertes ont besoin de peu de travailleurs ; largement automatisées, elles contribuent donc à réduire la part du travail salarié dans la création de valeur et, par conséquent, de plus-value. Malgré le soutien massif de l'Etat (finalement du contribuable), photovoltaïque, éolien et solaire sont des secteurs en déclin économique, les investissements nécessaires devant provenir de la plus-value dégagée dans d'autres secteurs productifs et la dette des Etats interdisant à plus ou moins court terme de soutenir ces secteurs, il va falloir faire payer les salariés par une augmentation du prix de l'énergie ou par une taxe sur la consommation.

On peut penser, toujours selon *Wildcat*, que la production d'énergie verte est entravée par le centralisme nécessaire à la survie du capital, mais une production locale d'énergie ne changerait pas les paramètres parce que la production d'énergie verte n'est possible que grâce aux progrès technologiques (puces en silicium, cellules photovoltaïques, etc.) et à l'automation.

Enfin, il n'est pas inutile de dire que la montée en puissance du capitalisme dans la recherche d'une énergie verte n'a que peu à voir avec la participation, ou non, au gouvernement des partis écologiques ; les luttes qui déchirent le patronat sont seulement dues à la part de gâteau que chacun espère s'approprier.

Nationalismes européens

◆ « Depuis quelques semaines, en Pologne, en Croatie et en Ukraine, des mouvements nationalistes profitent des événements politiques et des commémorations pour raviver la flamme des passions au passé désastreux » avance le n° 29 (janvier 2014) de la revue *Critique sociale, Bulletin d'informations et d'analyses pour la conquête de la démocratie et de l'égalité* dans un article intitulé « Europe orientale : le droit des nationalistes à disposer des peuples ? »

Fascistes grecs

◆ Un article dans le n° 92 (printemps 2012) de la revue allemande *Wildcat* attirait l'attention des militants de droite et de gauche sur les liens entre extrême droite et Etat en Allemagne à l'occasion du démantèlement par la police d'une cellule d'activistes d'extrême droite, Nationalsozialistischer Untergrund (NSU, Clandestinité national-socialiste), en Saxe, dans l'Est de l'Allemagne ouvrant la voie à une critique plus générale de l'antifascisme dans les n°s 93 (automne 2012) et 94 (printemps 2013) [tous articles que nous avons recensés dans *Echanges* n°s 141, 142 et 144]. Un camarade grec avait aussi rédigé un article sur les luttes de classes en Grèce dans le n° 94 de *Wildcat* (voir *Echanges* n° 144). «Faschos in Griechenland : Von der Straße ins Parlament und zurück » (Fachos en Grèce : de la rue au parlement et retour), dans le n° 95 (hiver 2013-2014), tempère les précédents par une analyse de l'action du parti Aube dorée et de ses liens avec l'appareil d'Etat : « l'antifascisme c'est la lutte de classe ».

CONTESTATIONS SOCIALES AU BRESIL

Entretien avec Timo Bartholl, qui vit depuis plusieurs années à Rio où il est politiquement actif, réalisé par Maurizio Coppola du journal suisse «Vorwärts» le 17 septembre 2013 (publié le 27 septembre)

Au niveau mondial, le Brésil fait partie des pays qui ont connu un énorme développement dans les dernières décennies. Comment peut-on décrire ce processus de développement socio-économique capitaliste ?

La croissance économique brésilienne se caractérise par les mêmes facteurs que celle des autres pays du groupe BRIC (Brésil, Russie, Inde, Chine), même si chacun de ces pays présente une combinaison spécifique de ces facteurs. Pour le Brésil, on peut dire que le revenu national a augmenté dans l'absolu, sans que pour autant la répartition très inégalitaire des revenus ou la structure sociale aient connu de changement significatif. A cet égard, on constate que beaucoup de gens très pauvres, qu'ils reçoivent ou non quelques miettes du gros gâteau redistribuées dans le cadre des programmes sociaux comme Bolsa familia (1), gardent la tête hors de l'eau parce qu'ils sont suffisamment intégrés dans l'économie en tant que force de travail pour pouvoir rester en vie grâce au travail salarié. On trouve bien sûr de la pauvreté extrême, plutôt dans la campagne et plutôt dans le Nord et dans le Nord-Est, mais les grandes villes sont aussi marquées par un accès extrêmement inégal des populations à toutes les ressources.

Dans le contexte de relance de la demande, les plus pauvres des habitants des métropoles sont maintenant devenus eux aussi des consommateurs courtisés. Il ne se passe pas une semaine sans que, quelque part dans le quartier de ma favela, ne traîne dans les ordures un emballage d'écran plasma 40 pouces fraîchement acquis.

L'accès aux biens matériels est devenu plus facile aussi pour les classes les plus pauvres. En même temps, une grande partie de la consommation est bien sûr financée à crédit ou à tempérament, ce qui crée forcément des facteurs d'insécurité économique. Il faut par conséquent toujours considérer avec prudence les annonces des organismes de recherche proches du gou-

(1) Bolsa família (Bourse familiale) est un programme social destiné à lutter contre la pauvreté et mis en place sous la présidence de Lula. Il est « conditionnel », le versement d'aides y est conditionné à certaines obligations, d'éducation par exemple, mais qui se rapproche néanmoins du concept de revenu de base.

vernement qui pensent être en mesure de prouver la prospérité croissante de la population avec des indicateurs comme « les familles qui ont X réfrigérateurs, Y téléviseurs et Z voitures ».

En même temps il est important de jeter un regard sur les modalités et les caractéristiques de cette croissance. L'augmentation de la prospérité matérielle sur un modèle purement occidental crée de nouveaux types de difficultés. Dans les métropoles comme Rio de Janeiro ou São Paulo, plus les gens sont en mesure de financer à crédit l'achat d'une voiture, plus les embouteillages quotidiens vont s'allonger, faisant ressembler les grandes artères de sortie aux heures de pointe à des kilomètres de parking plutôt qu'à des axes de circulation. Nous arrivons ainsi à faire de la voiture notre prison de tôle personnelle, où nous passons quotidiennement plusieurs heures d'incarcération au milieu des embouteillages. L'infrastructure de base elle-même ne suit en aucune façon ce développement : en plein été, beaucoup de gens, y compris dans les favelas, utilisent maintenant une climatisation puissante dans leur logement pour trouver quelques heures de sommeil malgré la chaleur tropicale de la nuit urbaine. Comme toutes les climatisations sont enclenchées simultanément, nous n'arrivons alors même plus, pendant des nuits entières, à avoir assez de courant pour faire marcher le ventilateur. Les pompes à eau sont également hors service et il ne nous reste pour tout recours qu'une douche au seau d'eau ou, évidemment, une bière bien fraîche.

Dans une perspective plus macroéconomique, nous devons considérer la composition de l'économie : quels sont les secteurs où a lieu la croissance économique et avec quels moyens ? Considérons le cas de l'agro-industrie, qui privilégie les produits d'exportation comme le soja tout en étant le leader mondial de l'utilisation de produits chimiques agricoles, lesquels vont être pulvérisés sur les variétés génétiquement modifiées qui prédominent, engendrant ainsi des déserts agricoles. Ou celui de l'extraction des matières premières, qui demande et exploite des tonnes et des tonnes de matières premières, dans des proportions dont aucun colonisateur n'aurait osé rêver. Que la coopération entre le gouvernement PT (Parti des Travailleurs) et Thyssen-Krupp dans la construction d'une aciérie à l'ouest de Rio de Janeiro ait provoqué l'un des plus grands scandales de l'histoire de l'industrie ne constitue en rien un cas d'exception, mais l'un des effets possibles de la logique d'ensemble qui se cache derrière le développement. L'enjeu est la croissance économique à tout prix, ou plutôt la réalisation de tous les profits possibles, les individus n'intervenant que dans le rôle des consommateurs. Par voie de conséquence, plus vous êtes pauvre et moins vous êtes pris en compte.

Pour toute l'Amérique latine, c'est le plan IIRSA (2) qui représente bien ce type

(2) Le projet « Intégration de l'Infrastructure Régionale Sud-Américaine » (IIRSA) est le plan le plus ambitieux et le plus exhaustif d'intégration de la région au commerce international. S'il était complètement mené à son terme, il réussirait à connecter les régions où se trouvent les ressources naturelles (gaz, eau, pétrole, biodiversité) aux grandes villes et ces deux types de zones aux principaux marchés du monde.

de politique de développement – bien évidemment encouragée aussi par des gouvernements progressistes comme celui du Parti des Travailleurs (PT). Dans ce cadre de concertation internationale, il s'agit de mieux connecter l'ensemble du continent au marché mondial grâce à de grands projets d'infrastructure. De nouveaux axes de circulation par route et voie d'eau seront construits à travers le continent, et il ne sera pas rare que des minorités ethniques ancrées sur un territoire se trouvent à la merci de situations de violence comme celles qui jalonnent les 500 dernières années de l'histoire du continent. Les veines de l'Amérique latine sont toujours grandes ouvertes, comme le dit un livre d'Eduardo Galeano qui n'est pas près de perdre de son actualité (3).

Les processus d'urbanisation capitalistes participent aussi à ce développement. C'est justement à Rio de Janeiro que sont engagés actuellement des investissements immobiliers massifs en vue de la Coupe du monde de football en 2014 et des Jeux olympiques de 2016. Comment peut-on décrire ces processus d'urbanisation et que signifient-ils pour ceux qui ont été prolétarisés (et qui vivent dans les favelas) ?

Dans les villes, les grands événements agissent de toute façon comme un accélérateur des tendances existantes du développement de la politique urbaine. Autrement dit, nous ne devons pas faire l'erreur de les considérer comme les causes uniques des problèmes, mais plutôt d'établir de façon bien claire que les villes sont dirigées comme des entreprises et savent régir les grands événements de ce type. La critique de ces processus est ici tout à fait semblable à la critique du développement urbain dans les villes des « pays du Nord » parce que les processus de la logique capitalistique y sont analogues. Ce sont les mêmes bureaux de planning interconnectés au niveau international qui participent à la restructuration de Barcelone, au projet d'une City portuaire à Hambourg ou, justement, au projet de réaménagement « Porto Maravilha » à Rio de Janeiro qui va restructurer des zones éloignées du centre et des parties du port, selon la vision conforme à un mirobolant projet urbain du capital d'investissement.

En même temps, les planificateurs et les représentants politiques paraissent bien risibles quand ils mettent ces processus en œuvre en faisant comme s'il s'agissait de quelque chose de plus que de la recherche de profit basée sur la ville en tant que ressource : quand il a été question dans les médias corporatifs de savoir si le quai des paquebots de luxe devait avoir la forme d'un Y ou d'un H (auparavant, ce quai n'était pas visible lorsqu'on regardait la baie depuis le rivage), l'argumentation en faveur de la forme en H a été défendue par les spécialistes, la planification pour Rio devant décidément aller au-delà des Olympiades de 2016 et la ville être considérée dans son ensemble.

Mais écoutez donc ! Entre-temps, on a vu Eduardo Paes, le maire de Rio, reconnaître ouvertement dans une petite vidéo diffusée sur Internet qu'il savait que les grands événements servaient d'excuse aux restructurations qui ont provoqué la résistance de la population. Il essaie de se mettre

(3) Référence à un ouvrage de l'écrivain uruguayen Eduardo Galeano dont l'œuvre la plus connue, *Les veines ouvertes de l'Amérique latine* (1971, trad. fr. Plon, «Terre humaine» 1981), constitue un acte d'accusation contre l'exploitation de l'Amérique latine depuis le XVe siècle.

médiatiquement en scène comme le nouveau Pereira Passos (4), celui-là même qui, au début du XXe siècle, démolit et « aseptisa » le centre historique de Rio, autrement dit expulsa violemment du centre une grande partie des classes inférieures.

Au moins, cette comparaison est honnête : rien qu'ici, à Rio, plus de 100 favelas ont dû dans les dernières années reculer devant les projets d'infrastructure. Et la liste désignant ces favelas a été publiée juste au lendemain de l'élection de Rio pour accueillir la coupe du monde de football ! C'est dire que ces plans existaient déjà bien avant. Avec ces décisions permettant que ces grands événements se déroulent ici, le coup d'envoi a été donné aux investissements, en particulier pour restructurer les villes du Brésil concernées – au mépris des intérêts et des besoins de la plus grande partie de la population.

Les coûts du logement et de la vie ont tant grimpé en peu de temps dans les villes qu'une augmentation des salaires ou un accès plus aisé au crédit et aux biens de consommation ont de moins en moins de répercussions positives sur la situation. Bien sûr, la propagande gouvernementale met en avant le prétendu bon développement de la « merveilleuse ville » de Rio de Janeiro, mais plus ça va et moins nombreux sont ceux qui peuvent rester vivre en ville sans accepter une baisse importante de leur qualité de vie. A cause de la hausse des prix, ils sont obligés de quitter leur quartier et seront expulsés de la favela qu'ils avaient érigée collectivement de leurs propres mains au fil des années.

(4) Surnommé le Haussmann tropical, Francisco Pereira Passos a, entre 1902 et 1906, procédé à une grande rénovation urbaine de Rio, accentuant notamment la ségrégation spatiale entre riches et pauvres.

C'est dans ce contexte que naît la résistance. Comment est-ce qu'elle se constitue et s'organise ?

Au cours des dernières années, sont apparues de nombreuses formes de résistance contre la violence imposée d'en haut pour mener à bien la restructuration urbaine. C'est ce qui se passe lorsque les habitants d'une favela s'opposent à leur expulsion par la force ou quand se constitue un Comité populaire de la Coupe qui va suivre d'un œil critique la préparation du championnat. La force de frappe du pouvoir avait pendant très longtemps été vraiment trop puissante. A tous les niveaux, celui du quartier, de la ville ou de la région, tant de mesures criminelles de restructuration prises au mépris des droits de l'homme avaient été simultanément mises en œuvre qu'il semblait carrément impossible de développer une puissance propre qui permette une résistance élargie. Aux formes organisées de résistance s'est heureusement jointe, à partir de juin, une partie des mouvements de protestation, dont les participants sont descendus dans la rue très spontanément et par millions, venant rééquilibrer un peu ce rapport de forces inégal.

Les manifestations massives ont tout d'abord pris principalement la forme de protestations contre les nouvelles hausses des tarifs d'un réseau de transports au fonctionnement bien incertain et contre la façon dont est organisée la Coupe du monde, au centre des évolutions négatives de ces dernières années. A cause des projets de construction, les ouvriers et les ouvrières ont été délogés par les expulsions ou par la hausse des loyers et repoussés dans des quartiers éloignés. Ce qui fait que, pour se rendre sur leur lieu de travail, ils doivent passer beaucoup plus de temps dans des bus

bondés et pris dans des embouteillages interminables. Et ils doivent aussi payer toujours plus pour cela – toutefois c'est l'employeur qui paie le transport à ceux qui ont un emploi régulier. Il est évident que les nombreux millions que des politiciens corrompus prélèvent dans les deniers publics destinés aux travaux de construction des stades et des infrastructures qui les accompagnent pour les distribuer à la mafia organisée dans les secteurs de la construction et des transports, manquent à tous les niveaux dans des secteurs comme l'éducation et la santé. C'est pour ça que beaucoup de ceux qui ont été touchés ont exprimé leur ras-le-bol tous ensemble et au même moment : « Nous n'accepterons plus d'augmentations tarifaires au profit de la mafia des transports » et : « la Coupe du monde n'aura pas lieu ! »

C'est dans la mégapole de São Paolo qu'a commencé le mouvement de revendication de la gratuité des transports publics. Qu'y-a-t-il derrière ce mouvement ?

Là, tu parles de la relation intéressante qu'il y a eu entre les mouvements sociaux organisés et les manifestations de masse spontanées. Pendant des années, il y a eu dans plusieurs villes du Brésil des mouvements sociaux urbains, plutôt ancrés dans le milieu étudiant, contre les augmentations des tarifs de transport, pour des transports publics et contre leur privatisation. Dans les dernières années des manifestations, parfois puissantes comme à Florianopolis, eurent lieu à chaque fois qu'étaient prévues des augmentations du prix des transports. Il y a un mouvement social qui s'est formé dans plusieurs villes, c'est le Movimento pelo Passe Livre (MPL = Mouvement pour la gratuité du ticket). Dans le cas du MPL de São Paolo par exemple, il s'agissait vraiment de la revendication du transport gratuit pour tous, autrement dit du financement public des transports en commun.

De façon soudaine et totalement inattendue, le mélange explosif qui résultait des développements précédemment évoqués, a provoqué des manifestations de masse dans les villes. Tout d'abord, le jeudi 20 juin dans plusieurs grandes villes, puis aussi dans plus de 400 villes dans tout le Brésil et avec plus de 4 millions de personnes dans les rues. La résistance à la mafia des transports en commun est devenu tout d'un coup un point de cristallisation

qui a fait sortir dans la rue des milliers de personnes dans tout le pays. Ici à Rio, c'est le Forum contre la hausse des tarifs de transport qui a appelé à manifester. En mai, alors qu'il n'y avait parfois que 20 à 30 participants aux rencontres du Forum, 3 000 personnes d'un coup se sont rassemblées après la grande manifestation du 20 mai, pour étendre le mouvement à des revendications supplémentaires, discuter et prévoir les prochaines étapes.

Qui est en fait sorti dans la rue au Brésil, quelle a été la composition de classe des manifestations?

C'est une question dont il a été beaucoup discuté ici et qui, en fin de compte, n'a pas trouvé de réponse claire. En premier lieu parce que le Brésil a la taille d'un continent et qu'il y a eu des manifestations dans plein de coins du pays. D'une part, dans les centres urbains, avec une large palette de revendications, comme celle contre la Coupe du monde avec des défilés de manifestants qui ont cherché à pénétrer dans le stade pendant la coupe des fédérations. Mais parfois aussi dans des régions plutôt rurales, sur des axes de circulation où des péages ont été réduits en miettes. Quoiqu'il en soit, les écoliers et les étudiants tendaient à être les plus nombreux dans les rues dans la plupart des mobilisations, en tant que soutiens comme en tant que protagonistes ; en revanche, on retrouvait bien en leur sein la plupart des segments de la classe moyenne.

Je pense que plus les manifestations étaient importantes plus tout cela se mélangeait. D'un autre côté, il y avait aussi des petites manifestations dont les protagonistes étaient manifestement des habitants des favelas, comme par exemple au moment de la lutte contre la disparition d'un habitant de la favela Rocinha (5), dont il est presque certain qu'il a été abattu par un policier de l'Unité de police pacificatrice (UPP) (6). « Où est Amarildo ? » est devenu l'un des cris de ralliement des manifestations bien au-delà de Rio.

Même si les manifestations, ici à Rio, se sont plus fortement propagées dans les banlieues, le rôle de la police militaire dans « la tuerie de Maré » a toutefois constitué un signal clair. Dans la favela de Maré il y a eu au moins 10 morts en une nuit de terreur consécutive à une manifestation. On a ainsi eu une indication sur la façon dont l'Etat pourrait intervenir s'il venait aussi à l'esprit des classes inférieures de sortir en masse dans les rues de leur quartier, sachant que la plupart des manifestations avaient plutôt jusque-là été géographiquement circonscrites dans le centre-ville ou dans les quartiers habités par la classe moyenne.

Quels sont les liens entre les mouvements de São Paulo et ceux de Rio de Janeiro ?

Dans leur ensemble, les grandes métropoles régionales du Brésil sont d'une taille telle que, pour ce qui est des mouvements de résistance politique, chacun se concentre essentiellement sur sa propre région. Maintenir des contacts directs réguliers entre les groupes et les mouvements sociaux des métropoles représente un défi encore plus grand que d'arriver déjà à le faire dans sa propre région. Comme, lors de l'une des premières manifestations en juin à Rio, il y avait eu entre autres des slo-

(5) La favela la plus peuplée de Rio.

(6) Créée à la fin 2008, l'UPP est ce que nous appellerions une police de proximité, destinée à être implantée dans les favelas de Rio, soi-disant pour lutter contre le crime organisé et mener des politiques sociales !

gans contre les expulsions violentes dont Fernando Haddad, le maire PT de São Paulo, s'était rendu responsable, il s'est construit un pont symbolique qui, depuis, s'est renforcé par de nombreuses autres formes de manifestations de solidarité et d'échange entre les mouvements des deux métropoles. Comme dans toutes les régions je pense que ce mouvement de protestation a amené beaucoup d'avancées, notamment pour ce qui concerne le travail en commun et les contacts entre les mouvements sociaux à Rio et à São Paulo ; là, en même temps, ce sont surtout les échanges et le travail en commun entre les habitants des banlieues et les mouvements sociaux des catégories inférieures qui restent un défi permanent, pas facile à tenir.

Dans quelle mesure le cycle global de révoltes (Egypte, Turquie etc.) a-t-il eu une influence sur le déclenchement des mobilisations au Brésil ? Et, en relation avec cette question, celle du caractère « national » et « nationaliste » des mouvements brésiliens ?

L'influence du cycle global de révoltes ne doit pas être sous-estimé, surtout, je pense, pour ce qui concerne le répertoire des façons possibles de porter dans la rue sa colère sous la forme d'une manifestation. La présence dans les médias des mouvements de masse et des émeutes tout autour du globe en 2012 a certainement impressionné les gens d'ici, surtout les jeunes, et accru à coup sûr le désir d'être un jour à son tour le protagoniste de tels processus. Et ce d'autant plus que jamais plus arrogante et plus insensée politique de la ville que celle de ces dernières années n'a été imposée, contre la volonté de beaucoup et dans le seul intérêt du capital (d'investissement). Dans beaucoup de slogans, les manifestants se référaient aux manifestations d'autres pays : « Nous en avons fini avec l'inertie, ici ça va être bientôt la Grèce ! »

Chez une partie des manifestants, le nationalisme s'est exprimé avec force via le drapeau et l'hymne national. Si l'on en juge d'un point de vue de gauche, il y a là une divergence totale. Les camarades parlent d'un « nationalisme diffus », qui constitue un problème dès lors que manquent d'autres points de référence et figures d'identification, et peut devenir un problème plus grave lorsqu'il s'approfondit et se renforce. C'est ainsi, mais en lui donnant un rôle prépondérant, que l'ont considéré les cercles libertaires qui se sont nettement élargis dans le cadre des manifestations. Les courants de tendance autoritaire font, tout comme de larges pans de la population, une référence tout à fait positive au nationalisme brésilien. Selon moi, le fait qu'avant tout tant de jeunes pendant les manifestations se réfèrent d'abord à « leur » nation est un gros problème, et nous devons essayer de comprendre quelles en sont les raisons.

C'est précisément ce même nationalisme de carnaval vert-jaune que des médias privés influents comme Globo, toujours en première ligne, ont tenté de mettre en avant. Le compte rendu par Globo d'une manifestation de 10 000 participants dont peut-être 50 avec le drapeau national, a ainsi été illustré par l'image de l'un de ces drapeaux agité par un individu isolé sur les marches du Théâtre national. Cela dans le but de manipuler à la fois la production d'une image et la dynamique en cours, les manifestations devenant « pour les Brésiliens et contre la corruption », et vidées ainsi de leur contenu politique. Cela a réussi aux grands médias, mais moins que d'habitude dans les périodes moins mouvementées. A travers ce que permettent les réseaux sociaux et les publications

sur le Net, de la contre-information a été constamment produite et la rue elle-même est enfin devenue un lieu où justement les gens se retrouvaient directement, sans médiation, et où ils communiquaient les uns avec les autres de façon diversifiée et créative. Non seulement les médias privés n'étaient pas les bienvenus mais ils ont été souvent bruyamment expulsés, et, dans certains cas, leurs cars ont été incendiés.

Pour moi, l'expérience du 20 juin dans le centre de Rio a été très marquante et a montré à quel point la dynamique pouvait entrer en contradiction avec les tentatives de canaliser la spontanéité de la rue dans une direction donnée : tout d'abord, une grande partie de la manifestation, constituée de près d'un million de personnes, le plus souvent jeunes, ressemblait quasiment à une fête de la coupe du monde ; beaucoup étaient d'ailleurs réellement venus en vert et jaune. Ensuite, quand la police militaire postée devant le bâtiment de la mairie a soudainement tiré des gaz lacrymogènes et des balles en caoutchouc sur les manifestants et que s'est déclenchée une battue brutale de plusieurs heures dans le centre-ville, les manifestants ont répondu en masse par une destruction massive des infrastructures urbaines. En peu de temps, tout le terrain de la fête des fans de la Fifa s'est transformé en un grand brasier et les rues du centre ont été dévastées. Indépendamment de toute évaluation politique, l'ampleur des destructions et les énergies de résistance qui ont été libérées ce soir-là sont impressionnantes.

Comment a réagi la sphère politique institutionnelle face à ces mouvements et ces manifestations massifs, aussi bien à Rio qu'à São Paulo ?

La police a réagi directement avec une grande violence, ce qui a tout d'abord accru la mobilisation, et le comportement de la police militaire a fait apparaître clairement, aux yeux de larges portions de la société que représentent les catégories sociales inférieures et les habitants des favelas, à quel point la dictature militaire, qui a pris fin officiellement en 1985, n'a en rien été dépassée. « Dans la favela les balles ne sont pas en caoutchouc » ou « le policier qui réprime dans la rue est le même qui tue dans les favelas » en sont l'expression verbale. Des journalistes ayant aussi été blessés par des balles en caoutchouc dans les premières manifestations, il y a même eu d'importants médias privés conservateurs qui ont critiqué, sur le moment, le comportement de la police.

Dans l'ensemble, médias et institutions publiques tentent, depuis le début, de mettre sur le dos d'émeutiers isolés toutes les formes d'action collective directe et violente contre les biens publics ou privés qui empêchent les honnêtes citoyens de manifester pacifiquement en exerçant leurs droits démocratiques et devront être poursuivis avec sévérité. Une partie de la gauche a elle aussi pris position de façon plutôt malencontreuse et porte ainsi la responsabilité d'un affaiblissement du débat politique sur les revendications qui se sont fortement exprimées dans les manifestations, au détriment d'un débat qui s'en trouve du coup réduit aux pour et aux contre la violence dans la rue.

Comment se situent ces mouvements par rapport aux « mouvements historiques », par exemple ceux des paysans sans terre (MST) et des syndicats (surtout dans les centres industriels) ?

Le MST et les autres mouvements puissants dans le pays depuis les années 1980

«Protestation et contre-révolution»

◆ Le n° 63 (janvier 2014) de *Comunismo*, l'organe en espagnol du Groupe Communiste Internationaliste, est presque entièrement consacré au Brésil (hormis quelques recommandations de lectures) sous le titre « Brasil : Protesta social y contrarrevolución » : la rédaction (la revue rappelle que les articles ne sont pas signés individuellement parce qu'ils expriment un point de vue collectif) donne une analyse du mouvement de protestation qui s'est étendu depuis juillet 2013 depuis São Paulo à tout le Brésil après l'annonce d'une augmentation des tarifs des tickets des transports publics.

Cette analyse part du point de vue qu'il s'agit d'un mouvement prolétarien, même si ses adversaires (et ils sont nombreux selon *Communismo*, depuis le Parti des travailleurs au pouvoir jusqu'à l'opposition de droite et d'extrême gauche en passant par les ONG et les intellectuels qui soutiennent le gouvernement et le capital) dénigre ses participants en les qualifiant d'indigènes, de paysans, d'étudiants, etc. sans parler du terme à la mode de vandales. Sur 35 pages, elle souligne la conjonction de plusieurs résistances aux transformations de la société brésilienne qui vont de pair avec la désignation du pays comme hôte de la prochaine coupe du monde de football en 2014 et des Jeux olympiques en 2016 : résistances à l'urbanisation accélérée du pays entraînant la disparition des favelas, résistances des sans-terres qui se voient expropriés du peu qu'ils possèdent et redoutent les projets miniers grands destructeurs de forêts, résistances à la détérioration générale des conditions de vie des plus pauvres, etc. ; toutes résistances qui ont trouvé à s'exprimer d'une seule voix dans la demande d'une gratuité (la révolte des *catracas*, les tourniquets) de ces transports publics tellement dégradés qu'une majorité de la bourgeoisie brésilienne a choisi l'hélicoptère comme mode favori de transport.

Communismo souligne les forces (auto-organisation des groupes de contestataires en défiance des partis et des syndicats) mais aussi les faiblesses d'une lutte qui ne sait pas encore transformer ses forces en un regroupement des divers mouvements de contestation en vue de détruire le capital.

Enfin, et *Communismo* ne manque pas de rapprocher la situation en Turquie de celle du Brésil et marquer ainsi une certaine conjonction des luttes prolétariennes au niveau mondial, le (ou les) rédacteurs(s) de l'article en appellent à l'unité mondiale du prolétariat contre le capital pour « une dictature des nécessités humaines contre la dictature du profit du capital ».

Quatre annexes viennent compléter l'analyse, que l'on devine bien choisies en ce sens qu'elles ne font qu'illustrer le point de vue de *Communismo* et ne semblent pas rendre compte de la diversité du mouvement de contestation : « Vu de l'extérieur du Brésil, ce que nous décrivons dans ce chapitre *[3, à propos d'un mouvement réellement prolétarien]* paraît forcer le trait et certains camarades qui ont lu le brouillon de cet article pensent que notre description est exagérée. » (p. 28)

Contacts : (sans mention du nom) BP 33, Sant-Gilles (BRU) 3, 1060 Bruxelles, Belgique ; ou info@gci-icg.org et http://gci-icg.org

ont marqué par leur culture de la révolte toute une génération de mouvements sociaux en Amérique latine. Ici, en ville, être politiquement actif signifie toujours porter aussi un regard plein de respect et de grande mélancolie sur les pays où s'est organisée une résistance plus concrète et plus puissante. Avec les manifestations actuelles sont apparues dans les villes de toutes nouvelles formes, et des rapports tout à fait différents entrent en jeu. Même au sein du MST, on avait du mal, à cause des courants plutôt autoritaires existant dans ce très large mouvement, à savoir comment s'y prendre avec le caractère politiquement incontrôlable des masses.

Quelques groupes de nervis ont profité des tendances droitières, effectivement présentes chez une partie des contestataires, pour tabasser les porte-drapeaux de gauche. Un auteur issu du MST a prévenu, sur la page internet du journal de gauche *Brasil de Fato* où il commentait les événements, que ceux-ci pouvaient conduire à un putsch militaire, tendance ultime de ce qu'exprime la position « sans parti » largement répandue dans les manifestations, immédiatement interprétée par la gauche autoritaire en « antipartis » et diabolisée en tant que telle.

Où en est aujourd'hui le mouvement de contestation au Brésil ?

La grande vague de protestation dans tout le Brésil a reflué, mais il y a des étincelles un peu partout et une résistance permanente qui a pris des proportions inédites, non seulement en ce qui concerne le développement des mouvements sociaux mais aussi les manifestations spontanées. Juste maintenant *[septembre 2013]*, on pouvait lire que des femmes et des hommes habitant une petite ville dans le sud de l'Etat fédéral de Rio, ont manifesté spontanément contre les contrôles de police arbitraires qui avaient provoqué un accident ayant entraîné la mort d'une motocycliste ; plusieurs véhicules de police ont été incendiés et un bâtiment de la police réduit en miettes. De même que, lors des émeutes se produisant presque tous les jours, des passagers ont démoli ou ont mis le feu aux trains dans lesquels ils restaient quotidiennement en plan à mi -trajet, il s'agit là de formes pertinentes d'actions directes spontanées et ciblées. On n'est pas près d'être tranquilles !

En ce qui concerne le mouvement social, certaines de ses composantes se sont radicalisées, celles qui, sous le vocable de « Black Bloc », suscitent beaucoup de débats dans les médias et sont de plus en plus criminalisées par l'Etat. En ce qui concerne les syndicats, qui sont en général proches du gouvernement et fortement bureaucratisés, les travailleurs et travailleuses, comme en ce moment les enseignants et enseignantes des écoles publiques de Rio, apportent un nouvel élan de la base dans le cycle de luttes bien diversifié qui s'est ouvert postérieurement dans un paysage syndical largement corrompu.

Mais, dans l'ensemble, une grande partie de la gauche est marquée par une attitude qui considère comme bonnes la contestation et la résistance tant qu'elles servent à exercer une pression sur le gouvernement PT sans pour autant l'ébranler. D'emblée surgit alors la menace d'un glissement à droite qui serait encore un soi-disant moindre mal, tout comme pour les élections : « Contre la politique du gouvernement PT d'accord mais, s'il vous plaît, il nous faut tout de même voter tous les quatre ans ! »

Existe-t-il une expression politique de

ces mouvements sociaux réellement capable de remettre en question le pouvoir des dirigeants ?

Les mouvements de protestation ont connu d'incontestables succès concrets. Les hausses du prix des transports ont été abrogées dans beaucoup de villes, ce qui montre que c'est l'action directe qui, en attaquant et en détruisant banques, bâtiments officiels et infrastructures publiques, est seule à même de contribuer à exercer la pression nécessaire. Il y a eu d'autres succès, ici-même à Rio, comme la suspension des projets de démolition de la favela Vila Autodromo et du musée indigène, correspondant à des revendications directement issues des mouvements de protestation de 2012.

Le climat politique a globalement changé. A l'arrogance des gouvernants vient certainement s'ajouter encore plus fortement qu'auparavant la crainte des réactions possibles de ceux d'en bas. A tous les niveaux de la structure fédérale, la cote de popularité des gouvernants a chuté de façon drastique. Pourtant, le système politique est encore solidement en selle, aucune tête politique n'est tombée jusqu'à présent et la présidente Dilma a répondu aux manifestations par un discours de 10 minutes à la télévision nationale avec cinq « pactes » formulés sur un mode superficiel, se basant en outre sur l'idée que la croissance économique incontestable dans le cadre du « nouveau développementalisme » et l'augmentation des profits tirés du pétrole allaient démontrer leur puissance dans l'avenir.

Nous avons encore un long chemin devant nous mais encore du temps d'ici la Coupe du monde et les Jeux olympiques pour mieux nous organiser sur une base plus large. Comme les développements économiques et les décisions politiques qui leur sont liées vont susciter des contestations et aggraver les contradictions sociales, cela va provoquer à coup sûr une nouvelle pression venue d'en bas, et elle sera bien perceptible et visible. La situation promet de rester passionnante.

(Traduit de l'allemand par L. M.)

Une version plus longue (en allemand) est disponible sur http://www.debatteforum.wordpress.com

Afrique du Sud

◆ « "Les ouvriers sont devenus plus déterminés". Marikana, un an après » dans le n° 95 (hiver 2013-2014) de la revue allemande *Wildcat* signale la traduction en allemand du livre d'entretiens avec des mineurs édité en anglais sous la direction de Peter Alexander, Thapelo Lekgowa, Botsang Mmope, Luke Sinwell et Bongani Xezwi, Marıkana : *A View from the Mountain and a Case to Answer*, Jacana Media (Afrique du Sud), 2012, que *Wildcat* avait recensé dans son n° 94 (voir *Echanges* n° 114, p. 21).

A cette occasion, la revue donne des extraits d'une discussion entre Primrose Sonti (présidente de Sikhala Sonke, Ligue des femmes de Marikana), Bheki Buthelezi (militant entre autres dans le Mouvement des habitants des mines et membre de l'organisation Marikana Support Campaign), Thapelo Lekgowa (journaliste et chercheur) et Trevor Ngwane (militant et ancien maître de conférences en sociologie, membre de l'organisation Marikana Support Campaign). D'où il ressort que les femmes sont toujours bien organisées, comme pendant la grève, pour pallier les mille et une misères de la vie quotidienne (routes impraticables par temps de pluie, pas d'électricité ni eau courante, logements de fortune, etc.) et que les mineurs sont plus déterminés qu'avant à ne pas baisser les bras, ainsi que le souligne la citation extraite de l'intervention de Thapelo Lekgowa qui donne son titre à l'article de *Wildcat*. Article qui se termine par un appel à soutenir les mineurs dans le cadre de la campagne de soutien à Marikana en envoyant de l'argent sur le compte : Dr Jakob Krameritsch, Bank Austria ; IBAN : AT161200010004742457 ; BIC : BKAUATWW ; objet : Marikana Support Campaign.

Libye

◆ « La Libye, deux ans après » dans le n° 52 (novembre 2013) de la revue en espagnol *Etcétera* évoque ce que la population de ce pays subit alors que les revenus du pétrole servent à financer les compagnies qui sont à l'origine des difficultés actuelles et qui continuent à jeter de l'huile sur le feu.

« Mais une série de grèves des travailleurs des usines d'extraction et de raffinement du pétrole, des dockers et, même, de la police, ont paralysé à plusieurs reprises les exportations depuis cet été. » Ce qui pour le moment remplit les prisons que Kadhafi a léguées à ses adversaires politiques.

◆ Dans *Courant alternatif* n° 235 (décembre 2013) : «Libye, une société perdue ?»

Egypte

◆ Dans le n° 52 (novembre 2013) de la revue en espagnol *Etcétera*, un article « Egypte, chaos et retour en arrière » rappelle opportunément que depuis le coup d'Etat de Nasser en 1953, l'armée et les Frères musulmans n'ont cessé de s'entendre malgré leurs différends pour tenir l'Egypte en coupe réglée. La mainmise actuelle des militaires sur le pouvoir d'Etat et la persécution des Frères ne fait que répéter le passé récent ; les uns et les autres ont trop d'intérêts dans l'économie du pays et la politique internationale dans cette zone du Proche-Orient implique trop d'acteurs pour que l'armée et les Frères ne s'entendent pas, ouvertement ou secrètement, comme il en a été de nombreuses fois sous les régimes précédents.

Cet article est accompagné de dessins de Golo, pseudonyme de Guy Nadeau, né en France en 1948, résidant en Egypte depuis une vingtaine d'années. (*Etcetera, correspondancia de la guerra sociale* C/ Violant d'Hongria, 71-1° 08028 Barcelona. Site Internet : http://www.sindominio.net/etcetera/)

◆ « Dead End : "Mahalla" et la démocratie. A propos du putsch en Egypte » (*Dead End,* en anglais, signifie impasse), dans le n° 95 (hiver 2013/2014) de la revue allemande *Wildcat* analyse les événements récents en Egypte qui ont précédé et suivi le coup d'Etat des forces armées au début juillet 2013. Il rappelle tout d'abord qu'en Egypte les campagnes et les usines étaient en ébullition bien avant les rassemblements sur la place Tahrir qui ont mené à la chute de Moubarak; qu'au début ces rassemblements donnaient une expression politique à ce qui jusque-là n'étaient demeuré que des revendications économiques, mais que les ouvriers n'ont pas su créer une organisation spécifique et qu'ils se sont rapidement retrouvés débordés par des partis religieux, libéraux ou de gauche s'instituant leurs représentants. Parce que l'Egypte ne

compte pas de grandes entreprises, bien que le tissu industriel soit de fait monopolistique puisque contrôlé par une élite, principalement militaire, les ouvriers n'ont jamais pu surmonter leurs divisions et former une organisation unitaire. Les classes moyennes urbanisées ont alors rempli ce rôle de coordinateur. Les Frères musulmans ont échoué à conserver le pouvoir parce qu'ils ont échoué à répondre aux revendications des travailleurs, lesdits travailleurs se moquant bien si ceux qui les exploitent respectent la charia ou non ; ils se battaient pour un salaire minimum que les Frères n'ont pas su mettre en place. Les militaires le promettent dans le service public mais pas dans le privé. De toutes les façons, sa mise en œuvre se heurtera à l'état des finances publiques et la modernisation de l'industrie textile entraînera des dizaines de milliers de chômeurs ; se préparant à des troubles, le régime rappelle les anciens policiers proches du gouvernement de Moubarak. Possesseurs de nombreux intérêts économiques, les militaires, aidés par l'élite des classes moyennes urbanisées, cherchent à mettre fin au chaos. Pour *Wildcat,* la classe ouvrère se trouve face à une tâche immense et les migrants ont un rôle important à jouer parce que, répandus dans tout le Moyen-Orient, ils peuvent servir de lien entre différentes régions du monde. L'Arabie saoudite, par ailleurs soutien des fractions sunnites en Egypte, l'a senti et a adopté récemment des lois répressives contre ses propres migrants, principalement asiatiques, dont les grèves se multiplient.

◆ Dans *Courant alternatif* n° 236 (janvier 2014) : « La révolution, la démocratie et l'armée, quelques réflexions sur la situation en Egypte. »

◆ *Le Prolétaire* n° 509 (septembre, octobre, novembre 2013) : « Quelques réactions politiques à la prise du pouvoir par l'armée en Egypte. »

◆ *Bilans et Perspectives* n° 14 (janvier 2014) : « Les événements de Port Saïd », « Le prolétariat égyptien entre le marteau et l'enclume de la bourgeoisie » (http://www.left-com.org/files/2014-01-15-bilan-et-perspectives.pdf)

◆ *A contre Courant* n° 250 (janvier 2014) : « La situation

en Egypte »,entretien avec Gilbert Achar.

◆ *Mouvement communiste, Bulletin n°5* (septembre 2013) : « L'armée emploie la force pour reprendre le contrôle de l'exécutif ; les Frères se préparent à un long combat ; le prolétariat tarde à entrer en scène pour lui-même. » http://mouvement-communiste.com/documents/MC/Leaflets/BLT1308FRVF.pdf

Turquie

◆ *Bilans et Perspectives* n° 14 (janvier 2014) : « Du sauvetage d'un parc à la grève de 500 000 ouvriers. » (http://www.leftcom.org/)

Etats-Unis

◆ *Courant alternatif* n° 234 (novembre 2013) : « Etats-Unis, Grève des fast food, la colère gronde, la lutte hésite. »

Cambodge

◆ *Bilans et Perspectives* n° 14 (janvier 2014) : « Guerre de classe au Cambodge ».

Chine/Europe

◆ « Travailleurs en Chine et dans des usines chinoises aux portes de l'Union européenne », dans *Courant alternatif* n° 234 (novembre 2013) : compte rendu d'une rencontre autour de la brochure d'Echanges *La Chine débarque dans l'UE, investissements chinois et conditions d'exploitation pour une production made in Europe* » disponible à Echanges ou sur http://oclibertaire.free.fr/spip.php?article1444

Guyane

◆ *Alternative libertaire* n° 234 (décembre 2013) : »Grève étudiante en Guyane. »

Industrie automobile : luttes et divisions de classe

◆ Surproduction, délocalisations, opposition entre ouvriers embauchés sous plusieurs formes de contrat, du CDI au CDD en passant par l'intérim, font obstacles aux luttes dans l'industrie automobile selon un article, « Industrie automobile : luttes et divisions de classe », dans le n° 95 (hiver 2013-2014) de la revue allemande *Wildcat*. La carte des luttes dans ce secteur est déchiquetée : si les grèves, en 2012 et 2013, à Maruti Suzuki (Inde) ont signifié un tournant lorsque les travailleurs, titulaires et précaires unis, ont remporté une victoire, à la fois par des augmentations de salaire et des améliorations dans les conditions de travail, en contrepoint la grève récente en France contre la fermeture de l'usine PSA à Aulnay-sous-bois a témoigné des divisions entre travailleurs et n'a abouti à rien (*Wildcat* reprend ici l'analyse de Mouvement communiste que l'on trouvera sur mouvement-communiste.com/documents/MC/leaflets/BLT1304FRVF1.pdf). En conclusion, l'auteur de l'article appelle à soutenir les luttes des travailleurs partout dans le monde, et dans tous les secteurs industriels, et à entrer par exemple en usine par l'intermédiaire des agences d'intérim afin d'acquérir une expérience qui puisse servir à nourrir les discussions au niveau international.

Après Fukushima

◆ L'annonce, dans une note de lecture, de la traduction en espagnol (éd. Pepitas de calabaza, 2013) de l'ouvrage de Nadine et Thierry Ribault, *Les Sanctuaires de l'abîme. Chronique du désatre de Fukushima* (éditions de l'Encyclopédie des nuisances, 2012), et un courrier signé par Bruno Heinzer s'arrêtent sur l'après-Fukushima au Japon dans le n° 52 (novembre 2013) de la revue en espagnol *Etcétera*. Quelques coquilles entachent la note de lecture, principalement une qui situe le Tōhoku, région où se trouve Fukushima,

dans le nord-ouest du pays alors que Tōhoku signifie nord-est ; rien de bien important. Il en va autrement avec le courrier de Bruno Heinzer. Ce militant de Greenpeace trace un portrait de Tōkyō après Fukushima qui se base sur de nombreux préjugés et a priori. Il décrit un Japon totalement désinformé (p. 46) où la contestation, même non-violente, serait inexistente (p. 46-47) ; puis se contredit lorsqu'il donne des exemples de luttes : résistances à la construction de l'aéroport de Narita, près de Tōkyō depuis les années 1970 jusque dans les années 2000, manifestations contre le tout-nucléaire depuis 2012 (p. 49-49). Toutes luttes spectaculaires, ce militant semblant ignorer totalement les luttes partielles dont les médias ne se font pas l'écho : d'un quartier contre l'ouverture d'une station de métro, du boycottage d'une entreprise par ses voisins, de grèves sauvages ou de sabotages dans une usine ou simplement un atelier, etc. Il n'aime rien tant que les manifestations des anti-nucléaires dans le quartier des ministères chaque vendredi (les chiffres qu'il cite de plusieurs milliers de manifestants sont probablement exagérés) et trouver une alimentation bio et des livres anarchistes dans le quartier de Kōenji (p. 49). Il exprime finalement une vision sommaire de Tōkyō et du Japon qui lui fait écrire que « pendant de nombreuses années personne n'achètera de poisson, de riz ni de légumes de la région de Fukushima » (p. 48). Tout le monde au Japon sait que, hormis une brève période après l'accident, les produits provenant de la préfecture de Fukushima se vendent dans tout le pays, et sont certainement même exportés pour partie. Par ailleurs, ce ne sont pas simplement les produits provenant de la région du Tōhoku qui sont contaminés ; on trouve dans les eaux autour de l'île de Shikoku, à plusieurs centaines de kilomètres de Fukushima et de Tōkyō, par exemple, de beaux poissons gavés de césium et autres merveilles. Les habitants des Amériques eux, trouvent toutes sortes d'épaves sur les côtes du Pacifique dont il ne faut certainement pas approcher un compteur Geiger.

Le Japon, un pays figé où le sacro-saint confucianisme expliquerait tout selon Bruno Heinzer, mais où les faits sont têtus et connus pour qui ne se contente pas des apparences.

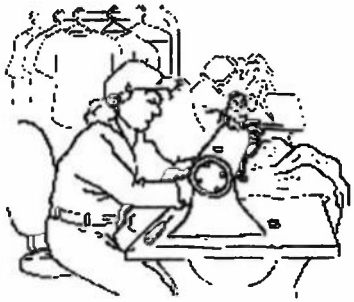
De la place Tahrir à la Puerta del Sol : des idées nouvelles ?

◆ « Sur les places ! » dans le n° 95 (hiver 2013-2014) de la revue allemande *Wildcat* s'interroge sur l'occupation des places en centre-ville dans les luttes depuis quelques années, aussi bien aux Etats-Unis (Occupy) qu'en Europe, en Amérique du Sud que dans les pays d'Afrique et du Moyen-Orient : « Dans les occupations de places, une "multitude" *[concept forgé par Toni Negri en Italie et repris partout dans le monde par divers militants politiques qui nient l'action des ouvriers contre le capital, quand ce n'est pas leur existence même ; entre guillemets dans l'article de* Wildcat *(Note d'*Echanges*)]* devient sujet actif, une recomposition d'individus qui, avec leurs moyens, interviennent dans l'espace public (...) Le mouvement d'occupation des places a apporté des idées nouvelles sur les formes d'organisation et posé de nombreuses questions importantes. Est-ce terminé ou une nouvelle phase est-elle à venir ? » (p. 8 et 9).

LA CLASSE PRODUCTRICE DE PLUS-VALUE A L'ÉCHELLE MONDIALE

(1ère PARTIE)

Nous reprenons le flambeau d'un long débat qui ébranle le cognitif intellectuel des club marxistes. Ils sont maintenant de plus en plus nombreux (relativement à leur nombre) à déserter la théorie du prolétariat auquel ils tirent leur révérence. Mais avant de faire leurs adieux au prolétariat à pester sur les dégâts du progrès ils ont férocement argumenté leur départ, Marx à l'appui pour certains. Le dernier en date est Claude Bitot avec son livre « Repenser la révolution » (voir p.70).



Dans le texte qui suit nous nous efforcerons de montrer que la classe ouvrière, malgré l'introduction gigantesque du travail mort (automation, technologies de l'information, techno-science...) est toujours en expansion relative.

Nous avons déjà longuement débattu sur ce que Marx désignait par prolétaire, et sur ce point la définition était bien claire : « est prolétaire celui qui n'a que sa force de travail à vendre. » C'est une définition large, elle inclut pratiquement tout le salariat, les chômeurs, les sans-travail, c'est une définition sociale. Si tout travailleur productif est salarié, en revanche tout salarié n'est pas un travailleur productif. Certains salariés sont mêmes des exploiteurs, dès lors qu'ils administrent le sytème d'exploitation de l'homme par l'homme, les managers par exemple.

« Par rapport au capitaliste financier, le capitaliste industriel est un travailleur, travailleur en tant que capitaliste, c'est-à-dire un exploiteur du travail d'autrui. » (*Le Capital,* chapitre 23, t.3.)

Le prolétariat, nous l'assimilons avec certaines restriction à la population active qui comprend les chômeurs.

Passons maintenant à la définition économique du prolétaire créateur de plus-value.

« Pour distinguer le travail productif du travail improductif, il suffit de déterminer si le travail s'échange contre de l'argent proprement dit ou contre de l'**argent-capital.** » (*Un chapitre inédit du « Capital »,* éd. 10/18, p. 238.) A partir de cette définition Marx (*Un chapitre inédit du « Capital »,* p. 233) donne l'exemple du littérateur prolétaire de Leipzig, de la cantatrice qui, travaillant pour un patron, deviennent des travailleurs productifs en ce qu'ils valorisent le capital ; il dira la même chose dans une note du tome I du *Capital* sur un enseignant qui travaille dans le privé.

En effet on a trop souvent cette idée que seul le prolétariat industriel est créateur de plus-value parce qu'il créé des objets/marchandises. Marx,et c'est tout l'objet du *Capital,* démontre que seul « est donc productif le travail **qui valorise directement le capital** ou produit de la plus-value. » (*Un chapitre inédit du « Capital »,* p. 224. A contrario, un artisan par exemple produit une marchandise X ou un produit Y, il fait un travail productif, mais du point de vue de la production capitaliste il n'effectue pas de travail productif.

Ces jalons posés nous pouvons maintenant voir ce que représente au niveau mondial le prolétariat (population active) le prolétariat occupé (en déduisant les chômeurs) et le prolétariat créateur de valeur (ce qui est plus compliqué, les statistiques mondiales à ce niveau sont difficiles à déchiffrer).

Seulement, par élimination nous allons essayer de donner une vision plus large que les statistiques du Bureau International du Travail et de l'Organisation Internationale du Travail et pour la France du *Tableau de l'économie française* de l'Insee qui lui est plus précis.

En ce qui concerne l'approche mondiale, nous reproduisons un document de Michel Husson (1). Ce document ne tient pas compte du fait que, selon l'OCDE, plus de la moitié de la population active mondiale travaille au noir (travail ayant recours principalement à une exploitation sur la base de la plus-value absolue, c'est-à-dire utilisant un capital constant très faible). Nous avons là une importante contre-tendance à la baisse du taux de profit à laquelle il faut ajouter les 168 millions d'enfants officiellement exploités dans le monde.

Il ne faut pas oublier que l'agriculture est le premier pourvoyeur d'emplois de la planète, 40 % de la population active mondiale. Il y a forcément dans ces 40 % une part importante d'ouvriers agricoles.

Document de Michel Husson

Durant les années 1990, un phénomène décisif s'est produit avec l'entrée sur le marché mondial de la Chine, de l'Inde et de l'ancien bloc soviétique, qui a conduit à un doublement de la force de travail confrontée à la concurrence sur le marché mondial (2).

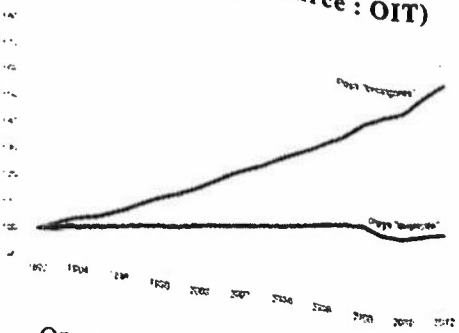
---

(1) Michel Huson, statisticien et économiste français travaillant à l'Institut de recherches économiques et sociales, connu pour ses travaux sur la politique de l'emploi. Né le 3 avril 1949 à Lyon, il a milité au PSU puis à la LCR et est aujourd'hui militant altermondialiste.

(2) Richard Freeman, « China, India and the Doubling of the Global Labor Force: Who Pays the price of Globalization? », *The Globalist,* juin 2005.

Les données de l'OIT (3) permettent une estimation du salariat à l'échelle mondiale. Dans les pays « avancés », il a progressé d'environ 20 % entre 1992 et 2008, puis stagne depuis l'entrée en crise. Dans les pays « émergents », il a augmenté de près de 80 % sur la même période (graphique 1).

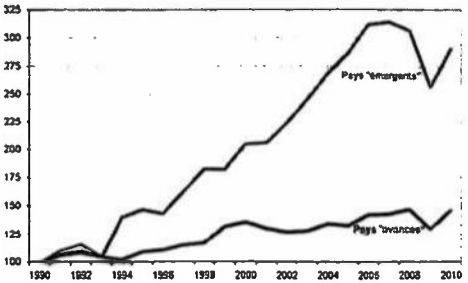
Graphique 1 : Salariat mondial (Base 100 en 1992 ; source : OIT)



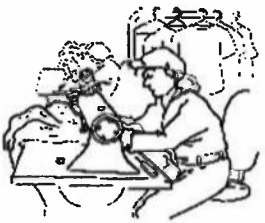
On retrouve le même type de résultat, encore plus marqué, pour l'emploi dans l'industrie manufacturière : entre 1980 et 2005, la main-d'œuvre industrielle a augmenté de 120 % dans les pays « émergents », mais baissé de 19 % dans les pays « avancés » (4).

Le même constat ressort d'une étude récente du FMI (5) qui calcule la force de travail dans les secteurs exportateurs de chaque pays. On obtient une estimation de la force de travail mondialisée, celle qui est directement intégrée dans les chaînes de valeurs globales. La divergence est encore plus marquée : entre 1990 et 2010, la force de travail globale ainsi calculée a augmenté de 190 % dans les pays « émergents », contre 46 % dans les pays « avancés » (graphique 2).

Graphique 2
La force de travail mondialisée
(Base 100 en 1990 ; source : FMI)



La mondialisation conduit donc tendanciellement à la formation d'un marché mondial et aussi à celle d'une classe ouvrière mondiale dont la croissance se fait pour l'essentiel dans les pays dits émergents. Ce processus s'y accompagne d'une tendance à la salarisation de la force de travail. Le taux de salarisation (la proportion de salariés dans l'emploi) augmente de manière continue, passant de 33 % à 42 % au cours des vingt dernières années. On vérifie également que cette tendance est plus marquée pour les femmes (graphique 3).

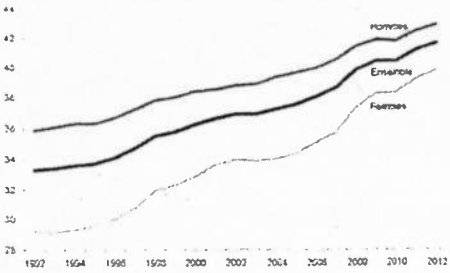


(3) ILO (OIT), Key Indicators of the Labour Market (KILM).

(4) John Smith, « Imperialism and the Law of Value », Global Discourse [Online], 2: 1, 2011.

(5) FMI, *Jobs and growth: analytical and operational considerations for the Fund*, mars 2013.

Graphique 3
Taux de salarisation dans les pays « émergents» (Source : OIT)

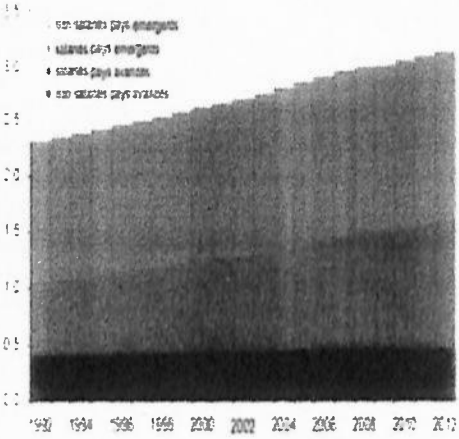


La dynamique de l'emploi dans le monde est illustrée par le graphique 4 et peut être résumée ainsi : quasi-stabilité ou faible progression de l'emploi dans les pays « avancés », augmentation seulement dans les pays « émergents » : +40 % entre 1992 et 2012, avec salarisation accrue (salariat : + 76 %, autres emplois : + 23 %).

Graphique 4
Répartition de la force de travail mondiale

Pour l'année 2012, les données de l'OIT conduisent à la répartition suivante de l'emploi mondial :

Emplois dans les pays « avancés »	0,47 milliard
Emplois salariés dans les pays « émergents »	1,11 milliard
Autres emplois dans les pays « émergents »	1,55 milliard
Emploi mondial	3,13 milliards



Cette classe ouvrière mondiale est extraordinairement segmentée, en raison d'écarts de salaires considérables, mais sa mobilité est limitée alors que les capitaux ont obtenu une liberté de circulation à peu près totale. Dans ces conditions, la mondialisation a pour effet de mettre potentiellement en concurrence les travailleurs de tous les pays. Cette pression concurrentielle s'exerce aussi bien sur les salariés des pays avancés que sur ceux des pays émergents et se traduit par une baisse tendancielle de la part des salaires dans le revenu mondial (graphique 5).

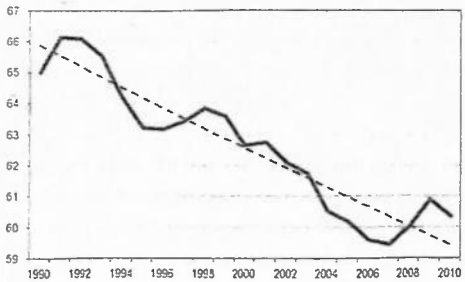
Moyenne des pays suivants :

Allemagne, Australie, Autriche, Belgique, Canada, Danemark, Etats-Unis, Espagne, Finlande, France, Irlande, Italie, Japon, Pays-Bas, Royaume-Uni, Suède.

Argentine, Brésil, Chili, Chine, Costa Rica, Kenya, Mexique, Namibie, Oman, Panama, Pérou, Russie, Afrique du Sud, Corée du Sud, Thaïlande, Turquie.

Note Hussonet n° 64, 18 décembre 2013 : La formation d'une classe ouvrière mondiale (http://hussonet.free.fr/classow.pdf).

Graphique 5
Part des salaires dans le revenu mondial, 1970-2010



(En pourcentages du PIB. Calculs propres à partir de Stockhammer, 2013 [6])

(6) Engelbert Stockhammer, « Why have wage shares fallen? », ILO (OIT), Conditions of Work and Employment Series No. 35, 2013.

Nous voyons déjà par cette première approche que nous sommes encore loin d'une disparition du prolétariat – et il ne s'agit que d'une première approche ; si nous ajoutons le travail informel en forte progression, les ouvriers agricoles, les ouvriers des transports (créateurs de valeur), les enfants (officiellement 168 millions) et tous ceux qui font fructifier un capital (artistes, enseignants...) nous avons là un premier tableau qui ne nécessite pas plus d'explications.

Cependant, nous devons voir s'il s'amorce un début de déclin de l' emploi dans les pays émergents, ce qui ne serait pas une surprise s'ils passent au stade d'un renouvellement inévitable de leur appareil productif (cas de la Chine et d'autres).

Cela fera l'objet de la deuxième partie.

G. Bad

Marxisme et crises

◆ Robin goodfellow nous a adressé ses deux derniers livres : *Aux fondements des crises ; le marxisme de la chaire et les crises* ; et *Le Marxisme en abrégé ; de la critique du capitalisme à la société sans classes.*

Le premier revient sur les concepts fondamentaux de la théorie de Marx : Crise de surproduction, suraccumulation, baisse du taux de profit, dévalorisation, etc. Il s'efforce également de montrer en quoi le marxisme vulgaire les dénature. Le second livre, plus tourné vers la vulgarisation, s'efforce de résumer dans un langage le plus accessible possible les concepts fondamentaux du marxisme. Ces livres peuvent être achetés en ligne : http://www.lulu.com/shop/robin-goodfellow/aux-fondements-des-crises/paperback/product- http://www.lulu.com/shop/robin-goodfellow/le-marxisme-en-abrégé.

La crise vue par Présence marxiste

◆ *Présence Marxiste* (janvier 2014) : « Crise économique ou crise sociale, effondrement du capitalisme ou renversement de la bourgeoisie ? » Dans cet article, on trouve des perles du genre : « A ce jour, la Chine est le géant de l'économie mondiale qui a pris la place des Etats-Unis » [voir les chiffres du PIB en 2012 : Union européenne 16 360 milliards de dollars, Etats-Unis 15 680, Chine 8 227] ou : « L'Australie, puissance maritime à l'abri d'invasions navales », ou encore : « Au total, la crise économique est jugulée sinon en reflux. » Suivent : « Sur une adresse aux révolutionnaires pour un rassemblement militant des énergies marxistes » et une « Adresse aux militants révolutionnaires».

Crise : le cas britannique

◆ Dans *Aufheben* n° 22 (2013-2014) : « What happened to the economic recovery in the West ? The case of the UK » et une critique du livre de David Graeber, *Debt : the first 5 000 years* (en anglais).

Ceux pour qui « démocratiser, c'est technifier »

◆ De PMO (Pièces et main-d'œuvre) : « Voici Fleur et Jeremy (...) En attendant leurs hologrammes géants ou miniatures, issus de vos imprimantes 3D, voici deux points de vue sur ces hérauts : "Troisième révolution industrielle : Jeremy le prophète de bonheur" : www.piecesetmaindoeuvre.com/spip.php?page=resume&id_article=456 "Fleur Pellerin : le cyberflicage au féminin" : www.piecesetmaindoeuvre.com/spip.php?page=resume&id_article=459)... l'Américain Jeremy Rifkin, avec ses projets de cybersocialisme et de "dépassement du capitalisme" par "la révolution technologiqu" ravit la gauche, des hackers aux ministres socialistes, des start-up innovantes aux intelligences artificielles et universitaires. C'est que pour la gauche démocratiser, c'est technifier. Remplacer le gouvernement des hommes par l'administration des choses, et pour cela, des hommes faire des choses : hybridation, réifications, cyborgs, hommes-machines, pilotage par les sciences sociales et les statistiques (*big data*), couplées à l'Internet des objets. C'est nous les objets. »

Nouveau taylorisme

◆ Présentation de « L'âge du nouveau taylorisme, critique des théories sur les nouvelles organisations du travail » de Laurent Baronian. Copie à Echanges ou sur http://regulation.revues.org/10324

Mineurs anglais

◆ *KSL*, bulletin de la Kate Sharpley Libray n° 77 (janvier-février 2014), contient entre autres biographies et revues de livres (en anglais) une recension du livre de Dave Douglass *Ghost Dancers, The Miner's Last Generation* (Christie Books). Ce dernier titre de la trilogie *Stardust and Coaldust* est décrit dans *KSL* comme une source primaire et essentielle de l'histoire de la grève des mineurs de 1984-1985. Rappelons qu'une polémique avait opposé Echanges à Dave Douglass, alors bureaucrate du syndicat des mineurs britanniques, le NUM. Douglass se faisait l'avocat du syndicalisme contre le communisme de conseils, analysé par lui comme une idéologie ; il s'agissait en fait d'une prise de position contre l'autonomie de l'action ouvrière (voir *Good bye to the unions*, brochure disponible à Echanges ; et *To The Bitter End : la grève des mineurs en Grande-Bretagne*, d'Henri Simon, éd. Acratie, 1987).

Surveillance généralisée : la protestation anti-technologique ne suffit pas

◆ Les révélations d'Edward Snowden ont secoué la planète du renseignement mais elle est en train de se réorganiser : des lois vont être votées pour légaliser ce qui était autrefois illégal et la surveillance de tous par l'appareil étatique ne cesse de s'étendre grâce aux progrès rapides de la technique. C'est le constat dressé par le n° 95 (hiver 2013/2014) de la revue allemande *Wildcat* dans « Une petite fuite peut couler un gros bateau. Pe-

tites causes, gros effets». Cet article ne voit pas d'autre possibilité de s'opposer à cette surveillance de tous les instants sinon dans un mouvement anti-capitaliste (et non uniquement anti-technologique) de masse ; en effet, le nombre rend de facto inopérante toute surveillance individuelle. En attendant, cette abondance de données récoltées par tous les moyens (sur Internet, mais aussi, comme traditionnellement, par l'ouverture de courriers privés, par des observations physiques, etc.) vulnérabilise les services secrets qui, contraints d'employer de plus en plus d'êtres humains pour analyser ou simplement trier ces données, se livrent aux dangers de la publicité ainsi que l'ont montré les lanceurs d'alerte Bradley Manning et Edward Snowden, pour citer les plus célèbres, recrutés sans les exigences qui avaient cours autrefois dans les milieux d'espionnage.

Syndicalisme

◆ *Sud Education Aquitaine*, lettre n° 49, supplément 1 : *Le syndicalisme travaillé par l'associationnisme* (26 rue Paul-Déroulède, 33800 Bordeaux).

Pussy Riot

◆ Un compte rendu de lecture dans le n° 29 (janvier 2014) de la revue *Critique sociale, Bulletin d'informations et d'analyses pour la conquête de la démocratie et de l'égalité* de la *Lettre de Mordovie* de Nadejda Tolokonnikova (une des membres du groupe punk russe Pussy Riot rendu célèbre en dehors de la Russie par l'irascibilité de Vladimir Poutine), parue en 2013 aux éditions L'Insomniaque.

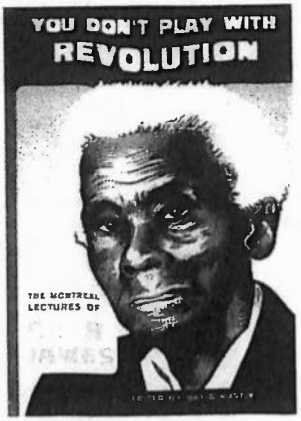
Racisme et lutte de classe

◆ « Avec la persistance d'un chômage de masse dans la durée, la concurrence entre êtres humains se durcit, ce qui entraîne une aggravation de la violence sociale. Parallèlement, différents réactionnaires attisent les haines et renforcent donc les violences dans la société – agressions racistes, sexistes, homophobes, etc. Cette situation doit être inversée par la mobilisation unitaire, en affirmant nos intérêts sociaux collectifs et en nous organisant démocratiquement à la base pour les défendre (...) l'internationalisme conséquent est la seule option viable pour les travailleurs, les précaires, les chômeurs et les jeunes» soutient le n° 29 (janvier 2014) de la revue *Critique sociale, Bulletin d'informations et d'analyses pour la conquête de la démocratie et de l'égalité* dans un article intitulé « Lutte commune contre la société de classes ! ». Une position défendue dans un tract distribué en novembre et décembre 2013, reproduit dans ce même numéro de *Critique sociale* : « Tous ceux qui propagent la haine de l'autre, qui agitent des "solutions nationales", empêchent totalement de voir que c'est au contraire dans l'action collective des salariés, des chômeurs, des jeunes, des femmes, que se trouvent les voies de sortie de cette période déprimante. »

CLR James et la question noire

◆ *La Revue des Livres* n° 10 contient une longue présentation critique de la publication en français du livre de CLR James *Sur la question*

noire, La question noire aux Etats-Unis, 1935-1967 (Syllepse, 2012). Le titre de cette critique, « Black Marxism : CLR James et l'indépendance des luttes noires », par Matthieu Renault, fait l'impasse, sauf pour quelques détails jetés un peu au hasard, sur les origines et liens politiques de James, alias Johnson. Cela peut paraître normal puisqu'il s'agit d'un ouvrage sur la question noire, mais peut-on détacher cette activité de James de sa carrière politique ? Pas plus que de séparer son militantisme noir de sa présence aux côtés de Nkrumah devenu le leader du Ghana , qu'il qualifia de « Lénine africain » et dont il fut présenté pendant quelque temps comme le conseiller politique. L'ouvrage dont il est question dans la critique de la *Revue des Livres* et cette critique elle-même donnent l'opportunité de rappeler la parallélisme entre l'évolution de ce qui fut appelé la « tendance Johnson-Forest » dans l'organisation trotskyste américaine SWP et celle de la tendance « Chaulieu-Montal au sein du groupe trotskyste français PCI. Certains pensent que James eut une influence déterminante sur Chaulieu (Castoriadis). Ce qui paraît vraisemblable car dès août 1947 (deux ans avant la formation de Socialisme ou Barbarie), la tendance Johnson-Forest publia un texte, « Balance Sheet », qui était une critique approfondie du trotskysme dans laquelle on trouvait exprimé le dilemme « Socialisme ou Barbarie » et la référence à des théories comme celle de Burnham sur la bureaucratie. Il serait trop long de développer les vicissitudes de la tendance américaine une fois sortie du SWP ; disons seulement qu'elle éclata en trois morceaux, l'une « noire » avec Johnson, l'autre idéologique avec Dunayevskaya et la troisième ouvrière avec Glaberman. Et cela présenterait-il un intérêt, sauf pour les historiens, car depuis soixante-dix ans le monde a évolué et si beaucoup, militants et non-militants, peuvent toujours aspirer à la venue d'un monde communiste, les termes du débat sont totalement différents même si les mêmes prémisses sont toujours là. (Par ailleurs, *la Revue des livres* a annoncé sa suspension).



Une analyse du Welfare State, {l'illusion du bien-être)

◆ Les rédacteurs du n° 52 (novembre 2013) de la revue en espagnol *Etcétera* poursuivent leur analyse du capitalisme et des oppositions à celui-ci, entamée dans de précédents textes (voir *Echanges* n°s 135, 138, 140 et 141) : « Nous insistons dans ce numéro d'*Etcétera* sur certains changements qui sont en train de transformer le monde que nous connaissons, changements aux niveaux politique, économique, technique. Nous sommes en train de quitter un monde, un autre commence, leur coexistence participant à la création d'un monde dont nous sommes captifs, résultat d'une lutte entre classes, intérêts et désirs. » Une analyse déroulée dans une série d'articles sous le titre général de « L'illusion du bien-être » : « Appréciations face à l'Etat du bien-être », « Du bien-être au mal-être, ou ni l'un ni

l'autre », « La politique du mal-être et le bien-être de l'économie » et « Sur le mal-être du bien-être » ; série à laquelle s'ajoute des considérations « A notre époque technique ».

Le groupe Etcétera reconnaît qu'il est difficile de décrire ce qu'est le bien-être ou le mal-être, l'un et l'autre se trouvant au sein d'une même société, mais qu'il a tout de même choisi société du bien-être ou société de consommation pour décrire celle qui s'est établie dans les pays d'Europe occidentale depuis la fin de la deuxième guerre mondiale jusqu'aux années 1980 (p. 10), que les anglo-saxons estampillent du nom de Welfare State. Pour ce groupe, le fordisme a ouvert la voie qui mène du travailleur au consommateur des marchandises qu'il fabrique lui-même (p. 3), et l'accession à la propriété, avec l'illusion de la disparition des classes sociales, a entraîné de facto une collaboration de classes. Ce modèle de société a transformé radicalement les façons de vivre ; le processus d'individualisation auquel le salariat de la majorité des activités humaines a conduit et l'extension de la protection sociale a mené à la désarticulation des noyaux communautaires, d'échanges et de solidarité existant dans les sociétés d'avant la société de consommation (p. 7).

Ce modèle est actuellement battu en brèche par la privatisation des prestations de l'Etat (p. 13) sans toutefois remettre en cause, pour l'instant, le système établi : les voix qui appellent à la démocratie participative, à sa régénération, qui prétendent représenter le mécontentement, pour l'organiser convenablement, l'amoindrissent pour le rendre utile, continuent à représenter l'intégration politique dans le cadre du capitalisme. Leur grand œuvre est de faire illusion pour frustrer, ajouter pour diviser, représenter pour démobiliser (p. 15).

Enfin, si les manières d'écrire, de lire et de communiquer sont asservies à la machine ainsi que le souligne l'article « En esta era técnica », puisqu'il ne s'agit pas de changer les personnes sinon les relations entre elles (p. 12), tout espoir de renverser l'ordre actuel n'est pas perdu, en partageant les mêmes objectifs, même si à l'occasion les méthodes employées peuvent être différentes, et en demeurant toujours ferme sur la volonté d'en finir avec la domestication et sur la destruction du principe d'autorité (p. 19).

Contacts : Etcétera, Violant d'Hongria, 71, 1a, 08028 Barcelona, Espagne ; etcetera@sindominio.net ou www. sindominio.net/etcetera

1914-1918, les résistances à la guerre

◆ *Courant Alternatif*, hors série n° 19, « La boucherie de 14-18 » : articles et matériaux sur les résistances à la guerre dans les milieux politiques, dans les armées mais aussi à l'arrière dans les usines, les oppositions qui montent quand la tuerie commence à prendre des formes plus collectives et plus organisées à partir de 1917, pas seulement en Russie bien qu'on ne puisse négliger l'influence que la révolution là-bas a eu sur le cours de la guerre. Bien sûr, ces quelques pages comportent des lacunes, mais c'est inévitable car la tâche serait immense de faire un travail exhaustif sur les résistances de toutes sortes à la guerre.

◆ Dans *Intervention communiste* n°19 (novembre-décembre 2013) : « 1914, cent ans de trahison de la social-démocratie, la trahison de l'été 14 » .

◆ Dans *Bilan et Perspectives*

n° 14 (janvier 2014) : « 1914-2014, la social-démocratie toujours et encore va-t-en guerre. »

Autriche 1934

◆ Alternative libertaire n° 236 (février 2014) : « Il y a 80 ans, l'austro fascisme écrase Vienne la Rouge. »

Retour sur «Socialisme ou barbarie»

◆ Le numéro 3 (automne-hiver 2013) de *L'Echaudée* (Ab irato éditions, 6 rue Boulle, 75011 Paris, http://abiratoeditions.wordpress.com) contient, entre autres, un entretien avec un ancien militant du groupe Socialisme ou Barbarie (1949-1967), Daniel Blanchard, et, séparément, une présentation des positions et de l'évolution de ce groupe. Un autre ancien militant de la première période de Socialisme ou Barbarie (avant la première scission de 1958), Henri Simon a présenté une analyse critique de cet ensemble de textes, ce qui a valu une réponse de Daniel Blanchard. Critique et réponse ont été envoyés à l'Echaudée, mais en raison de leur dimension, ne sont pas publiés dans ces colonnes mais seront adressés (papier ou mail) à tout intéressé. Si ces textes soulèvent d'autres interventions, ils seront également mentionnés dans ces colonnes. Rappelons que Daniel a publié (outre d'autres ouvrages) des articles dans la revue *Socialisme ou Barbarie* sous le pseudo de Canjuers et qu'il fut l'artisan de la tentative de rapprochement de ce groupe avec Guy Debord, démarche qu'il a expliquée dans un petit livre *Debord, dans le bruit de la cataracte du temps* (Sens et Tonka, 2000).

«Insurgent Notes» s'enrichit

◆ Changement de format pour *Insurgent Notes* (Loren Goldner) : « Nous avons commencé a mettre en ligne des articles, comptes rendus, etc., entre les numéros formels de la revue. Parmi les tout récents il y a un compte rendu de livres sur la révolution allemande de 1918-1919 [Martin Comack, *Wild Socialism: Workers Councils in Revolutionary Berlin, 1918–1921* (2012) Gabriel Kuhn, ed., *All Power to the Councils! A Documentary History of the German Revolution of 1918–1919* (2012)], encore un compte rendu sur la continuité du stalinisme en URSS avec la phase autocratique de l'histoire de la Russie [J. Arch Getty, *Practicing Stalinism: Bolsheviks, Boyars and the Persistence of Tradition* (Yale, 2013)], une lettre sur les événements au Thaïlande et une lettre sur ce qui se passe au Cambodge.
http://insurgentnotes.com/

(Dis)continuité

Dans *(Dis)continuité* n° 38 (octobre 2013), publication irrégulière hors commerce, plusieurs textes de Raya Dunayevskaya (1910-1987) et d'Amadeo Bordiga (1889-1970) traduits en français. De Dunayevskaya : « The Union of Soviet Socialist Republics is a Capitalist Society » (1941), « Is Russia Part of the Collectivist Epoch of Society ? » (1942), « An Analysis of the Russian Economy » (1942/1943), « The Nature of the Russian Economy » (1946/1947) et « A New Revision of Marxian Economics » (1944). Raya Dunayevskaya, ex-trotskyste américaine ayant rompu avec le trotskyme à peu près en même temps que Castoriadis et Lefort en France, fondateurs de Socialisme ou

Barbarie, reste peu connue dans les milieux politiques français et il n'existait jusqu'alors qu'un ouvrage d'elle traduit en français, *Marxisme et liberté,* éditions Champ libre, 1971. Les textes de Bordiga traduits dans ce n° 38, et le n° 39 paru lui aussi en octobre 2013 que nous n'avons pas reçu, sont consacrés avant tout à l'étude de l'économie occidentale (Présentation au n° 38, p. VI). Le n° 38 contient en outre divers textes de la gauche italienne en relation plus ou moins lâche avec les thèmes abordés par Bordiga. Ce numéro de *(Dis)continuité* est présenté sur 16 pages plus 82 pages de notes au fil desquelles François Bochet pourfend ce qu'il appelle « la modernité » : l'immigration et son cortège de ghettos et de communautarisme, la perte d'identité des autochtones (français) et de leurs valeurs, la montée de l'individualisme, la libération sexuelle, etc. A l'instar de Karl Marx, dans *Le Manifeste du parti communiste* par exemple, François Bochet voit dans le capitalisme une révolution permanente, mais contrairement à Marx en appelle à une contre-révolution salvatrice fondée sur un retour de la morale et des modes de vie traditionnels. Pour cela, il n'y a rien à attendre du prolétariat car « (...) la dissolution de certaines structures (politiques, caractérielles, etc.) peut être souhaitable, mais l'homme nouveau qui surgit de la dissolution, contrairement à ce qu'espéraient naïvement les révolutionnaires parfois sincères, n'est autre que l'homme totalement capitalisé, vidé, dénaturé. » (note 42, p. LXI) Et si Bordiga reste d'une lecture de bon aloi, c'est grâce à « (...) son entêtement à défendre un dogme absurde (celui de la révolution prolétarienne et du marxisme) qui lui permit, paradoxalement, de résister aux sirènes du modernisme. » (p. VI), constat amenant François Bochet à « (...) se demander si Bordiga a produit une œuvre remarquable grâce au marxisme ou malgré le marxisme » (note 31, p. LIII). Contacts : François Bochet, Le Moulin des Chapelles, 87800 Janailhac ; f.bochet@free.fr

Lewis Mumford

◆ Deux textes en français de l'auteur du *Mythe de la machine* : « Le sens du tragique » (1930) et « Art et technique » (1951) traduits par A. G. et disponibles à Echanges par courrier traditionnel ou électronique.

Die Aktion, fin

◆ *Die Aktion :* cette publication en allemand a cessé de paraître en raison du décès en 2013 de son animateur, Luttz Schulenburg.

Divergences

◆ Dans le n°37, décembre 2013, de nombreux textes sous les chapitres : résistances, réflexions, international, critiques de livres et de films et bien d'autres, site ; divergences2.divergences be

Daniel Guérin

◆ Spartacus réédite les souvenirs de Daniel Guérin, *Homosexualité et Révolution,* augmentés d'un entretien de Guérin avec Jean Le Bitoux (1985), reprenant en titre le slogan du Fhar « Prolétaires de tous les pays, caressez-vous ».
http://spartacus.atheles.org/l

Repenser la révolution, quelle voie pour dépasser le capitalisme ?
Claude Bitot
Editions Spartacus
mai 2013
202 p., 13 €

LE NOUVEAU LIVRE de Claude Bitot se divise en deux parties, la première portant principalement sur les perspectives révolutionnaires et invitant à réfléchir sur « la mission du prolétariat » fossoyeur du capital, et qui aurait failli à celle-ci (p. 43). Ensuite l'auteur réaffirme que le capitalisme est en fin de cycle historique du fait de ses limites tant internes qu'externes.

Claude Bitot nous rappelle que la contradiction fondamentale du capitalisme est celle entre la valeur d'usage et la valeur d'échange, celle où la production marchande simple (marchandise-argent-marchandise M-A-M) va se muter en A-M-A'puis en A-A' (l'argent devant rapporter de l'argent comme le poirier des poires). Sur ce passage pas de problème, l'auteur reste dans le raisonnement classique du marxisme et ce jusqu'au moment où éclatent les crises.

Claude Bitot met ensuite en avant la contradiction du capitalisme entre travail vivant et travail mort, entre capital fixe et variable, là encore un ABC de la théorie marxiste. Poussée à l'extrême cette contradiction mènera à la fin de la mise en valeur du capital existant. Seulement, pour le moment, pensons-nous, nous sommes toujours dans une phase où la chute du taux de profit est compensée par sa masse, mais avec des difficultés accrues.

Claude, toujours fidèle à l'ABC du marxisme et à sa loi de l'accumulation de la richesse à un pôle et de la pauvreté à l'autre, nous indique que la période actuelle « se caractérise par l'exclusion pure et simple du capitalisme d'une partie de plus en plus importante de la population ». Nous pouvons ajouter son incapacité à utiliser les bras et les têtes qui se présentent sur le marché de l'emploi : c'est le côté révolutionnaire de la crise actuelle qui s'accompagne aussi (en Occident) de la liquidation de tout un système de « sécurité sociale-retraite-santé... », la fin des acquis sociaux.

Jusque-là pas trop de problème avec l'auteur, mais voici qu'il va s'en prendre à la théorie du prolétariat qu'il va pourfendre.

Pour Claude Bitot, et il n'est pas le seul à penser cela, le prolétariat a laissé passer le « dernier métro de la révolution » ; il s 'est fait rectifier par son pire ennemi, le machinisme, ou, pour parler autrement, le tra-

vail mort l'enterre chaque jour un peu plus. En définitive, de négateur du capital, le prolétariat subit la négation de la négation, la machinerie, la techno-science est en train de subsumer tous les rapports de production. C'est le propre du capital de développer constamment les forces productives et de remplacer l'homme par la machine, cette phase c'est la domination réelle du capital. L'auteur se donne beaucoup de mal pour démontrer qu'en Occident la classe ouvrière n'est plus majoritaire, mais comme dit Marx cela exprime le degré relatif de la productivité du travail.

> « Un pays est d'autant plus riche que sa population productive est plus réduite par rapport au produit total ; tout comme pour le capitaliste individuel, moins il a besoin de travailleurs pour produire le même surplus, tant mieux pour lui. Le pays est d'autant plus riche que la population productive est réduite par rapport à l'improductive, à production égale. Car le chiffre relativement faible de la population productive ne serait alors qu'une façon d'exprimer le degré relatif de la productivité du travail. »
>
> (Marx, *Théories sur la plus-value*, Editions Sociales, t. I, p. 254.)

Actuellement le capital exploite en Chine 400 millions de prolétaires, dans des usines immenses quasi militarisées, et il en va de même dans d'autres pays dits émergents. Nous sommes encore bien loin de la situation où une majorité de la population se trouverait hors circuit – à noter que Marx ne rejetait pas cette possibilité.

> « Un développement des forces productives qui réduirait le nombre absolu des ouvriers, c'est-à-dire permettrait en fait à la nation toute entière de mener à bien en un laps de temps moindre sa production totale, amènerait une révolution, parce qu'il mettrait la majorité de la population hors circuit. »
>
> (*Le Capital*, t. 3, p. 279.)

Claude Bitot considère que le prolétariat n'a pas rempli la mission que lui assignait la théorie du prolétariat : c'est l'axe autour duquel il essaye de « repenser la révolution » avec sa quête d'un nouveau Messie – « la non-classe, le magma » qui restera après l'auto-effondrement du capitalisme rongé à mort par ses contradictions. Quant aux crises qui devaient secouer la conscience de classe du prolétariat, Claude fait le constat, arguments à l'appui, que le prolétariat est resté passif. Il nous cite même Pannekoek (p. 41) à ce sujet, qui ne semblait pas trop s'inquiéter de ce que la grande crise de 1919 n'avait eu aucun débouché révolutionnaire ; si Claude avait bien lu Pannekoek il se serait rendu compte que lui aussi s'interrogeait sur la passivité ouvrière.

> « La classe ouvrière doit s'attendre à un grand nombre de catastrophes et non spécialement espérer une catastrophe finale ; catastrophes politiques comme la guerre et catastrophes économiques comme les crises, qui ravageront toujours ce système, tantôt irrégulièrement, plus ou moins périodiquement, mais en gros allant en se renforçant au fur et à mesure que le capitalisme se développe. Grâce à cela les illusions du prolétariat cesseront, sa tendance au repos se dissipera de plus en plus et une lutte de classe, de plus en plus forte, de plus en plus profonde, se développera. Si on l'examine du point de vue de ces contradictions, il ne semble pas que la crise d'aujourd'hui, pourtant plus profonde et plus ravageuse que toutes

celles qui l'on précédées, montre des signes de l'éveil d'une révolution prolétarienne. »

(Anton Pannekoek, « La théorie de l'effondrement du capitalisme », *Rätekorrespondenz*, n°1, 1934.)

Ce n'est pas par hasard que Claude cite (p. 56 de son livre)

« La véritable barrière de la production capitaliste c'est le capitalisme lui-même : le capital et sa mise en valeur par lui-même apparaissent comme point de départ et point final, moteur et fin de son développement. »

A sa manière Claude rejoint les auteurs de la revue *Temps critique* pour qui la force de travail et le travail lui même sont devenus inessentiels. Bref le sujet de l'histoire, le prolétariat salarié, disparaît. Reste donc la question : qui fera la révolution ? Sur le fait que le travail n'a plus le même poids que durant la domination formelle du capital – ce n'est pas une découverte –, il suffit de lire « Le procès de travail et le capital fixe » pour se rendre compte qu'il ne s'agit pas du nombre de prolétaires occupés mais du temps de travail socialement nécessaire à la création de valeur d'usage. D'un point de vue exclusivement théorique, *Temps critique* est encore en avance sur son temps, sans quoi la guerre actuelle pour la chute d'un coût du travail devenu inessentiel ne s'expliquerait pas. Claude pourra rétorquer qu'elle est la dernière valeur d'ajustement d'un capital en fin de cycle...

Il va, non sans un certain panache, nous démontrer que le projet communiste est en plein délabrement et qu'aucune force sociale n'est à même d'entreprendre une révolution (p. 85) ; perspective dont Engels disait

« Le mode de production capitaliste moderne, ainsi que le système de répartition des biens qu'il a créé, sont entrés en contradiction flagrante avec ce mode de production lui-même, et cela à un degré tel que devient nécessaire un bouleversement du mode de production et de répartition éliminant toutes les différences de classes, si l'on ne veut pas voir toute la société moderne périr. C'est sur ce fait matériel palpable qui, avec une nécessité irrésistible, s'impose sous une forme plus ou moins claire aux cerveaux des prolétaires exploités – c'est sur ce fait, et non dans les idées de tel ou tel théoricien en chambre sur le juste et l'injuste, que se fonde la certitude de victoire du socialisme moderne. »

(Engels, *L'Anti-Dühring*, Editions sociales, p. 186.)

Ce qui fera dire à Bordiga qu'il faut considérer la révolution comme un fait déjà advenu.

Pour l'auteur, la révolution ne pouvant advenir, il ne faut plus compter que sur l'autodestruction du capitalisme qui devrait ouvrir la voie de la révolution communiste : c'est toute l'argumentation du chapitre VI (p. 111). Dans ce chapitre, il passe au crible de sa critique la théorie du prolétariat, et va jusqu'à considérer que « la théorie du prolétariat est d'ordre religieux, on nage là en pleine eschatologie judéo-chrétienne laïcisée, le prolétariat apparaissant comme le Messie, la classe élue, le sauveur de l'humanité » (p. 113).

En réalité, nous dit l'auteur, « le prolétariat industriel dans les sociétés capitalistes "avancées" est depuis longtemps "embourgeoisé" et maintenant une classe en déclin » (p.114). Il en arrive à écrire, critiquant un article d'Alain Badiou :

« Avec lui ce n'est plus "prolétaires de tous les pays unissez vous" c'est "prolétaires étrangers envahissez-nous, car vous êtes nos sauveurs !" »

...et ce n'est pas une faute de frappe comme nous pouvons nous en rendre compte p. 136 de son livre.

Face à l'échec de la mission du prolétariat, Claude pense que celui-ci n'a pas dépassé le stade de classe pour le capital et, plus grave, qu'il n'a pas d'unicité. Pages 115 et 116, il cite Errico Malatesta, pour nous démontrer que l'unicité du prolétariat est une utopie, « une religion ».

La diversité des emplois, et surtout la concurrence que se livrent les ouvriers entre eux, n'est pas une découverte pour les praticiens de la lutte de classe, il suffit d'avoir fait une grève longue pour s'en rendre compte. Claude ici ne fait que mettre en avant les faiblesses du prolétariat et gomme ce qui fondamentalement est commun à tous les prolétaires, à savoir qu'il n'ont que leur force de travail à vendre et qu'ils appartiennent à la classe capitaliste dans son ensemble ; classe qui pioche sur le marché du travail la marchandise qui lui convient. C'est seulement à ce titre que nous pouvons considérer qu'elle est classe pour le capital.

Pour Claude, la classe ouvrière est en déshérence, et le capitalisme en fin de cycle, « sénile » . Il ne reste plus qu'un magma social de plus en plus informe. Tout d'abord Claude Bitot a toujours une vision hexagonale du capital et du prolétariat, même s'il a dans son livre élargi cette vision aux pays dits émergents.

« Il est incontestable que cette "mondialisation" du capitalisme a eu pour effet de prolonger la fin de cycle historique dans laquelle il est entré, mais pas de l'abolir. » (P. 57.)

Elle a aussi provoqué un développement gigantesque et rapide du nombre de prolétaires, ce que l'auteur a du mal à reconnaître car cela vient assombrir sa vision d'un prolétariat déclinant. Mais peu importe : ce prolétariat, écrit Claude, se sent privilégié par rapport aux sans-travail des bidonvilles, et il ne saurait être autre chose que le clone du prolétariat d'Occident, une classe pour le capital se bornant à des grèvettes pour les salaires (p. 57 et 86).

Pour lui, le capitalisme va s'effondrer de lui-même en entraînant une dissolution de toutes les classes sociales, une non-classe. Régnera pendant un temps le chaos (p. 13 et 14) :

« Sous le choc de l'effondrement du capitalisme ce magma se décomposera complètement, ce qui fait qu'il se constituera une non-classe post-capitaliste, immense majorité de la société. Et ce sera cette masse, sortie brute de décoffrage de l'effondrement du capitalisme, qui sera susceptible en se recomposant de se faire non-classe pour le communisme. »

Et bien nous y voilà, après nous avoir dit que le prolétariat a failli à sa mission révolutionnaire devant mener au communisme, gommant au passage toutes les tentatives allant dans ce sens durement réprimées par la force des armes qu'il va d'ailleurs citer (p. 89) – 1848, 1871, 1918, 1936 – pour nous dire qu'il est aujourd'hui saugrenu de vouloir renverser le capitalisme par la violence. Il n'invente rien à ce sujet, Engels avait déjà fait ce constat pour en définitive en venir à une conquête parlementaire de la majorité, oubliant au passage que la violence est l'accoucheuse de l'histoire.

Claude est ici sur les traces du PCF qui veut « la lutte de classe sous toutes ses

formes sans la guerre civile » – ce n'est même pas ceia, puisqu'il a émasculé la lutte de classe de son programme. Seul peut encore servir le Parti (p. 128 à 133) : ce Parti,

> « n'ayons pas peur de le dire, est une élite, c'est-à-dire ce qui se fait de mieux au sein d'un groupe social donné en matière de connaissances, d'énergies, et de forces morales. » (p. 129.)

A quoi va donc servir ce Parti d'élites ? Claude, qui n'est pas en manque d'imagination, nous dit qu'il devra n'être qu'une minorité regroupant

> « un nombre restreint de militants, mais bons, capables d'être des passeurs d'idées, des éveilleurs de consciences ; (...) une avant-garde »

... un parti à la Lénine, apporteur de la bonne conscience, doublé d'un parti de l'ordre chargé d'administrer la chaotique non-classe.

G. Bad

Et que crève le vieux monde.
Articles choisis et textes inédits (1897-1908)
Albert Libertad
Mutines éditions

« LA TYRANNIE la plus redoutable n'est pas celle qui prend figure d'arbitraire, c'est celle qui nous vient couverte du masque de la légalité. » (Libertad, « La botte policière », *L'Anarchie* n°112, 30 mai 1907). « Ceux qui envisagent le but dès les premiers pas, ceux qui veulent la certitude d'y atteindre avant de marcher, n'y arrivent jamais. » (Libertad.)

Une bouffée d'air frais de la Belle époque. Que Libertad soit mort, à l'âge d'à peine trente ans, dans un lit d'hôpital comme la vulgate officielle le prétend ou piétiné d'abord par les flics sur les escaliers de Montmartre, comme l'affirment ses camarades d'alors, peu importe – les deux versions n'étant d'ailleurs pas incompatibles.

Ce qui importe effectivement c'est ce qu'apporte ce livre de sa vie, de ses écrits et de ses engagements de chaque instant. Car, chez ce militant exemplaire de l'individualisme anarchiste revendiquant une fusion avec l'anarchisme communiste (voir, par exemple, p. 151) il n'y avait aucune séparation entre l'écrit, le discours, ses interventions tant sur le terrain politique que celui de la lutte de classe et sa vie privée. Son infirmité (une paralysie des jambes) donnait encore plus de poids à cet engagement militant sur tous les fronts dans ce monde capitaliste brutal de l'avant-première

guerre mondiale, confinant à ce que qu'on aurait pu appeler de l'héroïsme .

Libertad ne se contentait pas d'écrire et de publier, d'intervenir dans des réunions politiques – orateur redouté de tous meeting politiques –, de passer pour pédagogue dans des cercles de discussion et de propagande, mais il fut un acteur de la propagande par le fait et de toutes les luttes, d'abord celles de la classe ouvrière. Car il n'y avait chez lui aucune divergence ou séparation entre le combat politique et le combat prolétarien, fustigeant tout autant la dérive du syndicat dit « ouvrier » (la CGT d'alors) et/ou du parti dit « socialiste », tous engagés dans la collaboration de classe.

On pourrait citer à l'infini des phrases qui, bien que vieilles de plus d'un siècle, sonnent étrangement actuelles, même si certains leur donnent un autre habillage idéologique. Il faut lire ces pages, recueil d'articles et de textes mais accompagnés d'aperçus bien documentés sur les « autres » activités de Libertad, ses engagements et les détails qui permettent de comprendre les polémiques d'alors tant eu égard au monde capitaliste que par rapport aux autres tendances de l'anarchisme.

Car Libertad et son activité duale se trouve dans une période charnière du développement industriel, de la lutte de classe conséquente, ce qui n'est pas sans influence sur les préoccupations des anarchistes. D'un côté, l'action directe individualiste tend à être remplacée par d'autres formes de propagande, par l'écrit, l'intervention politique dans les meetings et/ou l'organisation de cercles de débats et de meetings, en quelque sorte l'éducation politique. Même s'il ne sacrifie pas à l'intervention plus ou moins provocatrice, celle-ci se distingue de l'action directe d'un Ravachol ou d'un Bonnot et il est évident que, chez Libertad, l'écrit et le discours prennent le pas sur le seul engagement sur le terrain. D'autre part, la montée des luttes ouvrières et l'opposition déjà évidente entre la base ouvrière et la bureaucratie syndicale de la CGT font ressortir la nécessité de dépasser l'individualisme. Différentes tentatives de créer dans le milieu anarchiste une organisation intéressent Libertad bien qu'il soit, à juste titre, très méfiant quant à une telle organisation anarchiste. La guerre, que l'on pressent déjà et qui éclatera quelques années plus tard, accentuera ces tendances (et donnera raison à Libertad dans sa dénonciation, en maintes occasions du patriotisme et de la défense de l'Etat notamment par les leaders sociaux-démocrates). Tout cela est en quelque sorte les prémisses des grands bouleversements politiques dans le mouvement révolutionnaire pendant la guerre et dans l'immédiat après-guerre. On ne peut s'empêcher de penser à ce qu'aurait fait alors Libertad s'il avait vécu.

http://mutineseditions.free.fr
mutineseditions@riseup.net
c/o Bibliothèque Libertad,
19 rue Burnouf, 75019 Paris.

La Conjuration des inégaux

Un camarade, Zacharie, nous a envoyé une note de lecture sur le livre *La Conjuration des inégaux*, d'Olivier Besancenot (Le Cherche-Midi, janvier 2014). Nous n'avons pu la passer faute de place. On peut la lire sur plusieurs sites Internet, dont celui d'Echanges et Ni patrie ni frontières :
http://www.mondialisme.org/spip.php?article2028

BROCHURES DISPONIBLES

La Chine débarque dans l'UE (août 2003, 3 euros)

Nuits d'usine. Carnets d'un intérimaires (décembre 2012, 3 euros)

Marchandises, transport, capital et lutte de classes (mai 2012, 3 euros)

L'Etrange Histoire de « Ouvriers contre le travail »/The Strange History of « Workers against Work », Michael Seidman (septembre 2011, 2 euros)

La Question syndicale en Chine, documents officiels, officieux et militants, (mai 2010, 2,50 euros)
+
La Crise en Californie, Gifford Hartman (février 2010, 2 euros)

Présentation du réseau « Echanges et mouvement » (décembre 2008, 1,50 euro)

Les Conseils ouvriers en Allemagne, 1918-1921, Henk Canne Meijer (décembre 2007, 2,50 euros)

Le Mouvement des piqueteros. Argentine 1994-2006, Bruno Astarian (mai 2007, 3 euros)

ICO et l'IS. Retour sur les relations entre Informations correspondance ouvrières et l'Internationale situationniste, Henri Simon (octobre 2006, 3 euros)

La Révolte des cités françaises, symptôme d'un combat social mondial (mai 2006, 4 euros)

Aux origines de l'« antitravail », Bruno Astarian (décembre 2005, 3 euros)

La Classe ouvrière sous le IIIe Reich, Tim Mason (mars 2004, 3 euros)

Pour une compréhension critique du mouvement du printemps 2003 (septembre 2004, 3,50 euros)

Militantisme et responsabilité suivi de **Le Crime des bagnes nazis : le peuple allemand est-il coresponsable ?** Henry Chazé (mars 2004, 3 euros)

Derrière l'Intifada du XXIe siècle, Aufheben (octobre 2003, 2,50 euros)

Les Grèves en France en mai-juin 1968, Bruno Astarian (mai 2003, 3,50 euros)

Humanisme et socialisme/Humanism and socialism, Paul Mattick (mai 2003, 2 euros)

L'Argentine de la paupérisation à la révolte (juin 2002, 2,50 euros)

Correspondance 1953-1954, Pierre Chaulieu (Cornélius Castoriadis)-Anton Pannekoek, présentation et commentaires d'Henri Simon (septembre 2001, 2 euros)

Pour une histoire de la résistance ouvrière au travail. Paris et Barcelone, 1936-1938, Michael Seidman (mai 2001, 1,50 euro)

Fragile prospérité, fragile paix sociale. Notes sur les Etats-Unis, Curtis Price (février 2001, 1,80 euro)

La Sphère de circulation du capital, Gérard Bad (octobre 2000, 1,50 euro)

Les droits de l'homme bombardent la Serbie, Gérard Bad (octobre 1999, 1,50 euro)

Entretien avec Paul Mattick Jr., réalisé par Hannu Reime en novembre 1991. Ed. bilingue septembre 1999, 1,50 euro)

Pourquoi les mouvements révolutionnaires du passé ont fait faillite. – Grèves. – Parti et classe. Trois textes d'Anton Pannekoek, précédés de : **Le Groupe des communistes internationalistes de Hollande**, par Cajo Brendel (avril 1999, 1,50 euro)

Enquête sur le capitalisme dit triomphant, Claude Bitot (janvier 1999, 1,50 euro)

La Lutte de classe en France, novembre-décembre 1995. Témoignages et discussions (mars 1996, 1,50 euro)